



RAPPORT DE SYNTHÈSE

ENQUÊTE NATIONALE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, Mars 2016 (ENSAN MALI)

Version finale

Mars 2016

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	I
LISTE DES TABLEAUX	III
LISTE DES CARTES ET FIGURES	V
SECTION 1 : CONTEXTE, JUSTIFICATION, METHODOLOGIE.....	1
1.1. Contexte	2
1.2. Justification.....	2
1.3. Objectifs de l'évaluation	3
1.4. Méthodologie /Organisation de l'enquête	4
1.4.1. Outils de collecte	5
1.4.2. Echantillonnage.....	5
1.4.3. Limites	8
1.5. Concepts de base et cadre d'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	9
SECTION 2 : RESULTATS	12
2.1. Caractéristiques sociodémographiques des ménages.....	13
2.1.1. Statut des ménages.....	13
2.1.2. Profils des chefs de ménage.....	13
2.1.3. Composition démographique des ménages	14
2.2. Conditions de vie des ménages	14
2.2.1. Logement.....	14
2.2.2. Source d'énergie	14
2.2.3. Eau, hygiène et assainissement.....	15
2.2.4. Possession de biens/équipements	15
2.3. Moyens et stratégies de subsistance des ménages	16
2.3.1. Elevage	17
2.3.2. Pêche	20
2.3.3. Agriculture de contre saison	20
2.3.4. Sources de revenus des ménages.....	21
2.3.5. Dépenses & Approvisionnement des ménages.....	25
2.3.6. Epargne des ménages	27
2.3.7. Accès aux Crédits	28
2.4. Consommation alimentaire et nutrition des ménages	29
2.4.1. Consommation alimentaire.....	29
2.4.2. Nutrition au niveau des ménages	31
2.4.3. Diversité alimentaire des ménages	32
2.4.4. Mode de préparation des repas.....	33
2.4.5. Nombre de repas.....	33
2.4.6. Changement dans les habitudes alimentaires	34

2.5. Chocs	34
2.6. Stratégies d'adaptation	35
2.6.1. Stratégies d'adaptation alimentaires	35
2.6.2. Stratégies d'adaptation non alimentaires	37
2.7. Indice de la Faim	38
2.8. Assistance et programmes d'aide	38
2.9. Sécurité Alimentaire	39
2.9.1. Classe de sécurité alimentaire	39
2.9.2. Profil des ménages en insécurité alimentaire	40
2.9.3. Evolution de la sécurité alimentaire des ménages au Mali	41
2.9.4. Sécurité Alimentaire et moyens d'existence	44
2.9.5. Perspectives d'évolution de la sécurité alimentaire	45
2.10. Nutrition des enfants de 6 à 59 mois	45
2.10.1. Sensibilisation et éducation nutritionnelle	45
2.10.2. Caractéristique des enfants de 6 à 59 mois	47
2.10.3. Consommation alimentaire des enfants de 6 à 59 mois	47
2.10.4. Statut nutritionnel des enfants	49

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1:	Effectif total du bétail en UBT	19
Tableau n°2:	Évolution des femelles reproductrices	19
Tableau n°3:	Estimation du revenu total habituel et actuel (en cash) des ménages.....	21
Tableau n°4:	Estimation du revenu total habituel et actuel (en cash) des ménages par Zone de Moyens d'Existence	21
Tableau n°5:	Evolution (au cours des 12 derniers mois) des revenus des ménages	22
Tableau n°6:	Contraintes pesant sur les activités génératrices des ménages	23
Tableau n°7:	Distribution des sources de revenus des ménages (agrégation des réponses multiples)	23
Tableau n°8:	Estimation du montant minimum mensuel nécessaire pour le ménage	24
Tableau n°9:	Épargne des ménages.....	28
Tableau n°10:	Localisation de l'épargne.....	28
Tableau n°11:	Groupes d'aliments.....	29
Tableau n°12:	Groupe de consommation alimentaire entre septembre 2014 et février 2016	30
Tableau n°13:	Groupe de consommation alimentaire par région – Février 2016	30
Tableau n°14:	Score de consommation alimentaire et indice de richesse	31
Tableau n°15:	Evolution de la fréquence de consommation par groupe alimentaire	32
Tableau n°16:	Indice des stratégies de survie des ménages Février 2016 –et comparaison par rapport à Septembre 2015, février 2015 et septembre 2014 par zone de moyens d'existence	36
Tableau n°17:	Stratégies d'adaptation non alimentaires	37
Tableau n°18:	Stratégie d'adaptation non alimentaire regroupée par région.....	37
Tableau n°19:	Répartition des ménages selon l'indice domestique de la faim.....	38
Tableau n°20:	Indicateurs du CARI (Approche consolidée du PAM pour le compte-rendu des indicateurs de la sécurité alimentaire).....	39
Tableau n°21:	Classes d'insécurité alimentaire (approche CARI)	39
Tableau n°22:	Niveau de sécurité alimentaire	40
Tableau n°23:	Quintile de richesse selon la classe de sécurité alimentaire des ménages	41
Tableau n°24:	Evolution de la sécurité alimentaire des ménages par rapport de septembre 2015 à Septembre 2014	41
Tableau n°25:	Evolution de la sécurité alimentaire au niveau cercle par rapport à février 2015	42
Tableau n°26:	Classes de sécurité alimentaire et zones de moyens d'existence.....	45
Tableau n°27:	Participation des (membres) des ménages à une séance d'éducation ou de sensibilisation nutritionnelle au cours des 3 derniers mois	46
Tableau n°28:	Distribution des enfants selon le sexe et la classe d'âge et la région.....	47
Tableau n°29:	Distribution (%) des enfants selon certaines caractéristiques de la consommation alimentaire	47
Tableau n°30:	Fréquence de consommation de différents groupes alimentaire par les enfants	48
Tableau n°31:	Score de diversité alimentaire individuel des enfants de 6 à 59 mois	49

LISTE DES CARTES ET FIGURES

Liste des cartes

Carte n°1: Répartition des partenaires de l'ENSAN par zone (cercle) de collecte	5
Carte n°2: Répartition spatiale de l'échantillon de l'enquête nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle	6
Carte n°3: Caractéristique démographique par région administrative	13
Carte n°4: Distribution (%) des ménages appartenant au quintile de bien-être économique « Très faible » par cercle	16
Carte n°5: Distribution spatiale de l'anomalie de la biomasse en fin septembre 2015 et 2014 au Mali	18
Carte n°6: Classe part de dépenses alimentaires des ménages $\geq 75\%$ par cercle	25
Carte n°7: Score de consommation alimentaire « pauvre », « limite » par cercle.....	31
Carte n°8: Distribution (%) ménages en insécurité alimentaire globale (modérée + sévère) par cercle	43
Carte n°9: Evolution proportion ménages touchés par l'insécurité alimentaire sévère par cercle	43
Carte n°10: Evolution proportion ménages touchés par l'insécurité alimentaire modérée par cercle	44
Carte n°11: Evolution proportion ménages sécurité alimentaire par cercle.....	44

Listes des figures

Figure n°1: Structure organisationnelle de l'ENSAN MALI Février 2016	4
Figure n°2: Cadre conceptuelle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.....	10
Figure n°3: Calendrier agricole de FEWS NET associé aux périodes de collecte des données ENSAN	17
Figure n°4: Principaux groupes de moyens de subsistance (basés sur les sources de revenus habituels) des ménages	25
Figure n°5: Sources d'approvisionnement actuelles des ménages en produits alimentaires	27
Figure n°6: Période, au cours des 12 derniers mois, où les ménages n'ont pas eu assez de nourriture pour répondre à leurs besoins	27
Figure n°7: Nombre de jours de consommation durant les 7 derniers jours	33
Figure n°8: Principaux chocs subis par les ménages dans les six derniers mois.....	35
Figure n°9: Indice des stratégies de survie des ménages – Septembre 2014 – Février 2016	36
Figure n°10: Distribution des classes de sécurité alimentaire des ménages au niveau national	40
Figure n°11: Participation des membres des ménages à une séance d'éducation ou de sensibilisation nutritionnelle au cours des 3 derniers mois	46
Figure n°12: Distribution de la participation aux séances d'éducation et de sensibilisation nutritionnelle en septembre 2015 et Février 2016	46
Figure n°13: Fréquence de consommation de différents groupes alimentaire par les enfants	48
Figure n°14: Fréquence de consommation de différents groupes alimentaire par les enfants selon la région ...	48

SECTION 1 : CONTEXTE, JUSTIFICATION, METHODOLOGIE

1.1. Contexte

Le Mali est un pays sahélien, enclavé, et structurellement vulnérable à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Les deux tiers du pays¹ sont désertiques. Sa population est estimée à 18.343.002 millions d'habitants². Il est classé au 182^{ème} rang sur 186 pays selon l'indice de développement humain (IDH) de 2013³.

L'économie est fortement dépendante du secteur primaire : l'agriculture, l'élevage, la chasse et la sylviculture occupant 68.0% de la population active⁴. Ce secteur est lui-même tributaire de facteurs exogènes, principalement d'ordre climatique, telles les sécheresses récurrentes.

Les conditions de vie dans le pays continuent de subir l'impact négatif de la situation sécuritaire instable et des effets des aléas climatiques principalement dans les régions nord du pays. Les ménages maliens, déjà fortement affectés par une série de crises⁵ ont ainsi fait face à d'importantes pertes au niveau des moyens de subsistance (bétail, récoltes, sources de revenus, emploi, réduction des activités économiques, etc.). La mise en œuvre de diverses interventions dans le cadre du Plan National de Réponse du Gouvernement en collaboration avec les agences humanitaires principalement dans le nord du pays a contribué à une stabilisation voire une amélioration de la sécurité alimentaire selon les résultats de l'ENSAN réalisée en février 2015 par le SAP, le PAM et leurs partenaires. Il n'en demeure pas moins que les ménages demeurent globalement vulnérables et peu résilients face aux chocs.

Dans ce contexte, un suivi régulier de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, de l'évolution des moyens de subsistance et des stratégies de survie des ménages est indispensable pour une meilleure (re-)définition et planification des interventions ou activités à mener en vue d'améliorer les conditions de vie des groupes plus vulnérables et/ou prévenir d'éventuels catastrophes/crises.

1.2. Justification

Les résultats de l'ENSAN de septembre 2015 ont montré que l'insécurité alimentaire touche chroniquement près d'un quart (24%) des ménages maliens. Il s'agit principalement d'une insécurité alimentaire de type modéré qui touche chroniquement la plupart de ces ménages (20%).

Tenant compte, des données de cette ENSAN et de la SMART de mai 2015, les résultats du *Cadre Harmonisé de l'analyse de l'insécurité alimentaire* pour le Mali en novembre 2015 a classé, pour la situation projetée allant de juin à août 2015, 9 cercles en phase 2 (sous pression) et le reste en phase 1 (minimale).

La prévision de la dégradation de la situation sécuritaire dans les régions du nord ainsi que par endroits dans la bande sahélienne; des risques de non exploitation rationnelle de certains pâturages liés à l'insécurité et du retour des populations réfugiées et déplacées internes, mérite un suivi de près pour appréhender le niveau des difficultés et son impact sur les conditions de vie des ménages.

Le cadre harmonisé qui constitue l'outil consensuel d'analyse de la sécurité alimentaire dans la sous-région ouest africain est prévu en mars 2016 et nécessite la disponibilité de données à jour en février 2016. Ces données actualisées, validées de manière consensuelle puis diffusées alimenteront la base de données de la prochaine analyse nationale du *Cadre Harmonisé* de mars 2016 qui, au sortir de la campagne agropastorale 2015/16 réévaluera la situation alimentaire, le nombre de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle tant pour la période courante (mars – mai 2016) que pour celle projetée (juin - août 2016).

Ces informations contribueront significativement à la planification ainsi qu'à l'affinement des différentes interventions des partenaires pour les zones à risque d'insécurité alimentaire.

Ce souci de disposer des données consensuelles et désagrégées selon les unités d'analyse du cadre (niveau cercle) a amené le Système d'Alerte Précoce du Mali en Collaboration avec les partenaires du système de sécurité

¹ La superficie du Mali est de 1.242.248 km² (site de l'Institut National de la Statistique - INSTAT - consulté le 28 juin 2014 ; http://instat.gov.ml/contentu_page.aspx?pa=48).

² Estimation fournie par la Direction Nationale de la population (DNP) lors de l'atelier sur le *Cadre Harmonisé* pour le Mali de Novembre 2014.

³ *Rapport sur le développement humain 2013*, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

⁴ 4^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Mali (RGPH 2009), *Analyse des résultats définitifs. Thème : Activités économiques de la population*, INSTAT, Décembre 2012.

⁵ La crise pastorale de 2009 au cours de laquelle la taille moyenne du cheptel a diminué de 40% entre septembre 2009 et mars 2010 suit à des taux très élevés de mortalité et de vente d'animaux, *Évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages pastoraux du Burkina Faso et du Mali*, Programme Alimentaire Mondiale (PAM), Mars 2010. La sécheresse de 2011 où 60% des ménages n'ont rien récolté ; la production agricole moyenne de ladite année ne couvrant tout au plus que 3 à 4 mois de besoins (contre 6 à 9 mois habituellement) ; la mauvaise régénération des pâturages se traduisant par une soudure animale précoce et difficile en 2012 ainsi que des pertes d'animaux du fait de l'absence des pâturages et des maladies : ce qui a obligé les éleveurs (principalement ceux du Sahel Occidental) à procéder à un déstockage précoce de leur cheptel. Rapport de l'*Enquête rapide de la sécurité alimentaire des ménages affectés par la sécheresse*, Programme Alimentaire Mondiale (PAM), Avril 2012.

Alimentaire comme le PAM, la FAO, le FEWS NET et les ONG du Custer sécurité alimentaire à la réalisation de la présente **Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN) au Mali** .

1.3. Objectifs de l'évaluation

L'objectif global de cette évaluation est de procéder à une mise à jour des indicateurs clé de la sécurité alimentaire afin d'appréhender la situation courante de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, de même que son évolution au cours des 6 prochains mois.

Par ailleurs, les informations à produire constitueront des données actualisées de qualité qui seront utilisés lors du prochain atelier du Cadre Harmonisé. En outre, ils contribueront à une meilleure élaboration ou redéfinition du ciblage ainsi que des projets/programmes d'assistance (alimentaire ou non alimentaire) au Mali, à court et moyen terme. Ce qui constituera un outil clé pour le plaidoyer à la fois pour le Gouvernement, le PAM et les différents partenaires (autres agences du système des Nations Unies, ONGs, etc.).

Plus spécifiquement, il s'agira d'apporter une réponse objective aux sept questions suivantes :

⇒ ***Qui est en situation d'insécurité alimentaire ou de vulnérabilité ?***

Ce qui permettra d'établir le profil de ces personnes et d'appréhender les moyens de subsistance les plus touchés en vue d'un meilleur ciblage socioéconomique.

⇒ ***Combien de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire ou de vulnérabilité ?***

Ce qui permettra de quantifier leur nombre et d'estimer les besoins nécessaires en vue de leur porter assistance.

⇒ ***Où vivent ces personnes ?***

Ce qui permettra un meilleur ciblage géographique ainsi qu'une hiérarchisation des zones d'interventions tenant compte des priorités et des moyens disponibles.

⇒ ***Pourquoi sont-elles en situation d'insécurité alimentaire ou de vulnérabilité ?***

Ce qui permettra de comprendre les facteurs contribuant à l'insécurité alimentaire ou à la vulnérabilité et sur lesquelles il faudrait influencer pour espérer lutter efficacement contre ces problèmes.

⇒ ***Quelle est la situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans ?***

Il s'agira d'apprécier la situation de la malnutrition en lien avec celle de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité en vue d'identifier les ménages les plus à risque (de malnutrition) - en particulier, ceux où vivent des enfants de moins de 5 ans, des mères de ces enfants et des femmes enceintes/allaitantes - ou les poches de vulnérabilité (à la malnutrition) vers lesquelles une assistance alimentaire et/ou non alimentaire pourrait être dirigée.

⇒ ***Comment va vraisemblablement évoluer la situation dans les prochains mois et quels risques menacent ces personnes ?***

Il s'agira d'analyser les stratégies de survie adoptées par les ménages face aux chocs subis ainsi que les conséquences qui peuvent en découler ; de faire des prévisions et de se préparer à d'éventuelles situations d'urgence spécifiques tenant compte de leur probabilité de réalisation.

⇒ ***Que peut-on faire pour améliorer leurs conditions de vie et renforcer leurs moyens de subsistance ?***

Ce qui permet d'appréhender les types d'interventions les plus appropriés à prendre en compte dans la définition de l'assistance qui pourrait leur être portée et de formuler, en conséquence, les recommandations idoines.

1.4. Méthodologie /Organisation de l'enquête

L'ENSAN MALI de février 2016 a mobilisé, sur le terrain, 74 équipes de 5 personnes chacune (1 chef d'équipe, 3 enquêteurs et 1 chauffeur). Ces équipes ont reçu, tout au long des trois (3) semaines qu'a duré la collecte, l'encadrement des 7 coordonnateurs régionaux du SAP de même que celui de l'ensemble des membres de la coordination nationale en charge de cette évaluation.

Tenant compte de leur disponibilité, de leur connaissance du terrain et de la méthodologie de collecte ; une grande majorité des agents de terrain ayant pris part à l'ENSAN de septembre 2015 ont été de nouveau présélectionnés. Le complément a été recruté à la suite d'un rigoureux processus de sélection (appels à candidature publics et passage d'un test de pré-sélection).

Pour la formation des agents, quatre centres de formation ont été mis en place au lieu de trois dans les précédentes ENSAN :

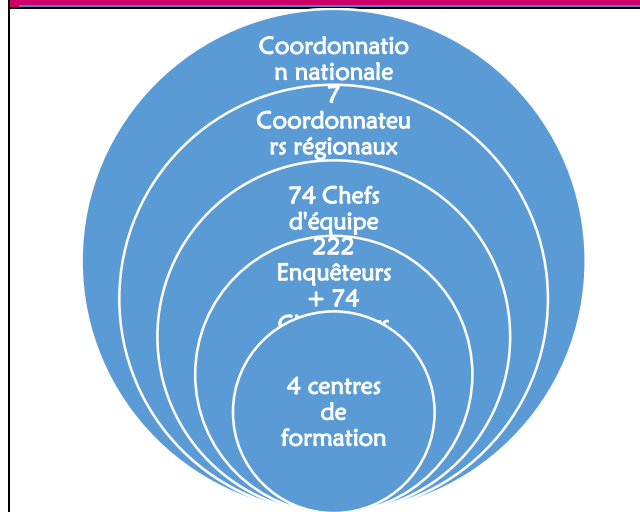
- ⇒ celui de Bamako pour les agents en charge de la collecte des données dans les 28 cercles du sud du pays (incluant les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou) et les 6 communes du District de Bamako ;
- ⇒ celui de Mopti pour ceux affectés dans les 8 cercles de la région de Mopti et le cercle de Gourma Rharous (région de Tombouctou) ;
- ⇒ celui de Gao pour les agents qui ont eu à travailler dans les 8 cercles des régions de Gao et de Kidal et,
- ⇒ celui de Tombouctou pour les agents qui ont eu à travailler dans les cercles de Tombouctou, Diré, Goundam et Niafunké.

L'ensemble des agents ont suivi une formation de six jours (du 02 au 07 février 2016) et ont été recrutés sur la base de leur performance aux différents tests écrits et pratiques, des résultats du pré-test des outils de l'enquête sur le terrain.

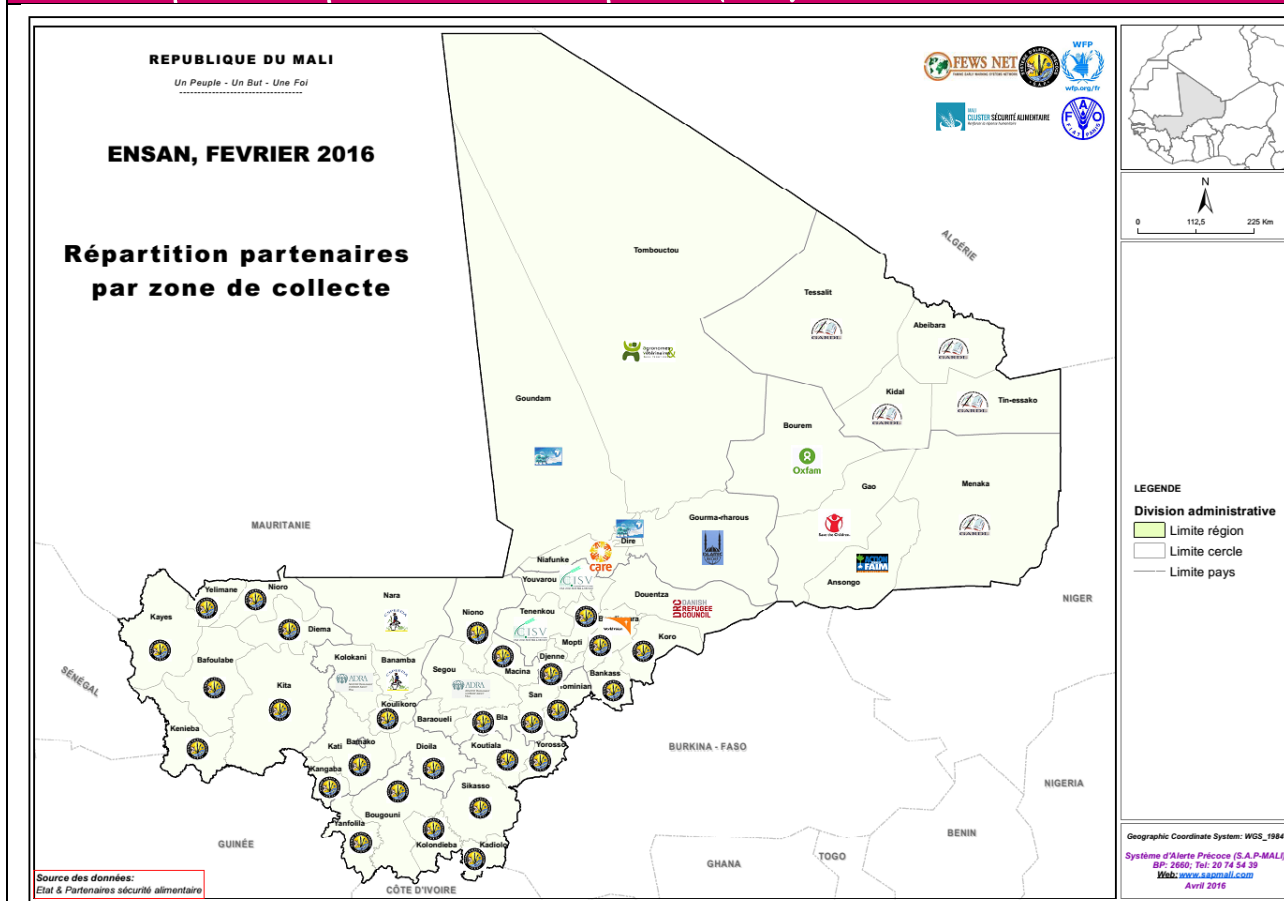
L'innovation au cours de cette enquête a été l'utilisation des smartphones dans la collecte et la transmission des données sur serveur.

Une supervision permanente rapprochée et à distance des équipes a été assurée sur le terrain et à la Direction du SAP tout au long de la phase de collecte des données en partenariat avec les responsables régionaux du SAP, le personnel du PAM, de la FAO, de FEWS NET et plus d'une dizaine d'organisations et ONGs partenaires membres du Cluster Sécurité Alimentaire et parties prenantes à cette évaluation (GARDL, ACF-Espagne, Islamic Relief Worldwide, CISV, ADRA-Mali, World Vision, Care, Save the Children, OXFAM, AVSF, AMADE PELCODE et CSPEEDA).

Figure n°1: Structure organisationnelle de l'ENSAN MALI Février 2016



Carte n°1: Répartition des partenaires de l'ENSAN par zone (cercle) de collecte



1.4.1. Outils de collecte

Les données ont été collectées à travers deux questionnaires installés sur les smartphones: un de type quantitatif pour recueillir les informations auprès des ménages et l'autre de type qualitatif adressé aux communautés.

1) Le questionnaire ménage a été administré à priori au chef de ménage et a couvert les aspects de possession des biens et logement, d'eau, hygiène et assainissement, des pratiques d'élevage et d'agriculture, économiques (revenus et dépenses), de consommation alimentaire, des chocs et stratégies de réponse, d'assistance extérieure et de nutrition des enfants de 6 à 59 mois.

2) Le guide d'entretien communautaire a été administré aux principaux informateurs clés de la communauté concernée (notables, représentants des groupes inclus les associations de femmes, etc.). Il a couvert les aspects démographiques et de migration, de la campagne agropastorale, des ressources agropastorales et halieutiques, de l'approvisionnement et l'accessibilité des marchés, les perspectives de la sécurité alimentaire, les chocs et la capacité d'y faire face et les biens communautaires. Il faut noter le questionnaire communautaire n'a pas été administré dans le District de Bamako.

Le périmètre brachial de tous les enfants âgés de 6 à 59 mois vivant dans les ménages interviewés a été mesuré avec la bande de Shakir.

1.4.2. Echantillonnage

L'échantillon de l'ENSAN MALI de février 2016 est le même que celui de Février 2015; ce qui a permis d'opérer un suivi comparatif de l'évolution de la situation entre les deux ENSAN (cf. carte n°2). L'échantillon de Bamako a été tiré spécifiquement pour les 6 communes du District.'

A titre de rappel, il s'agit d'un échantillon aléatoire, stratifié et tiré à 2 degrés. L'unité primaire de sondage, appelée aussi grappe, est la Section d'Enumération (SE) telle que définie dans le cadre du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2009. Tandis que l'unité secondaire est le ménage.

ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, FEVRIER 2016
(ENSAN MALI)

Il est à signaler que l'échantillonnage de l'ENSAN MALI de février 2016 a été élaboré avec l'appui technique de l'Institut National de la Statistique (INSTAT) et que des cadres de l'INSTAT ont contribué à la formation des agents notamment sur les aspects relatifs au dénombrement des SE.

❖ **Base de sondage**

La base de sondage de cette évaluation a été élaborée par l'INSTAT en partenariat avec le SAP et le PAM. Pour ce faire, deux fichiers ont été utilisés pour la constituer. Il s'agit de :

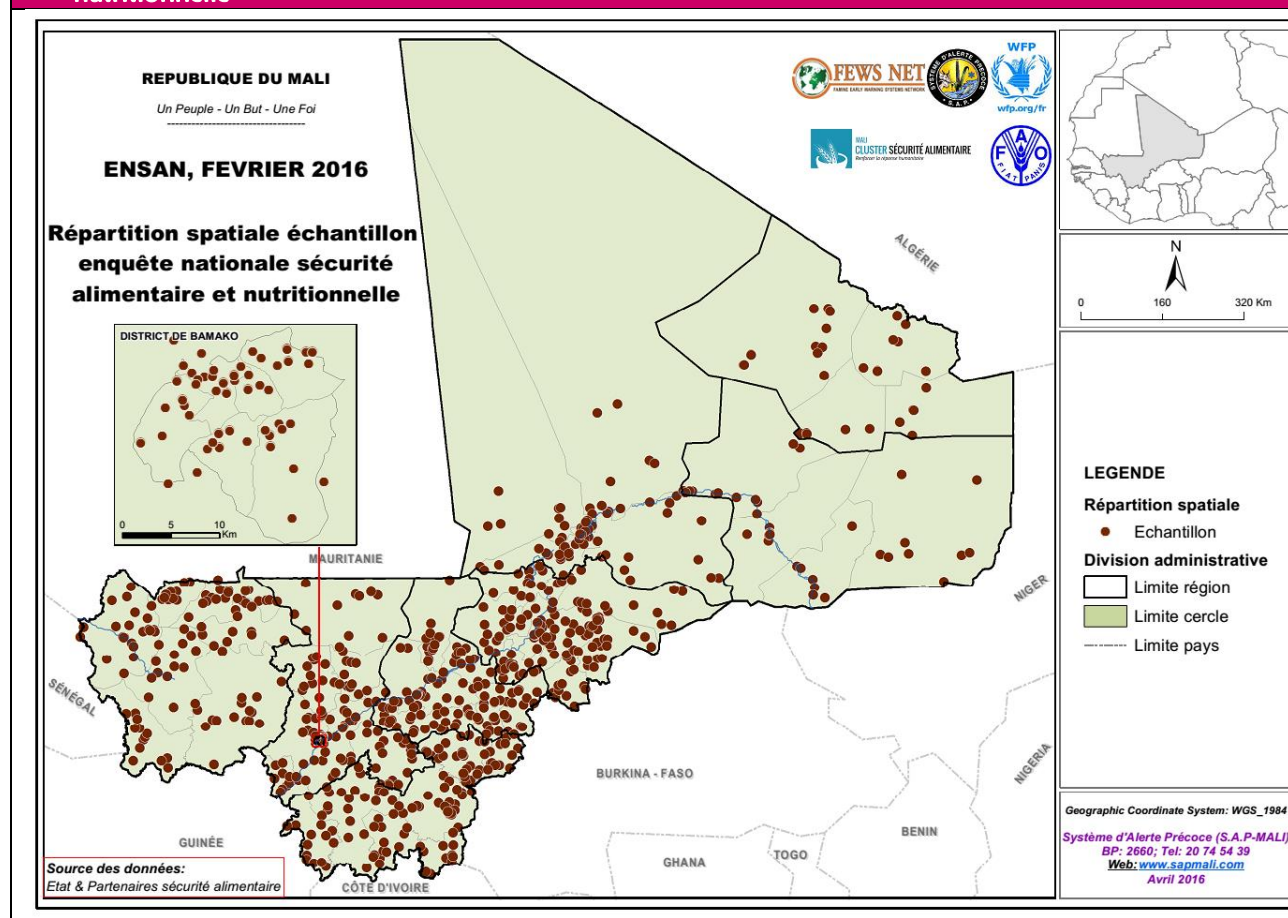
- i) la base des SE de l'INSTAT issue du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2009 ; et,
- ii) du fichier village avec leur rattachement aux zones de moyens d'existence (ZME) du FEWS NET (2009); c'est ce fichier qui a permis l'intégration/appariement de la variable « ZME » dans la base de sondage des SE de l'INSTAT.

❖ **Détermination de la taille de l'échantillon**

Bien que l'ENSAN soit une enquête ménage abordant plusieurs thématiques multidimensionnelles et transversales, la principale variable d'intérêt prise en compte pour déterminer la taille minimale nécessaire et optimale de l'échantillon est la prévalence de de l'insécurité alimentaire avec pour objectif d'assurer une certaine représentativité statistique des données principalement :

- i) au niveau des 49 cercles et les 6 communes du District de Bamako que compte le Mali - découpage administratif de niveau N2 ;
- ii) au niveau des huit régions (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal) et le District de Bamako que compte le pays - découpage administratif de niveau N1 ;
- iii) au niveau de 12 des treize zones de moyens de subsistance (ZMS) que compte le pays - hormis celle urbaine de Bamako ;
- iv) au niveau du milieu de résidence (urbain vs rural) - le district totalement urbain de Bamako non pris en compte ;
- v) ainsi qu'au national (ensemble du pays).

Carte n°2: Répartition spatiale de l'échantillon de l'enquête nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle



Tenant compte de ces objectifs, la taille minimale de l'échantillon des ménages à enquêter dans chacune des strates a été déterminée à partir de la formule suivante :

$$n = \frac{\mu_{\alpha}^2 * p * (1 - p) * f * 1,1}{d^2 * Prop * n_h}$$

Où :

- **n** est la taille minimale requise de l'échantillon - exprimée nombre de ménages) - pour l'indicateur clé de cette étude ;
- **μ_{α}** est un paramètre/facteur lié au niveau de confiance ;
- **p** est la prévalence prévue/anticipée pour l'indicateur clé de cette étude (autrement dit, ici, la prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages - à estimer) ;
- **f** est le paramètre donnant la mesure de l'effet de grappe ;
- **d** est la précision ou marge d'erreur souhaitée ;
- **Prop** est la proportion de la population totale sur laquelle l'indicateur **p** est basé ;
- **n_h** est la taille moyenne des ménages ;
- **1,1** est le facteur de correction en vue d'augmenter la taille de l'échantillon de 10% afin de tenir compte d'éventuels cas (taux) de non réponse.

Dans le calcul de la taille minimale de l'échantillon :

- ⇒ le niveau de confiance retenu est 95% (dans ce cas, $\mu_{\alpha} = 2$) ;
- ⇒ la prévalence (p) a été estimée à 50%, il est recommandé d'appliquer par défaut cette valeur lorsque par exemple l'on souhaite maximiser la taille de l'échantillon pour améliorer la précision des indicateurs à postériori - comme c'est le cas dans ce cadre sachant, en outre, que la prévalence de l'insécurité alimentaire (sévère et modérée) était 41.1% pour l'ensemble selon les résultats de la MAJISA de février 2014 ;
- ⇒ l'effet de grappe (f) a été estimé à 1.5 ;
- ⇒ la précision minimale (d) souhaitée étant de 11% ;
- ⇒ le ménage étant ciblé ici dans son ensemble, Pop x n_h vaut 1 dans ce contexte.

L'application de cette formule, tenant compte des paramètres ci-dessus conduit à une taille minimale de 137 ménages par strate. Ce nombre a été arrondi à 150 ménages par strate eu égard au fait qu'un minimum de 15 grappes sera sélectionné par strate.

❖ Procédure de tirage et d'allocation de l'échantillon

La répartition de l'échantillon de l'ENSAN entre les 49 cercles croisés avec les zones de moyen d'existence s'est faite proportionnellement à leur taille en nombre de ménages. En tenant compte des contraintes liées aux caractéristiques de cette étude ; des ajustements ont été effectués. De ce fait, 871 SE ont été finalement tirées au premier degré.

Au second degré, dans chacune des 991 SE unités primaires tirées pour cette ENSAN, un échantillon de douze (12) ménages a été sélectionné à partir de la liste des ménages établie suite au dénombrement des ménages. Sur les 12 ménages tirés dans chaque SE à probabilité égale et incluant les 2 ménages de remplacement, seuls dix ont été enquêtés au plus.

Il est à souligner que, dans chaque SE, le périmètre brachial de tous les enfants de moins de 5 ans vivant dans les ménages choisis ont été pris après le recueil du consentement du répondant principal (le plus souvent le chef de ménage ou son/sa conjoint).

❖ Pondérations

⇒ Calculs des poids de sondage

A cause de la répartition non proportionnelle de l'échantillon parmi les différent(e)s strates ou domaines d'intérêt pour cette ENSAN et tenant compte des taux différents de réponse à l'enquête par strate, des poids de sondage doivent être utilisés dans toutes les analyses pour assurer la bonne représentativité de l'échantillon au niveau national, des cercles, des régions, des zones de moyens de subsistance ainsi que du milieu de résidence. Pour faciliter les calculs des poids de sondage, les probabilités de sondage pour chaque degré de tirage sont calculées par strate et pour chacune des grappes.

Soient :

P_{1hj} : la probabilité de tirer au premier degré la SE j dans la strate h ;

A_h : le nombre de SE à tirer dans la strate h.

M_{hj} : le nombre de ménages de la SE j de la strate h (données du RGPH de 2009) ;

M_h : le nombre de ménages de la strate h (données du RGPH de 2009) avec $M_h = \sum_j M_{hj}$

Les SE tirées n'ayant pas été segmentées ; la probabilité de sondage au premier degré de la SE j de la

$$P_{1hj} = A_h * \frac{M_{hj}}{M_h}$$

strate **h** est donnée par :

Soient :

P_{2hj} : la probabilité de tirer le Ménage j au deuxième degré

M'_{hj} : le nombre de ménages dénombrés au cours de l'enquête dans la SE j de la strate h.

a : le nombre constant de ménages (12) sélectionnés dans chaque SE.

$$P_{2hj} = \frac{a}{M'_{hj}}$$

La probabilité de sélection d'un ménage au sein de SE j de la strate h est donnée par :
(avec ici a = 12).

De ce fait, la probabilité globale pour tirer, au deuxième degré, un ménage dans la SE j de la strate **h** est

alors : $P_{hj} = P_{1hj} * P_{2hj}$

Au final, le poids d'un ménage vivant dans la SE j de la strate h de l'échantillon de l'ENSAN MALI 2015

$$W_{hj} = \frac{1}{P_{hj}}$$

est donc l'inverse de sa probabilité de sélection ; soit :

⇒ Application d'un ajustement post-stratification

Pour, d'une part, réduire d'éventuelles erreurs type de la moyenne (« standard errors ») et appréhender avec une meilleure précision l'estimation de la moyenne des variables d'intérêt pour cette étude ; et, d'autre part, s'assurer que les pondérations appliquées conduisent à des extrapolations connues/officielles des données de population (pour les ménages) ; une correction post-stratification (W_{ps}) a été appliquée.

Bien que cette correction n'élimine pas globalement toutes ces erreurs type de la moyenne (voir Little et al, 1997) ; dans ce contexte, il a été principalement utilisé pour ajuster les estimations totales de la population issues des données de l'enquête ENSAN aux projections de la Direction Nationale de la Population (DNP) pour l'année 2015, les extrapolations de l'ENSAN étant presque le plus souvent uniformément inférieures, au niveau des différentes strates, aux projections DNP de 2015 : il n'est pas exclu que ce soit la conséquence d'un problème avec la qualité des opérations de dénombrement des ménages dans les grappes/SE ou un problème avec les projections démographiques.

La pondération finalement retenue et appliquée dans le cadre de l'analyse des données de l'ENSAN est :

$$W_{final} = W_{hj} \times W_{ps}$$

❖ Résultats des travaux de terrains - Taux de réalisation

99% des SE sélectionnées ont pu être enquêtées (soit 982 SE). Les vingt-six (9 SE restantes n'ont pu l'être principalement pour des raisons d'insécurité dans les cercles de Nara (Région de Koulikoro), Niono (Région de Ségou), de Djenné, Douentza et Youwarou (Région de Mopti); Niafunké (Région Tombouctou).

Au total, 9802 ménages ont été enquêtés à travers le pays. La prise du périmètre brachial a concerné 14 660 enfants de moins de 5 ans (vivant dans les ménages enquêtés).

1.4.3. Limites

Cette étude a été préparée et conduite avec le maximum de rigueur. Cependant, elle comporte les limites suivantes :

➤ Par rapport au contexte :

Bien que cette étude permette d'effectuer un suivi de l'évolution de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, il est nécessaire de tenir compte du fait que certains résultats peuvent être influencés par des facteurs saisonniers liés à la période de collecte des données.

➤ **Par rapport au degré de précision :**

Du fait de la méthode d'échantillonnage utilisée dans le cadre de cette évaluation, les résultats des données collectées auprès des ménages sont assez précis pour donner des estimations au niveau national y compris régional (le District de Bamako pris en compte cette fois-ci), des cercles, des zones de moyen d'existence selon le milieu de résidence rural et urbain, mais ils ne le sont pas au niveau des communes.

Par ailleurs, la représentativité statistique des résultats est susceptible d'être amoindrie pour le cercle de Niafunké avec un taux de réalisation de 80% lié à des problèmes de sécurité.

Par ailleurs, les données issues du questionnaire qualitatif/communautaire ne sont pas statistiquement représentatives de la situation qui pourrait globalement prévaloir au niveau national si elles ne sont pas agrégées aux données ménages.

➤ **Par rapport à la collecte des données :**

Les questionnaires étaient en français, mais ont été administrés la plupart du temps dans les langues locales. Les enquêteurs avaient une bonne compréhension de la version française des questionnaires, ainsi qu'une bonne maîtrise des langues locales parlées dans leurs zones d'affectation. Par ailleurs, ils ont reçu une formation incluant des sessions de simulation/administration des outils de collecte dans les langues locales, afin de réduire d'éventuels biais inhérents à une interprétation fautive des questions ou concepts. Cependant, il est possible que des erreurs liées à la traduction en langues locales aient pu être commises.

1.5. Concepts de base et cadre d'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

L'analyse de la sécurité alimentaire est fondée sur des standards et des concepts reconnus. Quatre concepts fondamentaux permettent de mieux saisir la notion de sécurité alimentaire: disponibilité, accessibilité, utilisation et stabilité.

➤ **La disponibilité :**

C'est la quantité de nourriture disponible dans un pays ou une zone, en tenant compte de toutes les formes de production domestique et industrielle, ainsi que la balance des importations et exportations, l'aide alimentaire, et les stocks.

➤ **L'accessibilité :**

C'est la possibilité pour tout ménage de pouvoir régulièrement acquérir la quantité nécessaire de nourriture grâce à la combinaison de sources telles que sa propre réserve et la production, l'achat, le troc, le don, l'emprunt ou l'aide alimentaire.

➤ **L'utilisation :**

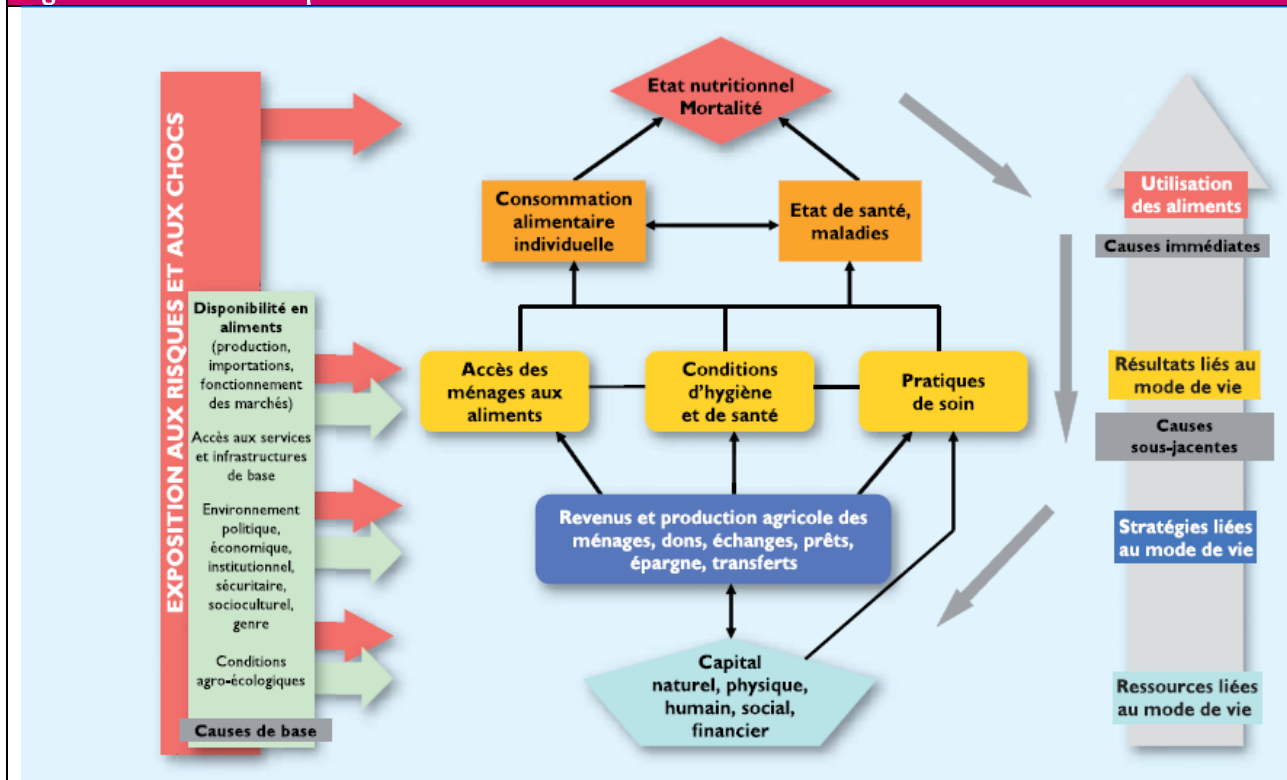
C'est l'utilisation par les ménages de la nourriture à laquelle ils ont accès pour la satisfaction des besoins individuels en éléments protéino-énergétiques et en micronutriments. L'utilisation de la nourriture tient compte des éléments tels que la préparation de la nourriture, la distribution de la nourriture parmi les membres du ménage, la situation sanitaire, l'hygiène, la variété de la diète, etc.

➤ **La stabilité :**

C'est la possibilité pour une population, un ménage ou une personne d'avoir un accès permanent à une nourriture adéquate sans que cela ne soit menacé par l'émergence de chocs soudains ou d'événements/facteurs cycliques/saisonniers. Ce quatrième pilier intègre la stabilité des prix et des revenus des populations vulnérables. Il concerne aussi à la fois la régularité, la disponibilité et l'aspect lié à l'accès à la sécurité alimentaire.

L'analyse de la sécurité alimentaire repose sur celle des principaux indicateurs relatifs à ces quatre piliers de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité, utilisation et stabilité). La figure ci-après présente le cadre conceptuel d'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il fournit des indications pour l'analyse de la sécurité alimentaire, de la sous-nutrition ainsi que celle de leurs causes dans des contextes d'urgence ou de développement.

Figure n°2: Cadre conceptuelle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle



Source: OMXF, Programme Alimentaire Mondial, 2008

Conformément au cadre conceptuel susmentionné, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle peut avoir de nombreuses causes :

- la consommation alimentaire (accès et utilisation des aliments) ainsi que l'état de santé, au titre des causes immédiates de l'insécurité alimentaire et de l'état nutritionnel qui se manifestent au niveau individuel. Ces deux facteurs interagissent mutuellement entre eux ;
- la disponibilité et l'accessibilité alimentaire, les pratiques de soins, les conditions d'hygiène et de santé, au titre des causes sous-jacentes qui se manifestent au niveau du ménage, constituent une résultante de leur mode de vie et influencent les causes-sous-jacentes ;
- un ensemble de causes de base telles que :
 - les stratégies liées au mode de vie des ménages (production, revenus, dons, échanges, prêts, épargnes et transferts), qui constituent des ressources leur permettant d'accéder à la nourriture ;
 - la disponibilité en aliments évaluée à partir de la production, des importations/exportations, stocks nationaux, du fonctionnement des marchés, etc. ;
 - la disponibilité et l'accès aux services et infrastructures de base opérationnels (santé, éducation, eau potable, assainissement) ;
 - les conditions agro-écologiques ;
 - et enfin, les ressources liées au mode de vie telles que le capital (naturel, physique, humain, social et financier) du pays.

Ces causes de base, qui se manifestent aux niveaux sous-national, national et régional, influencent les causes de la pauvreté ainsi que celles sous-jacentes et immédiates de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Sous l'influence de l'exposition à des risques ainsi que des chocs subis, le modèle permet ainsi d'appréhender les déterminants probables de l'insécurité alimentaire et de la sous-nutrition.

Les principaux résultats de l'ENSAN

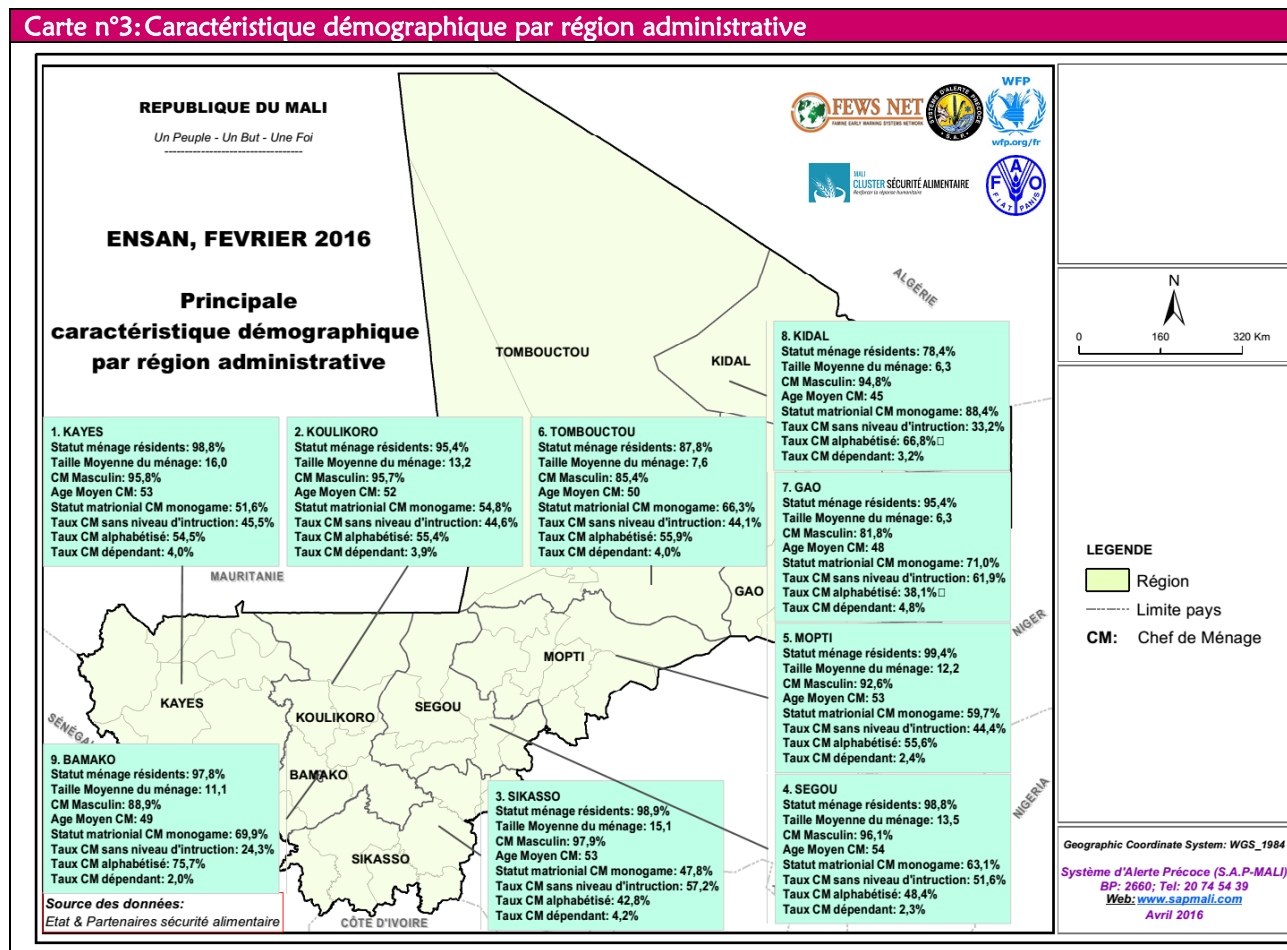
NOTE :

Les principaux résultats de l'ENSAN MALI de février 2016 présentés dans ce rapport de synthèse découlent des analyses effectuées par un panel d'experts du SAP, INSTAT, du PAM, de la FAO, de FEWS NET réunis en Atelier à l'hôtel Timbouctou à Bamako. Ces principaux résultats ont été soumis à l'appréciation d'un panel d'environ quatre-vingt (80) experts associés au secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et issus des différentes structures techniques de l'Etat malien, des ONG nationales et internationales implantées dans le pays, des partenaires techniques et financiers, du SAP, du PAM, de la FAO, de FEWS NET, du Cluster Sécurité Alimentaire et des autres partenaires de l'ENSAN.

Ils ont été validés lors de l'atelier de restitution des résultats de l'ENSAN qui s'est tenu à Bamako le Vendredi 11 Mars 2016.

SECTION 2 : RESULTATS

2.1. Caractéristiques sociodémographiques des ménages



2.1.1. Statut des ménages

La majeure partie des ménages sont des résidents avec 97% contre 98,3% en septembre précédent et 96,7% en février 2015. Cette récente diminution des résidents pourrait s'expliquer par l'augmentation des ménages déplacés (1,6% contre 1,1% en septembre précédent). Les cercles les plus concernés sont Ménaka, Tessalit et Kidal avec respectivement 14,4% ; 10,5% et 7% de ménages déplacés. Les raisons évoquées des déplacements sont d'ordre sécuritaire et économique. Les zones d'accueil restent principalement les régions du nord du pays avec Kidal abritant 6,8% des déplacés, Koulikoro (4%), Gao (2,8%) et Bamako (2%).

Les ménages retournés (1,1%) sont en augmentation par rapport à septembre 2015 (0,5%). Ils se retrouvent principalement comme dans les ENSAN précédentes dans les régions de Kidal (12%), Tombouctou (8,4%) et Gao (1,8%).

Les ménages rapatriés se retrouvent en majorité dans les régions de Tombouctou et Kidal avec près de 2% des ménages. Les cercles de Tombouctou avec 11,7% des ménages et d'Abeïbara avec 9,4% dans la région de Kidal abritent les plus grands nombres de rapatriés.

2.1.2. Profils des chefs de ménage

✓ Sexe, âge et situation matrimoniale

Il ressort de l'enquête que les ménages dirigés par des hommes se confirment nettement plus nombreux que ceux dirigés par des femmes (92,8% ; 95,4% et 94,3% respectivement en février 2016, septembre 2015 et février 2015), Cependant une proportion élevée de ménages est dirigée par des femmes. Ces taux sont de 18,2% ; 14,6% ; et 11,1% respectivement, dans les régions de Gao, Tombouctou et dans le District de Bamako. A l'échelle cercle, les plus forts taux de ménages dirigés par les femmes se retrouvent dans les cercles de Bourem (27,8%), Djenné (25,1%), Gao (20,7%) et Niafunké (16,7%). Les taux de ménages dirigés par les femmes sont très faibles dans les cercles de Bankass (0%), Koutiala (0,6%) et Sikasso (0,8%). Plus de la moitié (60,2%) de ces femmes chefs de ménage, au niveau national, sont veuves.

L'âge moyen du chef de ménage est de 52 ans avec une médiane de 50 ans

Au Mali, les chefs de ménages sont généralement mariés (93%), dont 59,8% sont mariés monogames et près d'un tiers (33,2%) sont mariés polygames. La proportion de ménages dirigés par des veufs/veuves est de 5,5% au niveau national, ce phénomène étant plus marqué dans la région de Gao avec un taux de 13,7%.

✓ Niveau d'éducation

Le niveau d'éducation des chefs de ménages est faible. En effet, 46,5% (contre 46,8% en septembre dernier et 53,4% en février 2015) n'ont aucun niveau d'éducation et parmi eux 45,2% étaient des hommes contre 63,1% de femmes. Selon les régions, ce taux d'analphabétisme est plus élevé dans les régions de Gao, Sikasso, Ségou avec respectivement 61,9%, 57,2% et 51,6% et plus faible dans le District de Bamako avec 24,3% des chefs sans aucun niveau d'éducation. A l'échelle nationale, le taux d'alphabétisation des chefs de ménage est de 31,2% et seulement 3,2% d'entre eux ont atteint un niveau supérieur.

2.1.3. Composition démographique des ménages

Le nombre moyen de personne vivant dans les ménages maliens est de 12,4. Les ménages les plus nombreux se retrouvent dans les régions de Kayes (16 personnes environ), Sikasso (15 personnes) et les moins nombreux dans celles de Gao, Kidal (6 personnes) et Tombouctou (7 personnes) par ménage. Selon les cercles, il apparaît que Diéma (Kayes), Bla (Ségou), Banamba et Kangaba abritent les ménages les plus nombreux avec respectivement en moyenne 21,5 ; 20 ; 18,5 et 17,6 personnes par ménage.

Au niveau national, 49,9% des personnes dans le ménage sont de sexe féminin, 15,7% des personnes ont moins de 5 ans et 29,6% ont un âge compris entre 5 et 14 ans.

Il se révèle que 23% des ménages ont au moins une personne dépendante en charge (handicapée ou chroniquement malade). En ce qui concerne les chefs de ménage, 3,3% d'entre eux sont dépendants. Au sujet des autres types de vulnérabilité socio démographique, il ressort que :

- ✓ 11,9% des ménages ont au moins un orphelin âgé de moins de 18 ans ;
- ✓ 56,8% des ménages ont au moins une Femme Enceinte et/ou Femme Allaitant (FEFA)

2.2. Conditions de vie des ménages

2.2.1. Logement

Plus de trois (3) ménages sur cinq (5) soit 65,6% vivent dans les concessions à plusieurs logements tandis que plus d'un cinquième (23,4%) habitent dans les maisons individuelles simples. Le principal statut d'occupation du logement est tel que 88% des ménages sont propriétaires dont 71,4% n'avaient pas un titre de propriété et 16,8% avaient un titre. A l'échelle nationale 7,6% des ménages étaient locataires. Dans le District de Bamako près de 33% des ménages étaient en location pour de moins de 10% ailleurs dans le pays. Dans ces logements, on note en moyenne trois (3) personnes par pièce.

Le principal matériau du toit du principal logement est le banco pour 47,1% des ménages et la tôle seule pour 34,4% à l'échelle nationale. Selon les régions, tandis que la tôle est prédominante sur les toits dans le sud du pays (Sikasso 71,7% des ménages ; Koulikoro 59,8% ; Bamako 54,7% et Kayes 49,2%), ce sont les toits en banco qui prédominent au centre et au nord du pays avec 92% des ménages à Mopti ; 73% à Tombouctou ; 72,8% à Gao et 61,5% à Ségou. Il faut noter que pour plus de 10% des ménages, le principal matériau du toit est le chaume dans les régions de Gao, Kayes et Tombouctou.

Les murs sont également en banco pour 67,2% des ménages, en dur (14,1%), en semi dur (9,4%) et en bois/paille pour 6,4% des ménages. Il est à noter que pour le District de Bamako le mur est en dur pour 72,5% des ménages.

Le sol du principal logement est en terre battue pour 63,9% des ménages et en ciment pour 26,5%.

2.2.2. Source d'énergie

Pour l'éclairage, les principales sources d'énergie sont les lampes torches (44,3%), des panneaux solaires (31,6%) et l'électricité (EDM) pour 18,7% des ménages au niveau national. Il ressort selon les régions que l'électricité est la principale source d'éclairage dans le District de Bamako (pour 89,4% des ménages) et que ailleurs dans le pays, les lampes torches sont utilisées par plus de 80% des ménages dans les régions de Gao, Kidal et par plus de 50% des ménages dans les régions de Tombouctou (64,7%), Mopti (61%) et Kayes (53,9%)

Pour la cuisson des aliments, le bois de chauffe (75%) et le charbon de bois (19%) sont les principales sources d'énergie pour 94% des ménages du pays. Que ce soit en milieu urbain qu'en milieu rural, les ressources ligneuses sont le principal combustible utilisé pour la cuisson. On remarque que le milieu urbain utilise plus de charbon que de bois. Les déchets d'animaux sont utilisés pour la cuisson surtout dans les régions de Tombouctou

(15,1%), Mopti (14,7%) et de Gao par 10% des ménages. Le gaz est utilisé seulement par 0,2% des ménages au niveau national, par 1% dans le district de Bamako et par 4,2% des ménages dans la région de Kidal.

2.2.3. Eau, hygiène et assainissement

✓ Eau

L'enquête révèle qu'au niveau national, plus de 2/3 des ménages ont accès à l'eau potable (70,8% proche de celui de février 2015 avec 71,6) au niveau national. Ce taux est de 98,2% pour le District de Bamako, 76,1% dans la région de Koulikoro, compris entre 61% et 68% pour les autres régions excepté Kidal (38,1%).

Moins d'un quart (24,3%) des ménages procèdent au traitement de l'eau avant de la boire. Pour ces ménages les traitements les pratiqués sont l'utilisation de l'eau de javel/chlore (55,2%) et le filtrage avec un linge/tissu (30,8% des ménages).

Le point d'eau se trouve dans la maison pour 27,5% des ménages contre 23,6% en février 2015. Cette amélioration pouvant être liée à la prise en compte récente du taux de Bamako (45,5%). Pour plus de la moitié (56,2%) des ménages il faut moins d'une demi-heure (aller/retour + temps d'attente sur place) pour aller chercher de l'eau de boisson. Ce temps est compris entre une demi-heure et une heure pour 10,5% des ménages.

Les principales sources d'eau potables sont les puits à pompe ou forage utilisés par 21% des ménages, les puits aménagés/protégés (19,6%), le robinet (15,3%) et les bornes fontaines/fontaines publics (14,3%). Il ressort que 29,2% des ménages utilisent principalement des sources d'eau non potables tels que des puits non aménagés (21,2%), les eaux de surface (4,2%) et autre sources non protégées (4,2%).

Le volume moyen d'eau potable disponible par ménage y ayant accès est de 10,92 litres par jour et par personne contre de 9,9 litres en septembre 2015 (où les eaux de surfaces sont plus disponibles). Il est 10,77 litres pour le District de Bamako et de 6,65 litres pour la région de Ségou.

La recherche de l'eau est une tâche essentiellement menée par les femmes pour 80,3% des ménages, les filles (69,8%) et les garçons 28,1%. Les pères en sont principalement chargés dans seulement 6% des ménages et essentiellement dans les régions du nord où les distance à parcourir sont plus longues et l'exhaure plus difficile.

✓ Lieu d'aisance (toilettes)

Plus de la moitié (54,9%) des ménages ont une latrine commune et près d'un quart des ménages (25,2%), une latrine privée et 13,1% font leurs besoins dans la nature. Seulement 4,4% des ménages utilisent des latrines extérieures ou intérieures privés avec chasse d'eau ; des toilettes communes à plusieurs ménages avec chasse d'eau sont utilisées par 2,2% des ménages.

Seules 41,4% % de ces latrines se trouvaient dans un état de propreté acceptable selon les observations faites par les agents de collecte.

✓ Pratique de lavage des mains

Plus de 3/4 des ménages (77,5%) n'ont pas de lieux spécifiques dédiés au lavage des mains. Quand Il s'agit d'un endroit dans la cour de leur logement près d'un cinquième (19,2%) des ménages en ont et 2,3% des ménages lavent les mains à l'extérieur de la cour.

La présence du savon sur le lieu dédié au lavage des mains est en baisse depuis 12 mois probablement lié au recul de la fièvre à virus Ebola. En effet le savon y est présent pour 53,9% des ménages contre 55,7% en septembre dernier et 61,5 % en février 2015.

Quant à l'utilisation du savon disponible pour se laver les mains, elle n'est effective que pour 66% des ménages contre 74,6% en septembre dernier.

✓ Assainissement

Les ménages se débarrassent principalement de leurs ordures ménagères soit en les déposant dans des tas d'immondices (42,6%), dans des compostières (21,5%) ou dans la rue pour 13,5% au niveau national. Dans le District de Bamako, en dépit de l'existence de plusieurs opportunités (ramassage privé pour 23,4% des ménages, les GIE pour 35, 1% et des poubelles collectives pour 19,9%), les dépôts dans les tas d'immondices, dans la rue et dans les caniveaux/collecteurs persistent.

S'agissant des eaux usées, elles sont déversées soit dans la rue (38%), dans la cour (29,6%) ou dans la nature (19,5%).

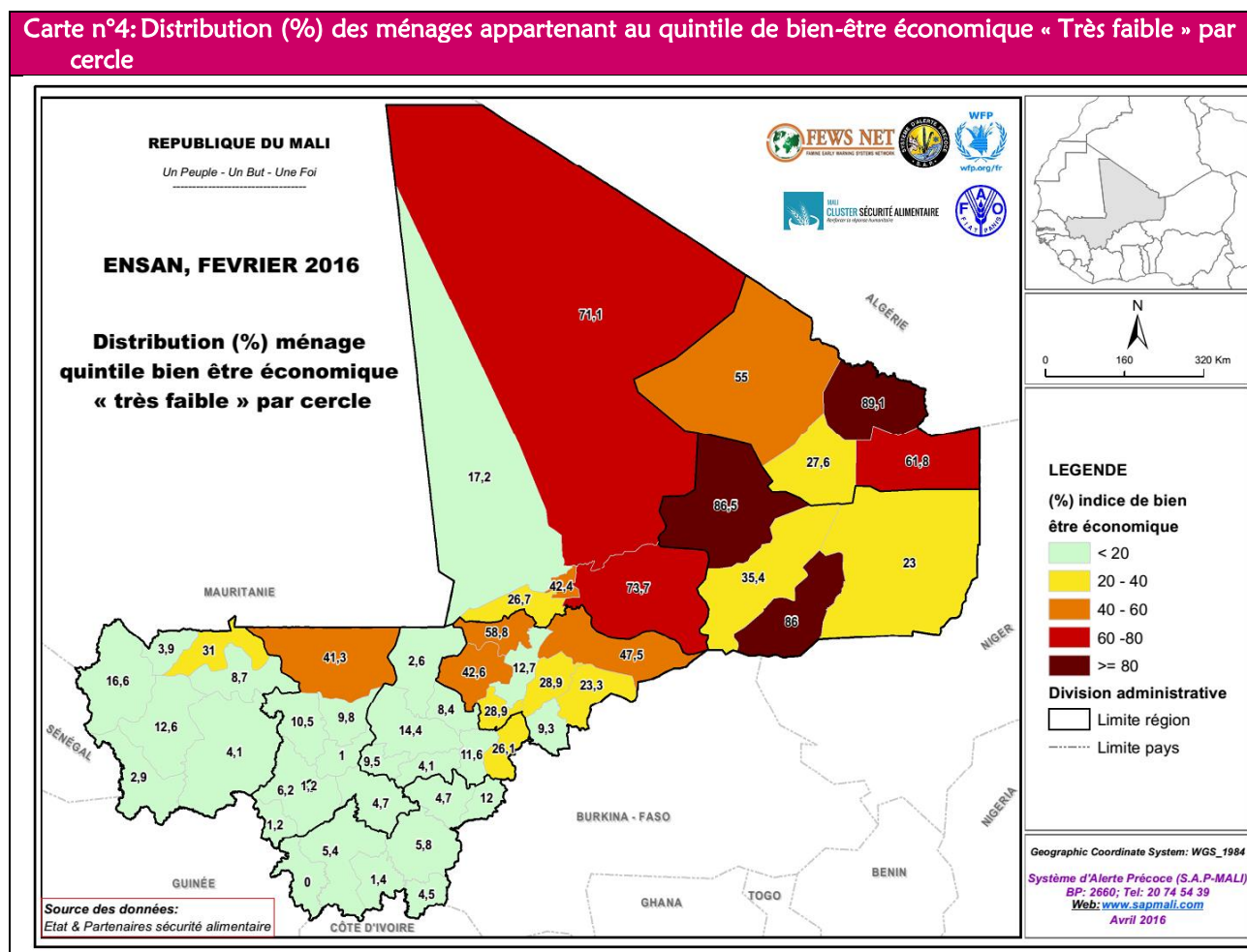
2.2.4. Possession de biens/équipements

Les principaux biens fonctionnels les plus possédés par les ménages sont le téléphone (84,1%), la chaise (72,7%), la radio (71%), le lit (56,4%), la moto (53,5%), le banc (53,2%), la charrette (45,9%), la charrue (45,6%).

Indice de bien-être économique des ménages

Les conditions de vie des ménages ont été synthétisées, via une analyse factorielle en composante principale à travers l'élaboration d'un indice de bien-être économique prenant en compte les biens possédés et le cadre de vie des ménages. Les ménages ont été ensuite répartis en quintiles d'indice de bien-être économique : Très faible, Faible, Moyen, Elevé, Très élevé.

La carte n°4 qui présente la distribution géographique des ménages des quintiles « Très faible » montre très clairement que ce sont surtout les régions du nord et Mopti qui regroupent une plus grande proportion de ménages appartenant aux quintiles d'indice de bien-être économique Très faible et faible (60 à 80% des ménages); une situation susceptible d'être mise en relation avec la situation sécuritaire fragile qui y prévaut associée à un faible niveau de développement économique. Comme l'on pouvait s'y attendre le District de Bamako abrite une plus grande proportion de ménages appartenant aux quintiles d'indice de bien-être économique élevé et très élevé (86,8% des ménages)



2.3. Moyens et stratégies de subsistance des ménages

La capacité d'un ménage à réagir face aux difficultés ainsi qu'aux aléas dépend du niveau de ses avoirs naturels, matériels, économiques, humains, sociaux et politiques ; du niveau de sa production, de ses revenus, de sa consommation mais aussi des moyens dont il dispose pour diversifier ses sources de revenus et sa consommation afin d'atténuer les effets de catastrophes susceptibles de survenir à tout moment.⁶

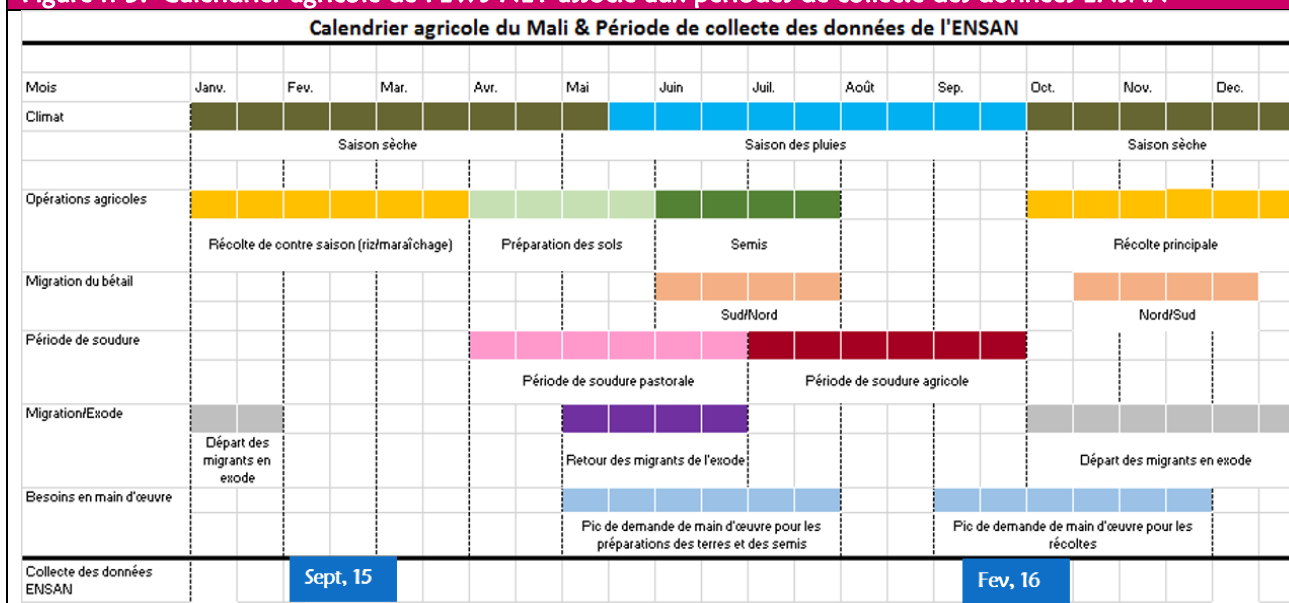
⇒ Calendrier saisonnier

Cette enquête ENSAN de Février 2016 s'est déroulée en saison sèche. Comme l'illustre la figure 4 ci-après associant le calendrier agricole de FEWS NET pour le Mali et les périodes de collecte des données ENSAN ; il s'agit d'une période généralement marquée :

**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, FEVRIER 2016
(ENSAN MALI)**

- au niveau agricole ; par des récoltes de contre saison (riz, maraîchage) : ce qui peut contribuer à l'amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité alimentaire des ménages ;
- au niveau pastorale ; par la présence de bétail dans le Gourma et les zones de pâturages méridionales suite aux mouvements de transhumance en provenance des zones Haoussa ;
- au niveau migratoire ; par les départs des jeunes et bras valides en exode.

Figure n°3: Calendrier agricole de FEWS NET associé aux périodes de collecte des données ENSAN



2.3.1. Elevage

2.3.2.1. Pratique de l'élevage

⇒ Possession de bétail & typologie du cheptel possédé

La majorité des ménages maliens possèdent du bétail aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. La taille et le type de cheptel est fonction du niveau de richesse et de la zone. Les ménages éleveurs possèdent en moyenne sept bovins et douze petits ruminants. Si la possession de bovin est plus élevée dans les zones Sud-ouest maïs, sorgho et fruit, Ouest et centrale mil/sorgho pluvial, Mil et élevage transhumant, celle des petits ruminants l'est dans les zones de Pastoralisme nomade et transhumant, Nomadisme et commerce transsaharien qui en plus des petits ruminants disposent des camelins absents dans les zones du Sud du pays. L'essentiel des bovins est détenu par les ménages moyens et nantis qui représentent moins de 40% des ménages du pays.

Les équins, les bœufs, les ânes et les chevaux qui sont utilisés comme animaux de trait sont fréquents dans toutes les zones agricoles du Sud du pays. Il n'existe pas de différence notable dans la taille moyenne entre les différentes zones excepté pour les équins qui ne sont que dans la zone Nord-Ouest transfert d'argent (zone de prédilection par excellence). Si dans les zones agricoles du sud du pays, les ânes sont utilisés pour la charrette et la charrue, dans les zones pastorales, il sert à la traction pour puiser l'eau et porter les bagages. La volaille, typique des zones agricoles, est principalement possédée par les régions du sud et du centre du pays

2.3.2.2. Appréciation qualitative des conditions d'élevage

⇒ Etat des pâturages

Les pâturages sont jugés moyens à bons par plus de deux tiers des ménages (71,2%) contre la moitié des ménages en février 2015. Ce taux d'appréciation moyenne à bonne est le plus bas dans la région de Tombouctou où environ 32% des ménages jugent les pâturages mauvais à très mauvais contre 92% en 2015. Le pâturage selon les résultats de l'enquête est en amélioration par rapport à la même période de 2015 dans le pays particulièrement dans les régions du nord où l'appréciation de mauvais à très mauvais dépassait 85% à Gao et Tombouctou. La bonne pluviométrie de la campagne 2015-2016 serait les raisons de cette amélioration.

⇒ Conditions d'abreuvements

Il en est de même pour les conditions d'abreuvement qui sont jugées bonnes à moyennes pour plus de 80% des ménages dans toutes les régions excepté à Gao où il est de 71%.

⇒ Embonpoint du bétail

**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, FEVRIER 2016
(ENSAN MALI)**

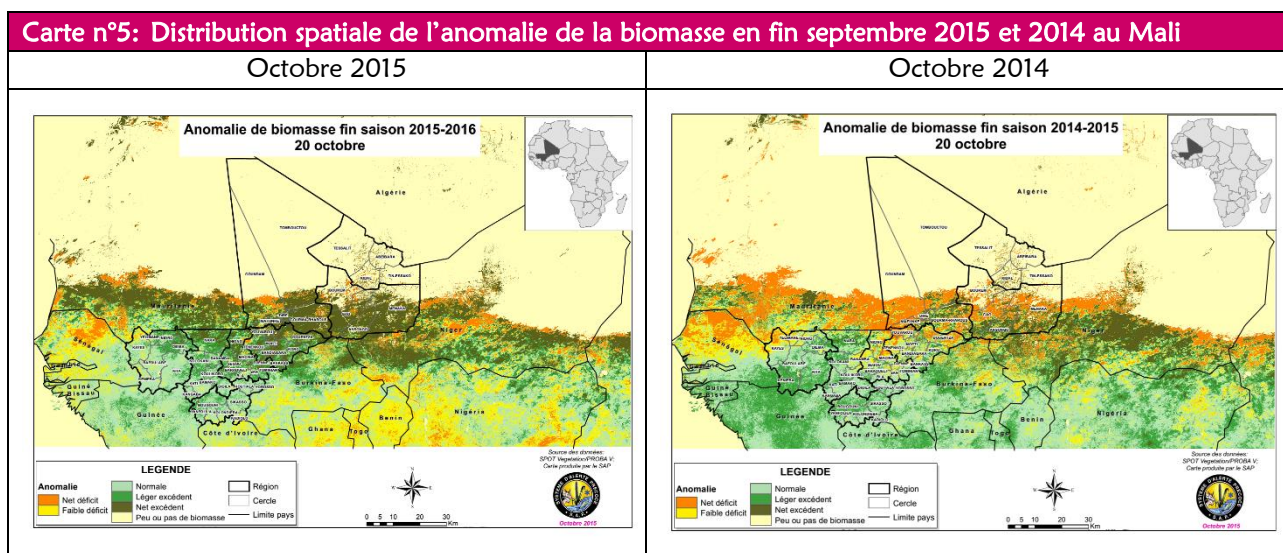
L'embonpoint du bétail est jugé moyen à bon dans l'ensemble ; ce qui conforte l'appréciation des conditions d'élevage en cette période. Selon les résultats de l'enquête, environ 90 % des ménages juge l'embonpoint du bétail moyen à bon. Toutefois, dans les cercles de Ténenkou, Niafunké, Kidal, Bourem, Ansongo, une proportion relativement élevée de ménages (un peu plus de 20%) des ménages juge l'embonpoint des animaux mauvais. Ceci s'explique d'une part, par les conditions de pâturage peu favorables dans certaines localités de ces cercles et qui n'a pas permis une bonne récupération des animaux en dépit des conditions d'élevage favorables.

⇒ **Production laitière**

La production de lait contrairement aux conditions d'élevage actuelles n'est pas à la hauteur des attentes. En effet, elle est jugée bonne à moyenne par 40% des communautés, mauvaise à très mauvaise par 54%. Cette faible production de lait est surtout marquée dans les régions de Tombouctou (70%), Gao (60%) et cela suite à la soudure 2015 difficile qui a engendré des baisses de reproduction et des misères physiologiques ; ce qui n'a pas permis aux laitières de récupérer convenablement et de produire du lait comme en année normale.

⇒ **Gestion des ressources pastorales et perspectives**

Les ressources agropastorales actuellement sont insuffisantes selon les communautés qu'il s'agisse des pâturages (47% contre 64% en 2015), des bourgoutières (36% contre 84% en 2015) ou des points d'abreuvements (34% contre 42% en 2015). Toutefois, les images de biomasse issues des satellites montrent une situation moyenne à excédentaire dans l'ensemble n'nonobstant des poches isolées de mauvaise production. Les mouvements habituels des troupeaux permettront d'atténuer les craintes pour l'alimentation du bétail dans l'ensemble. Toutefois, les perturbations qui pourront être liée à l'insécurité pourront affecter négativement l'alimentation du bétail particulièrement dans les régions de Tombouctou, Gao, Kidal et le nord de celle de Mopti.



Un tiers des communautés craigne une pression inhabituelle sur les ressources agropastorale de leur communauté à cause de l'arrivée des troupeaux d'autres zones et surtout à cause de la fauche abusive des ressources pastorales pour la vente. Aussi, l'insécurité qui peut perturber les mouvements des troupeaux dans ces zones surtout à Tombouctou et Kidal où les communautés (56% et 43,9%) s'attendent à une pression inhabituelle sur les ressources pastorales. En terme de zone de moyen d'existence, la pression sera inhabituelle dans la zone des Lacs/Delta du Niger - riz et élevage, Nord-ouest transferts d'argent, sorgho, et élevage transhumant qui constituent habituellement des zones de concentration de saison sèche.

La soudure pastorale qui démarre sera par rapport à une année habituelle semblable pour 40,3%, moins difficile pour 27,2% et plus difficile pour 29,4% des ménages. Une communauté sur cinq prévoit une soudure pastorale plus précoce, principalement à Gao et Tombouctou, à cause du manque de pâturages et du manque d'eau.

⇒ **Contraintes rencontrées par les ménages dans la pratique de l'élevage**

La contrainte principale dans la pratique de l'élevage reste le manque de moyens financiers pour la conduite de l'activité (55,1%). La seconde contrainte porte sur les difficultés d'alimentation et d'abreuvement (45,7%, suivi des problèmes de suivi médical (36,9%). Ces deux contraintes sont en partie liées à la principale contrainte qui limite l'accès aussi bien à l'alimentation qu'aux traitements.

Les contraintes à l'élevage varient selon les zones de moyens d'existence. Le manque d'intrants vétérinaires et la fréquence des épizooties constituent la deuxième contrainte dans les zones pastorales de Kidal, Gao et

**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, FEVRIER 2016
(ENSAN MALI)**

Tombouctou. Le manque de débouchés pour commercialiser les produits de l'élevage qui serait lié à l'insécurité dans les régions du nord connaît une certaine amélioration par rapport à février 2015. Toutefois, le vol et l'insécurité constitue pour plus de 20% des ménages dans la zone pastorale nomade et dans la zone Ouest (Kayes, Nara) et la zone Mil/élevage transhumant (Ménaka, Nara) une contrainte non négligeable.

⇒ **Evolution de la taille du troupeau**

La taille du troupeau par rapport à la même période de 2015 a connu une baisse pour environ 29% des ménages particulièrement dans les cercles de Gourma Rharous (73%), d'Ansongo (52%), Djenné (50%), Bourem (41%), Bla (41%). La zone de moyen d'existence Pastoralisme nomade et transhumant connaît le plus grand taux de ménage ayant déclaré une baisse des effectifs par rapport à 2015 soit 52,3% des ménages. Pour la moitié des ménages (51%), l'effectif du bétail est resté stable par rapport à 2015 à la même période et en hausse pour environ 20% des ménages.

Tableau n°1: Effectif total du bétail en UBT

Région	Effectif total Actuel en UBT	Effectif total il y a 6 mois en UBT	Evolution effectif en UBT
Kayes	4,71	4,70	,01
Koulikoro	4,51	6,00	-1,49
Sikasso	6,43	6,27	,15
Ségou	15,43	16,04	-,61
Mopti	6,72	6,65	,07
Tombouctou	8,54	8,21	,33
Gao	8,65	8,85	-,19
Kidal	8,32	8,19	,13
Bamako	6,58	7,78	-1,20
Pays	7,51	7,66	-,15

Le nombre moyen d'Unité de Bétail Tropical (UBT) est de 7,51 contre 7,66 il y a 6 mois. La baisse constatée pourrait s'expliquer par les ventes pour la reconstitution de stock alimentaires notamment dans les zones pastorales.

⇒ **Evolution du capital bétail reproductif**

Tableau n°2: Évolution des femelles reproductrices

Région	Bovin	Ovin	Caprin	_Camelin	Equin	Asin	Porcin
Kayes	,14	,22	,16	,00	-,01	,01	,01
Koulikoro	,17	,00	-,11	0,00	,02	,03	,00
Sikasso	,34	-,02	,02	0,00	0,00	-,01	,00
Ségou	,05	-,08	-,17	0,00	,00	,00	-,05
Mopti	,65	,70	,47	,00	,00	,03	,00
Tombouctou	-,31	-,41	-,87	-,01	,00	,03	0,00
Gao	-,83	-1,63	-1,71	,01	,03	-,13	,00
Kidal	-,86	,36	-,66	-,08	-,01	,06	,03
Bamako	-,01	,08	-,10	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	,14	-,03	-,19	,00	,00	,00	-,01

Par rapport aux six derniers, globalement les femelles reproductrices sont :

- ✓ en légère augmentation pour les bovins sauf pour les régions de Tombouctou, Gao et Kidal où elles sont en diminution ;
- ✓ en diminution pour les ovins, caprins et porcins et cela presque dans la plupart des régions surtout à Ségou pour les porcins qui sont victimes d'épizooties.
- ✓ et en stabilité pour les équins et asins.

Il est noté que la région de Mopti n'a pas connu de diminution d'effectifs des femelles reproductrices.

⇒ **Mortalité du bétail**

L'évolution en dent de scie des conditions d'élevage fait courir le risque de mortalité autour du bétail tous les ans à travers le pays. Le niveau de mortalité sera fonction de l'état des conditions d'élevage qui varie d'une

année à une autre et lié surtout à la pluviométrie. Les mortalités les plus élevées sont enregistrées à la soudure pastorale entre mars et juin. Pendant cette période, le taux habituel de perte fixé à 7% pour les petits ruminants et de 4% pour les bovins peut être largement dépassé et impacter la taille des troupeaux selon l'ampleur et l'étendue de la zone.

Selon les résultats de l'enquête, la mortalité de bétail par rapport à une année normale a été identique par 24,3% des communautés et moins élevée pour 48,3%. Pour 23,2% des communautés principalement dans les régions de Gao (30,2%) et de Tombouctou (38%) jugent la mortalité plus élevée que d'habitude à cause de la soudure pastorale difficile résultant des mauvaises conditions d'élevage de 2015. Ce taux de déclaration de forte mortalité est surtout signalé dans les cercles de Gourma Rharous (76%), Bourem et Ansongo (61%).

2.3.2. Pêche

Pour plus de la moitié des communautés (51,1 %), les perspectives de production piscicole sont moyennes à bonnes dans le pays ; la campagne piscicole a été difficile, principalement dans la bande du fleuve et un peu moins dans le Delta du fleuve Niger.

Les raisons principales de la baisse de la production halieutique sont selon les communautés liées à la faible crue (34 %), le faible niveau de reproduction des espèces (33%), le manque de matériel de pêche (10 %).

Dans le but de mitiger les impacts de la baisse de production sur leur vie, les ménages pêcheurs ont recours à d'autres activités économiques selon 38% des communautés et ou à la migration dans d'autres pêcheries pour 22% des communautés. Il y'a lieu de noter également que la pisciculture commence à gagner du terrain au niveau du monde rural qui procède de plus en plus à des empoissonnements de mares et même d'installation d'étangs piscicoles.

2.3.3. Agriculture de contre saison

Les cultures de contres saison sont pratiquées par un peu plus du tiers soit 35% des ménages à travers le pays. Le taux de ménage la pratiquant est plus élevé par ordre d'importance dans les zones de moyens d'existence Office du Niger (63%), la zone des lac et le delta du Niger (52%) et la zone riz fluvial et élevage transhumant (49%). Le type de culture dépend des habitudes et de la disponibilité en eau. Ainsi, pour le maraichage, il est pratiqué par 23,1% des ménages contre 26.4% en 2015. Quant aux cultures de décrue généralement au niveau des mares et lacs dans les régions de Kayes, Tombouctou, Gao et Mopti, 5,6% des ménages la pratique contre 8.9 % en 2015. Pour les cultures céréalières irriguées principalement le riz, elles sont pratiquées par environ 14,3% des ménages contre 9.2 % en 2015. La baisse de la pratique pour les cultures de décrue et pour le maraichage s'expliquerait par le faible niveau de la crue au niveau des mares et lacs de décrue. Les appuis à travers les programmes de maîtrise de la petite irrigation seraient à la faveur des cultures irriguées qui connaissent une hausse du nombre d'exploitant. Le faible accès aux zones propices aux cultures de contre saison, le manque de moyens financiers, la faible disponibilité en eau et les problèmes de sécurité qui limite l'accès aux zones de contre saison de décrue dans les régions de Tombouctou et de Gao sont les principales raisons de la non pratique des cultures de contre saison pour les ménages.

Les perspectives d'évolution des cultures de contre saison sont jugées bonnes à moyennes par environ la moitié des ménages qui le pratique (49,3%) contre 17% des ménages qui les juges mauvaises. Les produits issus des récoltes et les revenus qu'ils génèrent entre novembre et mars pour les produits maraichers et de juin à septembre pour le riz permettent aux ménages exploitants d'améliorer leurs accès aux vivres.

L'accès limité à la terre est la raison principale pour la non pratique des cultures de contre saison pour 17,5% des ménages. Il faut ajouter à cet accès limité, le manque de moyen financier pour 11% des ménages. L'insuffisance de pluie qui n'a pas permis une bonne reconstitution des points d'eau constitue aussi une contrainte pour les contre-saisons dans les régions de Sikasso (14%), Koulikoro (11,4%), Kayes (9,4%).

Le niveau d'utilisation des intrants est nettement différent d'une zone à une autre et est fonction du type de culture pratiquée. Il plus élevé dans les zones de rizicoles et de cultures de coton que dans les autres zones. Dans ces zones, le taux de ménage dépasse les 60% contre moins de 30% pour les autres zones. L'engrais (minérale et organique) reste l'intrant le plus utilisé par 46% des ménages contre 25% des ménages qui utilise les semences améliorées. Si les engrais sont issus principalement sur le marché à travers le programme de subvention du Gouvernement depuis 5 ans, quant aux semences, elles proviennent principalement de la propre production pour 68,8% et des achats pour 22% des ménages (18,2% en cash et 3,7% en crédit). Les emprunts et les dons des ONG constituent des sources d'accès aux semences améliorées pour environ 1% des ménages.

⇒ **Production des graminées de cueillette**

**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, FEVRIER 2016
(ENSAN MALI)**

La production des graminées de cueillette est moyenne à mauvaise pour 28,3% des communautés et cela à cause certainement de la poursuite des pluies en septembre qui ont perturbé sa récolte dans les zones habituelles des régions du nord du pays.

⇒ **Stocks céréaliers des ménages :**

✓ **Niveau des stocks céréaliers domestiques**

Les stocks enregistrés au niveau des ménages sont de diverses sources et varient selon que l'on soit d'une zone agricole ou non. Selon les résultats de l'enquête, le stock moyen toute source confondue est estimé à 1544Tonnes (500T) en médiane. Les régions de Sikasso (3416T), de Ségou (2104T), de Mopti (1899T) et de Koulikoro (1381T) qui constituent les grandes zones de production regroupent environ 83% du stock total du pays. En termes de zone de moyen d'existence, la zone Sud-ouest mais, sorgho et fruit détient le plus grand stock soit 16% du stock national, suivi de Sorgho mil et coton avec 14% et la zone office du Niger avec 13,3%.

✓ **Source des stocks**

Les stocks disponibles proviennent principalement de la production agricole pour 66% des ménages et des achats pour 30% des cas. La forte proportion de la propre production dans le stock actuel s'explique par le fait que nous sommes en période post récolte et les ménages disposent encore de leur propre production. La part de la propre production est relativement faible dans les régions de Kidal, le district de Bamako (0%), Gao (39%) et Tombouctou (32%).

✓ **Couverture en semaine du stock de vivres disponible dans les ménages**

La couverture des besoins en semaine est de 16 semaines soit 4 mois contre 18 semaines (4 mois et deux semaine) habituellement à la même période ; ce qui dénote d'une baisse de 12% des niveaux de stock pas forcément imputable au niveau de la production. Toutefois, les baisses les plus marquées sont observées au niveau des zones de production de Sikasso, Ségou et Mopti.

2.3.4. Sources de revenus des ménages

Les ménages ont diverses sources de revenus, mais la principale source de revenu est la production/vente de produits agricoles (hors maraîchage) avec 40% de ménages concernés. Une baisse de 8% est observée au niveau du nombre de ménages pratiquant la principale source de revenu par rapport à ENSAN de septembre 2014 et de -6% par rapport à habituellement. La seconde source est la production/vente de produits d'élevage qui concerne 13% des ménages. Les petits métiers (menuisier, maçons, plombier, tailleur etc.) arrivent en 3^{ème} position avec 12,71% des ménages concernés.

✓ **Estimation du revenu total habituel et actuel (en cash) des ménages**

Tableau n°3: Estimation du revenu total habituel et actuel (en cash) des ménages

Région	Revenu total habituel		Revenu total actuel	
	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane
Bamako	165791	120000	163137	125000
Gao	74105	55000	71617	50000
Kayes	104410	80000	110839	80000
Kidal	157479	125000	156975	125000
Koulikoro	89614	70000	94784	75000
Mopti	77863	50000	80937	50000
Ségou	86429	56000	88030	60000
Sikasso	73885	50000	83645	50000
Tombouctou	82290	65000	79492	60000
Total	93473	66000	96269	70000

Le revenu actuel moyen des ménages (y compris Bamako) est de 96 260 francs contre 93 473 habituellement avec un niveau médian respectif de 70 000 francs et 66 000 francs. Le revenu moyen actuel est donc en légère hausse de +3% par rapport à habituellement. De même pour la médiane en hausse de +6% par rapport à habituellement. Les revenus actuels les plus élevés se retrouvent dans le district de Bamako, les régions de Kidal et Kayes où ils sont d'un montant moyen respectif de 163 137 F, 156 975F et 110 839F et les plus faibles dans les régions de Gao (71 617F) et Tombouctou (79 492F).

Tableau n°4: Estimation du revenu total habituel et actuel (en cash) des ménages par Zone de Moyens d'Existence

ZME	Revenu total habituel	Revenu total actuel
-----	-----------------------	---------------------

**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, FEVRIER 2016
(ENSAN MALI)**

	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane
Nomadisme et commerce transsaharien	88125	75000	86632	75000
Pastoralisme nomade et transhumant	80772	60000	76094	60000
Riz fluvial et élevage transhumant (agropastoral)	74849	55000	76142	52000
Mil et élevage transhumant	69989	50000	75776	50000
Plateau dogon-mil échalote, produits de cueillette et tourisme	85074	55000	91023	70000
Lacs delta de Niger riz et élevage (agropastoral)	97072	60000	94517	70000
Office de Niger riz irrigué	102557	75000	107721	85000
Nord-Ouest transfert d'argent, sorgho et élevage transhumant	93026	75000	93436	75000
Ouest et centrale mil/sorgho pluvial	94991	70000	99191	70000
Sorgho mil et coton	64183	45000	62705	45000
Sud mais, coton et fruits	80580	60000	88049	60000
Sud-ouest mais, sorgho et fruit	102392	90000	115027	90000
Urbaine Bamako	164323	115000	161474	123000
Total	93473	66000	96269	70000

Selon la ZME, comme on devrait s'y attendre, le revenu moyen par ménage est plus élevé que cela soit actuellement (161 474 F) que habituellement (164 323 F) en zone urbaine, suivie de la zone Sud-ouest mais, sorgho et fruit avec un revenu moyen actuel de près de 115 000F et de la zone Office du Niger (107721 F en moyenne).

✓ **Contribution des femmes et des enfants aux revenus globaux des ménages**

La contribution des femmes et des enfants aux revenus globaux des ménages sont respectivement de l'ordre de 13% et 2% en moyenne, taux proches de ceux de février 2015 (respectivement de 15.5% et 3.0%). Les contributions des femmes sont plus importantes dans les régions de Sikasso (18%), Mopti et dans le district de Bamako avec 14% des apports. Selon les cercles la contribution des femmes es supérieures au 1/4 des ressources du ménages à Kadiolo (25%), Ténenkou (22%), Yanfolila (24%) et du 1/5 à Kolondièba (19%), Macina (20%), Yorosso (19%)

✓ **Stabilité des revenus actuels & Evolution (au cours des 12 derniers mois) des revenus des ménages**

Tableau n°5: Evolution (au cours des 12 derniers mois) des revenus des ménages

Régions	%		
	Hausse	Stable	Baisse
Bamako	17,5%	62,0%	20,6%
Gao	13,2%	48,4%	38,4%
Kayes	21,0%	49,8%	29,2%
Kidal	12,0%	69,6%	18,3%
Koulikoro	26,3%	54,6%	19,1%
Mopti	21,8%	56,8%	21,3%
Ségou	20,0%	53,6%	26,4%
Sikasso	27,7%	47,4%	24,9%
Tombouctou	18,5%	47,9%	33,6%
Total	21,3%	53,1%	25,6%

S'agissant de l'évolution des revenus des ménages au cours des 12 derniers mois ; ils ont baissé pour un cinquième (25,6%) des ménages, ils sont demeurés stables pour plus de la moitié des (53,5%) des ménages et en hausse un cinquième (21,3%) restant des ménages.

La baisse des revenus sont plus fréquentes dans les régions de Gao (pour 38,4% des ménages), Tombouctou (33,6%) et Kayes (29,2%). Selon les cercles elle est déclarée par près de 2/3 des ménages à Ansongo (73,3%), Abeïbara (61,7%) et près de la moitié des ménages à Ménaka (55,2%), Ténenkou (50,8%), Gourma-Rharous (50,4%), et Djenné (49,2%),

✓ **Contraintes pesant sur les activités génératrices de revenus (AGR) des ménages**

**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, FEVRIER 2016
(ENSAN MALI)**

Le manque de capacité financière (28%), le manque d'opportunité d'emploi (27%) et la perte de moyens de production (19%) constituent les trois principales contraintes pesant sur les AGR des ménages. L'insécurité demeure, une contrainte économique importante dans le nord (Kidal 20% ; Tombouctou - 19% et Gao -10%) et cela depuis février 2015

Tableau n°6: Contraintes pesant sur les activités génératrices des ménages

Régions	Manque d'opportunité d'emploi	Manque de cash pour investir / acheter du stock	Manque ou perte de moyens de production	Absence de marché/ distance aux marchés	Bas prix ou faible demande des produits agricoles, animaux, etc.	Insécurité	Vulnérabilité d'au moins un membre du ménage	Autre
Bamako	43%	34%	3%	10%	1%	1%	3%	5%
Gao	30%	36%	12%	4%	4%	10%	1%	3%
Kayes	20%	24%	32%	6%	3%	3%	3%	9%
Kidal	26%	27%	3%	12%	8%	20%	1%	3%
Koulikoro	23%	29%	21%	14%	5%	1%	2%	5%
Mopti	31%	26%	17%	12%	7%	2%	2%	2%
Ségou	20%	30%	21%	9%	7%	2%	2%	8%
Sikasso	21%	27%	27%	8%	4%	1%	2%	8%
Tombouctou	29%	24%	10%	7%	3%	19%	4%	3%
Total	27%	28%	19%	9%	5%	4%	2%	6%

Tableau n°7: Distribution des sources de revenus des ménages (agrégation des réponses multiples)

Sources de revenus	Habituelles		Actuelles		Variation (D-B)
	Proportion (en termes de réponses obtenues) (A)	% de ménages Concernés (B)	Proportion (en termes de réponses obtenues) (C)	% de ménages Concernés (D)	
Production/Vente de produits agricoles (hors maraîchage)	27%	47%	23%	40%	-6%
Production/Vente de produits d'élevage	8%	13%	8%	13%	0%
Petits métiers (menuisier, maçons, plombier, tailleur etc.)	7%	12%	7%	13%	1%
Autres	7%	12%	7%	13%	1%
Production/Vente des produits maraîchers	6%	10%	7%	12%	1%
Commerce/Revente des produits alimentaires ou d'animaux (détaillant et petit commerce)	5%	9%	6%	11%	2%
Commerce/Revente de produits non alimentaires (détaillant et petit commerce)	5%	9%	6%	10%	1%
Transferts d'argent	5%	8%	5%	10%	2%
Ouvrier/Travailleur journalier non agricole	4%	7%	5%	8%	1%
Artisanat	4%	7%	4%	7%	1%
Employé salarié (non fonctionnaire)	3%	6%	3%	6%	0%
Fonctionnaires / Agents de l'Etat ou des Collectivités	3%	6%	3%	5%	-1%
Orpillage	2%	4%	3%	5%	1%
Production/Vente de produits de la pêche	3%	4%	2%	4%	0%
Commerce/Revente des produits alimentaires ou d'animaux (grossiste)	2%	3%	2%	3%	0%
Commerce/Revente des produits non alimentaires (grossiste)	2%	3%	2%	3%	0%
Ouvrier/Travailleur journalier agricole	1%	2%	2%	3%	0%

**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, FEVRIER 2016
(ENSAN MALI)**

Pension/Retraite	1%	2%	1%	2%	0%
Transport	1%	2%	1%	2%	0%
Aides/Dons sociaux (fait par la communauté/famille et/ou des tierces personnes)	1%	2%	1%	2%	0%
Emprunts/Dettes	1%	2%	1%	2%	0%
Production/Vente de produits de chasse/cueillette	1%	1%	1%	1%	0%
Entrepreneurs	0%	1%	0%	1%	0%
Aides/Dons humanitaire (fait par l'Etat ou des organisations)	0%	1%	0%	1%	0%
Location (voiture, maisons et autres)	0%	1%	0%	1%	0%
Mendicité	0%	0%	0%	0%	0%
Ensemble	100%		100%		

✓ **Estimation du montant minimum mensuel nécessaire pour le ménage**

Tableau n°8: Estimation du montant minimum mensuel nécessaire pour le ménage

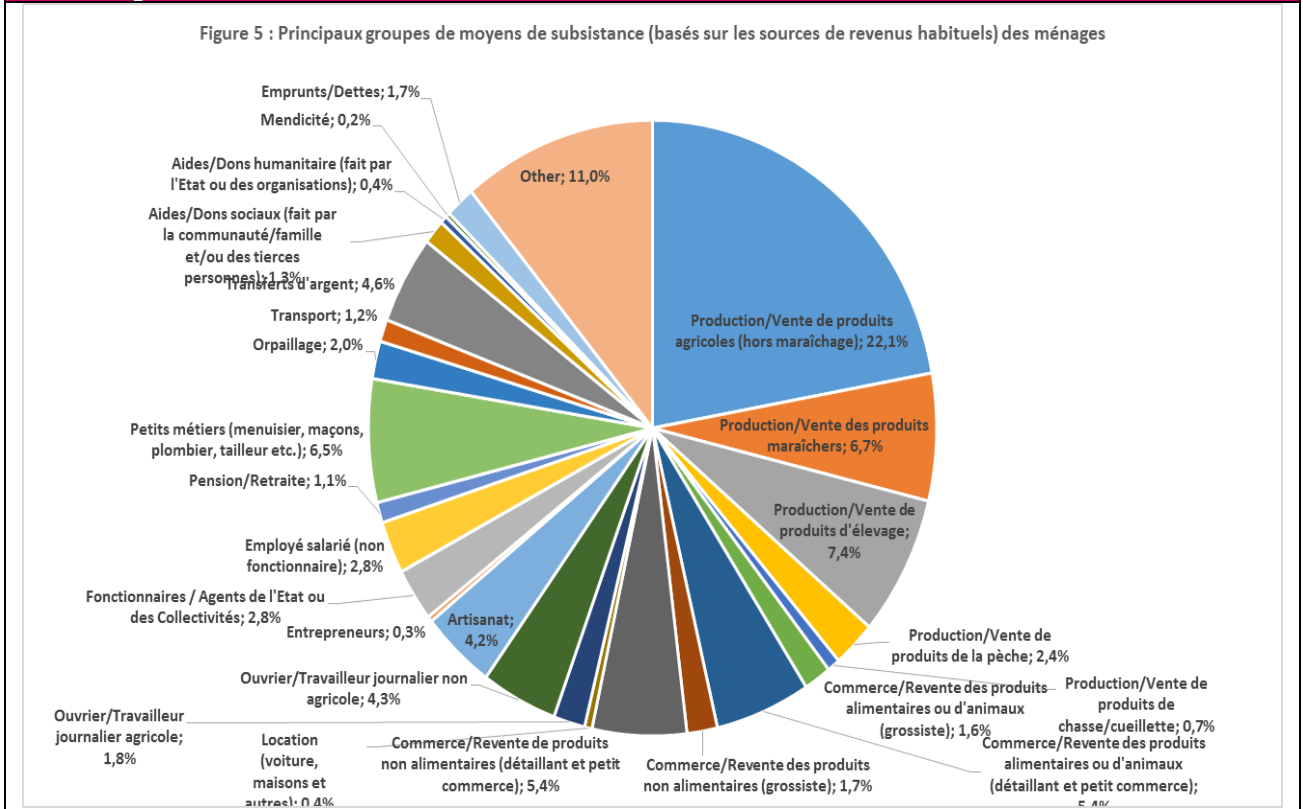
Région	Estimation montant minimum	
	Moyenne	Médiane
Bamako	138742	100000
Gao	112418	100000
Kayes	81131	70000
Kidal	192161	200000
Koulikoro	72475	50000
Mopti	58363	45000
Ségou	68950	50000
Sikasso	53652	40000
Tombouctou	104877	100000
Total	81548	60000

Il a été estimé à 81548 francs CFA en moyenne comme revenus minimum mensuels nécessaires pour un ménage en moyenne pour vivre (contre un revenu actuel déclaré de 96269 F par mois). Ce montant est plus élevé dans la région de Kidal (192161 F) suivi du district de Bamako avec 138742 F par ménage. Il est plus faible dans la région de Sikasso (53652F) suivie de Mopti (58363 F) et de Ségou avec 68950F par ménage.

✓ **Groupes de moyens de subsistance**

Grâce à l'application de techniques statistiques multivariées – notamment l'analyse en composantes principales (ACP) associé au recours à une analyse en classification non hiérarchiques (ACNH) ; une synthétisation des différentes sources de revenus (habituels) des ménages a permis leur regroupement en tenant compte de leur contribution par rapport aux revenus globaux ainsi que de leur diversité. Ce qui a conduit à l'élaboration et la définition de groupes de moyens de subsistance (GMS) donnant de précieuses indications sur les capacités, les biens et les activités qui permettent aux ménages de gagner leur vie en vue d'assurer leur survie et/ou leur bien-être.

Figure n°4: Principaux groupes de moyens de subsistance (basés sur les sources de revenus habituels) des ménages

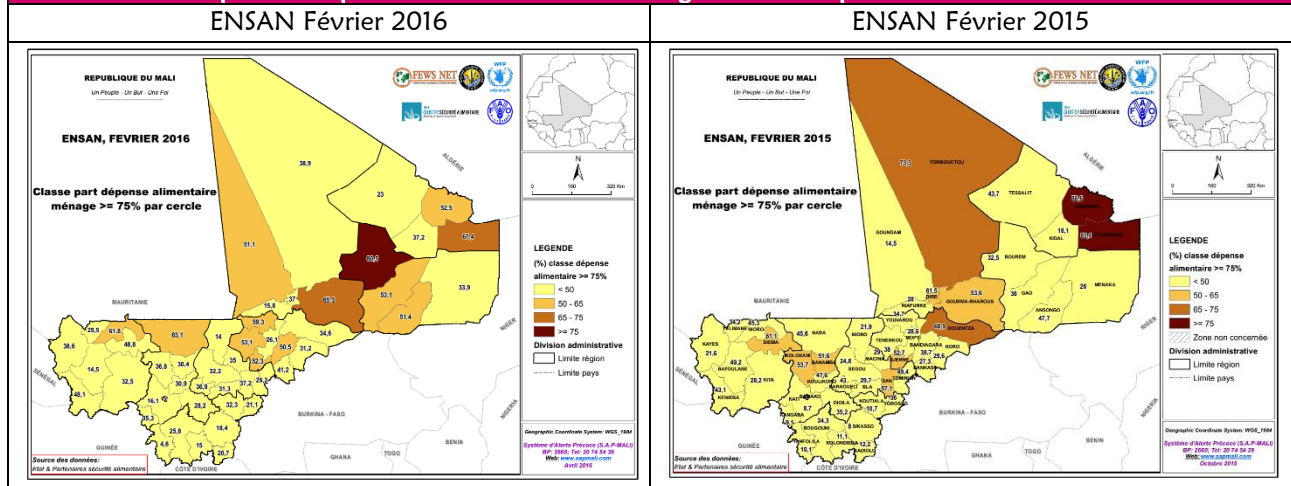


Comme l'illustre la figure 5 ci-dessus ; l'agriculture (hors maraîchage) constitue le groupe de moyens de subsistance le plus important avec 22,1% des ménages suivie de l'élevage (7.4%), le maraichage (6,7%), le petit métier (6,5%) et le petit commerce de produits alimentaires et de produits non alimentaire également avec 5,4% des ménages chacun. Les transferts d'argent (4,6%), le travail journalier (4,3%) et l'artisanat avec 4,2% des ménages sont d'autres groupes de moyens de subsistance.

2.3.5. Dépenses & Approvisionnement des ménages

✓ Niveau des dépenses mensuelles

Carte n°6: Classe part de dépenses alimentaires des ménages >= 75% par cercle



Il est à souligner que les ménages du cercle de Bourem consacrent plus de 75% de leurs dépenses à l'alimentation, il en était de même pour ceux des cercles d'Abeïbara et Tin Essako en février 2015. Les ménages de Gourma Rharous et Tin Essako y consacrent entre 60 et 75% cette année tout comme ceux de Tombouctou et Douentza en 2015. Ce qui constitue un signe de vulnérabilité pour les ménages concernés. Aussi, une

proportion plus importante de ménages consacre 50 à 65% de leurs dépenses à l'alimentation comparativement à 2015 et cela malgré la bonne production agricole 2015-2016.

✓ **Sources d'approvisionnement actuelles des ménages**

Malgré la disponibilité céréalière à la faveur des récoltes de la campagne agricole, une forte proportion des ménages continue à s'approvisionner à partir du marché. Ainsi :

Les principales sources d'approvisionnement des ménages sans le district de Bamako en cette période en produits alimentaires sont les suivants : le marché (76,2% contre 81, 6% en 2015) ; la propre production (71, 3% contre 77, 8%) ; la solidarité locale (12, 9% contre 9,3%) et les dons humanitaires de l'Etat, des PTF et des ONG (6,9% contre 5,1%), les envois en nature des migrants (11, 6% contre 11, 7%), le paiement en nature (15, 4% contre 14, 5%) et autres sources n'étant pas apparues et qui représentait environ 2, 3% en février 2015.

Tenant contre du district de Bamako, la tendance est toujours la même en termes de principales sources d'approvisionnement mais les proportions sont totalement différentes du fait que les ménages urbains ne pratique typiquement pas l'agriculture. Nous notons que 77, 6% des ménages déclarent les achats sur le marché comme principale source d'approvisionnement, 64, 5% la propre production, 12, 4% la solidarité locale, 6, 3% les dons humanitaires, 10, 9% les transferts des migrants et 15, 4% les paiements en nature.

Il faut souligner la proportion des ménages dépendant de leur propre production (autoconsommation domestique) et celle dépendant des achats sur le marché ont simultanément baissé respectivement d'environ 5 point et 6 point par rapport à celle de l'ENSAN de février 2015. Cependant, la solidarité locale, les dons humanitaires de l'Etat, des PTF et des ONG ainsi que les paiements en nature se sont accrus respectivement d'environ 3 point, 2 point et 1 point.

En incluant le district de Bamako, nous constatons une baisse de la proportion des ménages dépendant de leur propre production et une augmentation de celle dépendant du marché comparé à la situation du reste du pays pour février 2016.

Il y a eu très peu de variation dans les principales sources d'approvisionnement par rapport à l'habituel.

Cependant, dans l'ensemble, 23,3% des ménages ont éprouvé des difficultés d'approvisionnement au cours des 12 derniers mois principalement à cause de la faiblesse ou l'absence de récoltes (55,7%), des prix des denrées trop élevés (17, 3%) ou d'une perte de revenu (8, 1%) qui sont les mêmes principales raisons évoquées dans l'ENSAN de février 2015. En terme de zone de moyens d'existence, les zones « Nomadisme et commerce transsaharien », « Pastoralisme nomade et transhumant », et « Riz fluvial et élevage transhumant » ont été les plus affectées par les difficultés d'approvisionnement.

En termes de période d'approvisionnement difficile, les mois de juillet à septembre au cours desquels les réserves alimentaires des ménages s'amenuisent. Pendant cette période, on observe un nombre important de ménages connaissant des difficultés d'approvisionnement en denrées alimentaires ; le pic se situant en août. Il est à souligner que dans les zones pastorales du nord du pays, la soudure pour le bétail s'observe d'avril à mi-juillet, ce qui est synonyme de difficultés d'approvisionnement pour les éleveurs.

Figure n°5: Sources d'approvisionnement actuelles des ménages en produits alimentaires

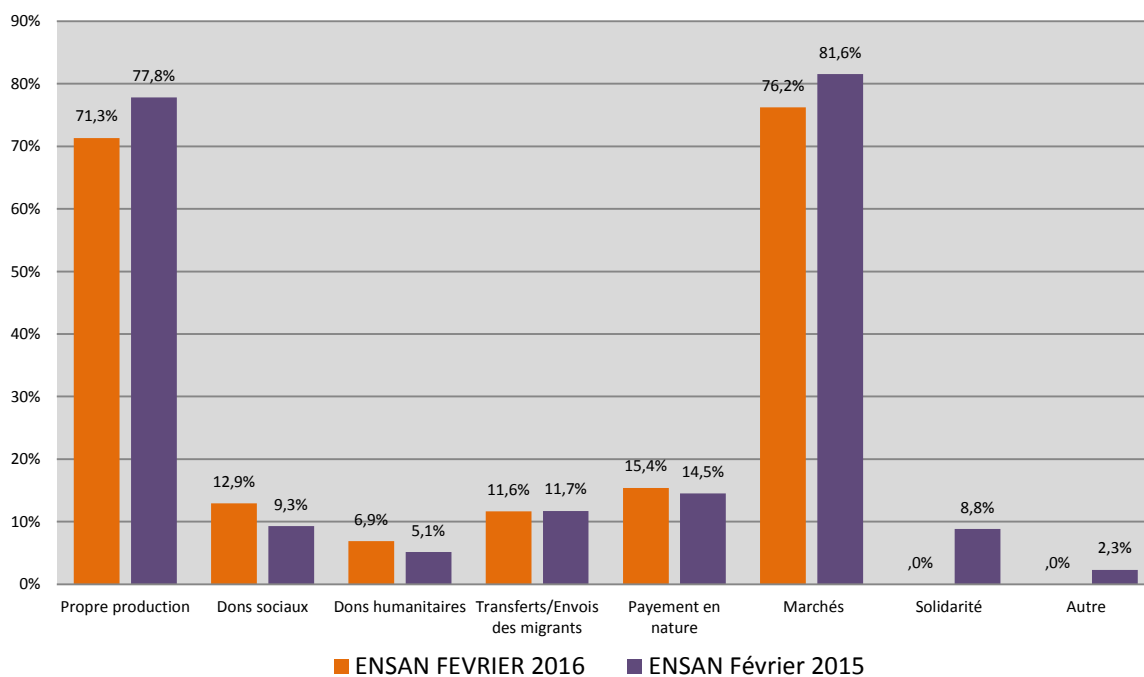
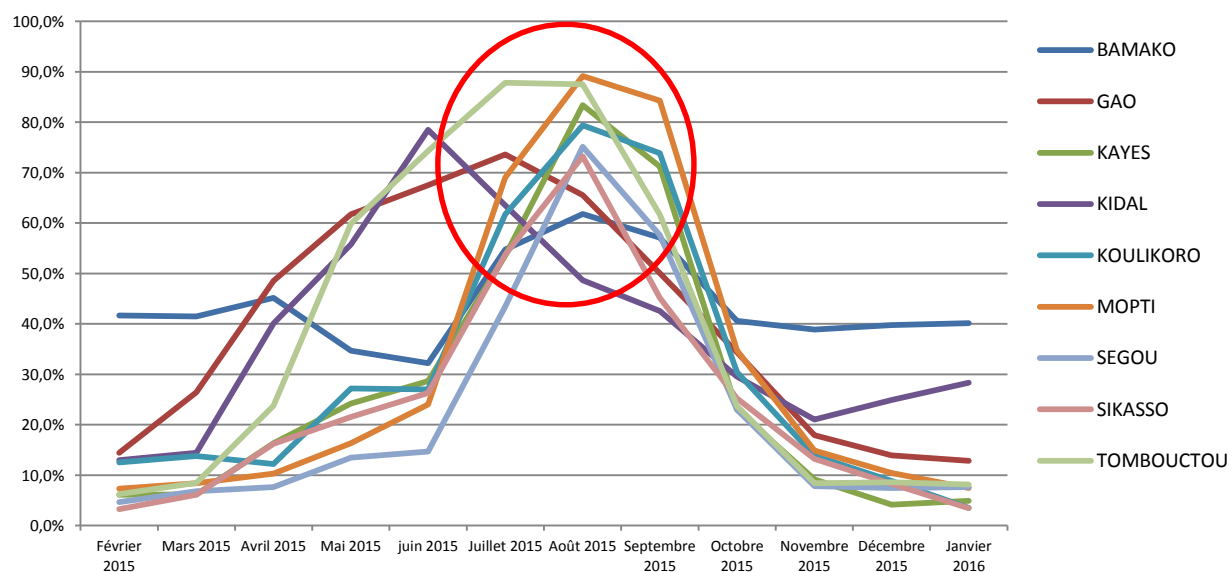


Figure n°6: Période, au cours des 12 derniers mois, où les ménages n'ont pas eu assez de nourriture pour répondre à leurs besoins



2.3.6. Epargne des ménages

Au cours des 6 derniers mois, en moyenne plus de 1 ménage sur 5 (21%) au niveau national a constitué de l'épargne avec la région de Kayes en tête (26,6% des ménages), suivi de Sikasso (24,4%) et du District de Bamako (24%). Le taux de ménage ayant fait de l'épargne est compris entre 13,1 et 16,3% dans les autres régions du pays. Le montant médian épargné reste de 50000 F CFA et la moyenne est de 208 983 F CFA. La médiane est de 120 000 dans la région de Koulikoro, 100.000 F CFA pour le District de Bamako et dans la région de Sikasso. Elle est de 25 000 F dans la région de Mopti, 40 000 F à Tombouctou, 45 000 à Kayes et Kidal, 50 000 F à Ségou et de 70 000 F CFA à Gao.

Tableau n°9: Epargne des ménages

Régions	Montant de l'épargne en FCFA	
	Mean	Median
Bamako	337101	100000
Gao	82882	70000
Kayes	149354	45000
Kidal	82617	45000
Koulikoro	624116	120000
Mopti	121933	25000
Ségou	142741	50000
Sikasso	235517	100000
Tombouctou	66820	40000
Total	208983	50000

Pour les ménages disposant d'une épargne (21%), celle-ci est gardée à la maison pour 68,5% des ménages, par contre seulement 26,4 % des ménages épargnent au niveau des institutions financières, 20,7% au niveau des tontines et 5,1 % gardent avec les parents et amis; ce qui dénote de la faible bancarisation dans le pays.

Tableau n°10: Localisation de l'épargne

Régions	Institution financière	A la maison	Avec un parent/ami	Tontine
Bamako	64,3%	32,3%	3,4%	24,5%
Gao	13,1%	82,8%	4,1%	,0%
Kayes	18,0%	78,6%	3,3%	,0%
Kidal	9,5%	69,7%	20,9%	,0%
Koulikoro	44,7%	53,3%	2,0%	42,5%
Mopti	11,3%	79,8%	8,9%	,0%
Ségou	27,0%	65,4%	7,6%	33,9%
Sikasso	22,8%	74,5%	2,7%	,0%
Tombouctou	13,2%	82,0%	4,8%	,0%
Total	26,4%	68,5%	5,1%	20,7%

2.3.7. Accès aux Crédits

Un peu plus d'un tiers des ménages (38,6% contre 45, 8% en février 2015) ont eu recours au crédit au cours des 6 derniers mois. Ce taux passe à 37, 1% en incluant le district de Bamako pour cette année. Toutes les régions sont concernées avec en tête Gao (66% des ménages), suivi de Tombouctou (65%) tandis que Bamako et Koulikoro ont le plus faible taux (24% des ménages).

En termes de zones de moyens d'existence, ce sont les zones « Nomadisme & commerce transsaharien », « Pastoralisme nomade et transhumant » et « Riz fluvial et élevage transhumant » qui abritent les plus forts taux de ménages recourant à l'endettement.

Il faut noter dans l'ensemble une baisse 7 point de la proportion des ménages ayant eu recours à l'endettement par l'ENSA 2015. Les raisons de l'endettement diffèrent d'une région à l'autre : si dans la région de Sikasso, les ménages s'endettent principalement pour les achats de nourriture (46%), des intrants agricoles (43% des ménages) et pour les dépenses scolaires et de santé (45% des ménages), 85 à 90% des ménages dans les régions du Nord (Tombouctou, Gao et Kidal) s'endettent pour l'achat de produits alimentaires. A Koulikoro, Ségou et Bamako, les ménages s'endettent moins pour les achats de produits alimentaires (45 à 65% des ménages) comparativement aux autres régions.

La solidarité sociale malienne (voisins/amis - 25% ; famille/parents - 21%) et la boutique (23%, autres (17%) qui porte surtout sur les structures d'appuis au développement rural (CMDT, OHVN...) constituent les principales sources de crédit des ménages.

Pour ce qui est de la période où les ménages ont le plus recours au crédit, il s'agit de :

- la soudure agricole (Juillet-Septembre) en moyenne : 42% des ménages ;
- la soudure pastorale (Avril-Juin) : 28 à 30% des ménages;
- la soudure en milieu urbaine de Bamako est la même qu'en zone agricole (Juillet-Septembre) : environ 10% des ménages.
- jamais eu recours au crédit pendant l'année (35, 9% contre 14, 8%) est en nette augmentation de 21 point par rapport à février 2015.

Les principaux moyens de remboursement des dettes sont : la vente d'une partie des récoltes (43%), en travaillant (42%), vente d'animaux ou d'autres actifs (21%). Les sources diffèrent selon les zones de moyens d'existence et les catégories socioéconomiques. Pour les zones agricoles, environ 50% des ménages remboursent leurs dettes à travers le revenu tiré de la vente d'une partie de récolte. En revanche, dans les zones pastorales la proportion des ménages utilisant le revenu tiré de la vente des animaux est de 28% et sur le plateau dogon en travaillant pour une proportion de 75% des ménages. Les sollicitations inhabituelles de ces ventes de biens sont des alternatives néfastes et peuvent contribuer à un affaiblissement de la résilience des ménages.

2.4. Consommation alimentaire et nutrition des ménages

2.4.1. Consommation alimentaire

La consommation alimentaire des ménages est mesurée avec le Score de Consommation Alimentaire (SCA). Le score de consommation alimentaire est un indicateur composite (standardisé du PAM) calculé pour refléter la diversité alimentaire, la fréquence ainsi que l'apport nutritionnel relatif des produits et groupes alimentaires consommés par un ménage. La diversité du régime alimentaire est liée au statut socioéconomique des ménages ainsi qu'à l'apport énergétique et protéinique adéquat, se traduisant par un bon état nutritionnel, sous réserve d'un environnement (assainissement, hygiène) satisfaisant⁷. C'est donc un bon indicateur de la dimension d'accessibilité de la sécurité alimentaire et de la qualité de la consommation alimentaire qui influe sur l'état nutritionnel.

Le score de consommation alimentaire (SCA) des ménages est calculé en utilisant la formule suivante :

$$\text{Score} = a_{\text{cereale}} \times x_{\text{cereale}} + a_{\text{legmnse}} \times x_{\text{legmnse}} + a_{\text{leg}} \times x_{\text{leg}} + a_{\text{fruit}} \times x_{\text{fruit}} + a_{\text{animal}} \times x_{\text{animal}} + a_{\text{sucres}} \times x_{\text{sucres}} + a_{\text{lait}} \times x_{\text{lait}} + a_{\text{huile}} \times x_{\text{huile}}$$

Avec :

ai = Poids attribué au groupe d'aliments

xi = Nombre de jours de consommation relatif à chaque groupe d'aliments (≤ 7 jours)

Tableau n°11: Groupes d'aliments

Types d'aliments	Groupes d'aliments	Poids
Maïs, mil, sorgho, riz, pain/beignets, pâtes alimentaires	Céréales et tubercules (aliments de base)	2
Manioc, igname, banane plantain, autres tubercules		
Arachides/Légumineuses (haricot, niébé, pois, lentilles, etc.)	Légumineuses	3
Légumes (+ feuilles)	Légumes et feuilles	1
Fruits (mangues, oranges, bananes, etc.)	Fruits	1
Viandes, poissons, fruits de mers, escargot, œufs	Protéines animales	4
Lait/Produits laitiers	Produits laitiers	4
Sucre, miel, autres sucreries	Sucres	0.5
Huiles et graisses	Huiles	0.5
Condiments, épices	Condiments (*)	0

(*) Les condiments ne sont pas considérés comme un groupe d'aliments du fait de leur poids nul.

Source: OMXF, PAM.

⁷ Ruel M. (2003)

**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, FEVRIER 2016
(ENSAN MALI)**

Les valeurs des scores ainsi calculés pour chaque ménage sont reportées sur une échelle allant de 0 à 112. Les seuils standard 28 et 42 ont été utilisés pour déterminer les trois classes de consommation alimentaire des ménages : Pauvre (SCA ≤ 28), Limite (SCA > 28 et SCA ≤ 42) et Acceptable (SCA > 42).

Tableau n°12: Groupe de consommation alimentaire entre septembre 2014 et février 2016

Consommation alimentaire	Septembre 2014	Février 2015	Septembre 2015	Février 2016 (hors Bamako)	Février 2016 (avec Bamako)
Pauvre	11,6%	11,8%	7,1%	10,2%	9,7%
Limite	12,6%	17,8%	18,2%	18,6%	17,3%
Acceptable	75,8%	70,5%	74,7%	71,2%	73%

Au niveau national, près de trois quart des ménages (73% des ménages et 71,2% hors Bamako) ont un score de consommation alimentaire acceptable, ce qui est en légère diminution par rapport à septembre 2015 (74,7%) mais en amélioration par rapport à février 2015.

Plus d'un quart des ménages (28,8%) ont un score de consommation alimentaire pauvre ou limite, contre 29,6% en février 2015 et 25,3% en septembre 2015. Pour la catégorie la plus vulnérable qui a une consommation alimentaire « pauvre », on note une légère amélioration depuis février 2015, les ménages ayant une consommation pauvre étant moins nombreux (-1,6% des ménages par rapport à février 2015): ces ménages ont amélioré leur consommation alimentaire et ont basculé dans la classe de consommation alimentaire limite.

Tableau n°13: Groupe de consommation alimentaire par région – Février 2016

Région	SCA Groups			
	Pauvre	Limite	Acceptable	Total
Kayes	5,3%	18,9%	75,7%	100,0%
Koulikoro	13,7%	18,5%	67,8%	100,0%
Sikasso	9,8%	22,3%	67,9%	100,0%
Ségou	12,0%	16,4%	71,6%	100,0%
Mopti	10,4%	21,5%	68,1%	100,0%
Tombouctou	7,3%	9,1%	83,6%	100,0%
Gao	12,3%	23,0%	64,7%	100,0%
Kidal	1,9%	6,3%	91,8%	100,0%
Bamako	5,0%	6,5%	88,6%	100,0%
Total	9,7%	17,3%	73,0%	100,0%

Au niveau régional, près d'un tiers des ménages dans les régions de Gao (35,3%), Sikasso (32,1%), Koulikoro (32,2%) et Mopti (31,9%) ont une consommation alimentaire pauvre ou limite.

Par rapport à février 2015, la consommation alimentaire des ménages des régions de Koulikoro (+14,3% de ménages ayant une consommation alimentaire pauvre et limite) et de Ségou (+11,8% de ménages ayant une consommation alimentaire pauvre et limite) s'est le plus dégradée. Ceci pourrait s'expliquer par l'épuisement des stocks familiaux issus de la campagne agricole 2015. Une nette amélioration de la consommation alimentaire est par contre observée dans la région de Kidal (-23,3% des ménages ayant une consommation pauvre ou limite), ceci pouvant être lié à l'amélioration des conditions d'élevage en 2015.

Par rapport à septembre 2015, les ménages dans les régions de Mopti (+32,8% de ménages), de Ségou (+12,9% de ménages), Koulikoro (+12,6% de ménages), Gao (+11,9% de ménages) et Kayes (+4,2% des ménages) ont vu leur consommation alimentaire se dégrader. A l'inverse, la consommation alimentaire des ménages dans les autres régions s'est améliorée, notamment pour la région de Kidal (-24,4% des ménages).

Au niveau cercle, la proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre et limite est la plus élevée à Tominian (77,7% des ménages), Kolokani (62,8% des ménages), Douentza (53,9% des ménages) et Koro (51% des ménages) : ces mêmes cercles avaient déjà une consommation alimentaire pauvre et limite élevée en février et septembre 2015.

**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, FEVRIER 2016
(ENSAN MALI)**

Depuis l'année dernière à la même période, la plus forte dégradation de la consommation alimentaire qui s'exprime par la hausse du taux des ménages à consommation alimentaire pauvre et limite par rapport à février 2015 est observée dans le cercle de Kolokani (+39,2% de ménages par rapport à février 2015), le cercle de Bourem (+28,5% de ménages), le cercle de Macina (+27% de ménages) et le cercle de Tominian (+24,4% de ménages).

En revanche, la plus forte amélioration de la consommation alimentaire qui s'exprime par la baisse du taux des ménages à consommation alimentaire pauvre et limite par rapport à février 2015 est observée dans le cercle de Gourma Rharous (-51,2% de ménages), le cercle de Tin Essako (-37,7% de ménages), le cercle de Bla (-36,9% de ménages), le cercle de Sikasso (-34,1% de ménages) et le cercle de Goundam (-30,4% de ménages).

Les ménages ayant la consommation alimentaire la plus faible sont majoritairement des ménages sans aucun niveau d'éducation, vivant des dons humanitaires (35,6% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre), du travail journalier agricole (20,4%) et de la production/vente des produits de chasse et de cueillette (17,4%). Les ménages ayant une consommation alimentaire pauvre utilisent davantage les stratégies d'adaptation alimentaires et ont une taille du ménage moins importante (corrélation significative selon le test de Pearson)

La consommation alimentaire est dépendante du niveau de richesse comme le montre le tableau n°13: plus le ménage fait partie d'un quintile de richesse élevé, plus son score de consommation alimentaire est élevé.

Tableau n°14: Score de consommation alimentaire et indice de richesse

Désignation	Quintile indice de richesse				
	Le plus pauvre	Pauvre	Moyen	Riche	Le plus riche
	Moyenne	Moyenne	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Score de Consommation Alimentaire	48,67	53,15	54,27	57,63	66,38

2.4.2. Nutrition au niveau des ménages

L'outil du score de consommation alimentaire du PAM a été adapté pour mieux capter la dimension nutritionnelle et s'est intéressé à la consommation d'aliments riches en vitamine A, en fer et en protéines.

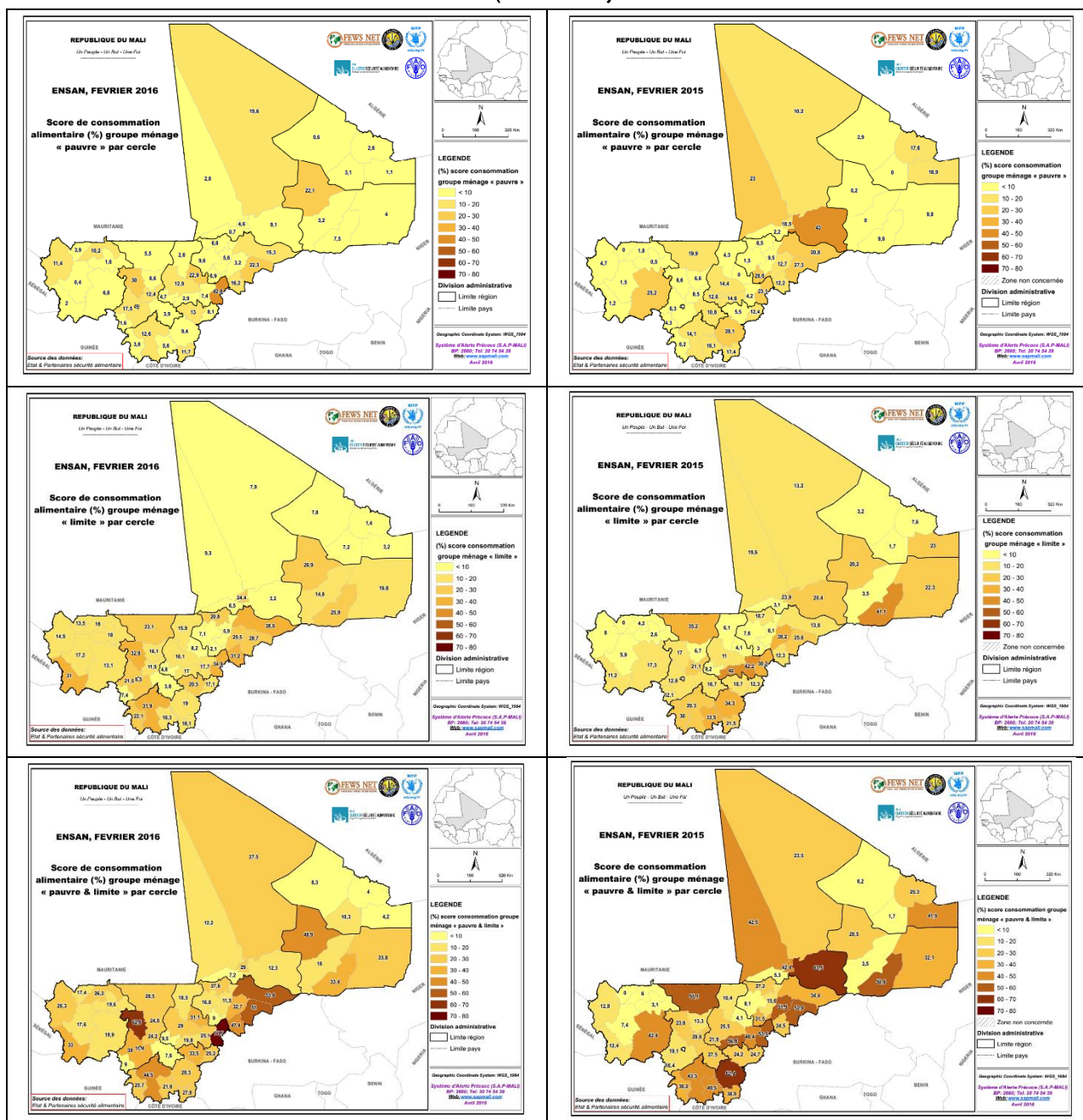
Au niveau national, la consommation en vitamine A et en protéines est moyenne puisque près d'un ménage sur deux (47,4%) en consomme quotidiennement. Les ménages qui consomment quotidiennement le plus des aliments riches en vitamine A habitent dans la région de Kidal (75,8% des ménages), le district de Bamako (63% des ménages) et la région de Sikasso (58,8%). A l'inverse, on observe une faible consommation en vitamine A dans les régions de Gao et de Mopti : respectivement 74,3% et 64,3% des ménages ne consomment jamais ou consomment parfois des aliments riches en vitamine A.

La consommation d'aliments riches en fer est globalement moyenne au Mali puisque seulement un peu plus d'un tiers des ménages en consomme tous les jours (38,5% des ménages), la majorité des ménages en consommant parfois (52% des ménages). Cependant, les ménages vivant à Bamako et de la région de Tombouctou sont plus nombreux à consommer des aliments riches en fer : respectivement 66% et 57,8% des ménages consomment des aliments riches en Fer tous les jours.

Au niveau national, la consommation en protéines animales est acceptable puisque près de deux tiers des ménages en consomment quotidiennement. Les ménages vivant dans les régions de Mopti et Sikasso consomment des repas pauvres en protéines contrairement aux zones pastorales et à la zone de l'Office du Niger où la consommation de viande et de poisson est plus importante.

Carte n°7: Score de consommation alimentaire « pauvre », « limite » par cercle	
ENSAN Février 2016	ENSAN Février 2015

ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, FEVRIER 2016 (ENSAN MALI)



2.4.3. Diversité alimentaire des ménages

Le nombre moyen de groupes d'aliments consommés la veille de l'enquête est de 6,78 groupes d'aliments consommés (sur 12).

Au niveau national, presque la totalité des ménages (97,5% des ménages) ont une alimentation diversifiée, soit plus de quatre groupes alimentaires. Par rapport à février 2015, on note une amélioration de la diversité alimentaire, +2,4% des ménages, mais en légère dégradation par rapport à septembre 2015, - 1,8% des ménages. La diversité alimentaire s'est améliorée dans toutes les régions par rapport à février 2015.

Au niveau cercle, on note une détérioration de la diversité alimentaire des ménages dans les cercles de Bankass (25,2% des ménages consommant moins de quatre groupes alimentaire contre 10,3% en février 2015), Douentza (18,4% contre 14,3% en février 2015) et Kolokani (16,8% contre 1% en février 2015).

Tableau n°15: Evolution de la fréquence de consommation par groupe alimentaire

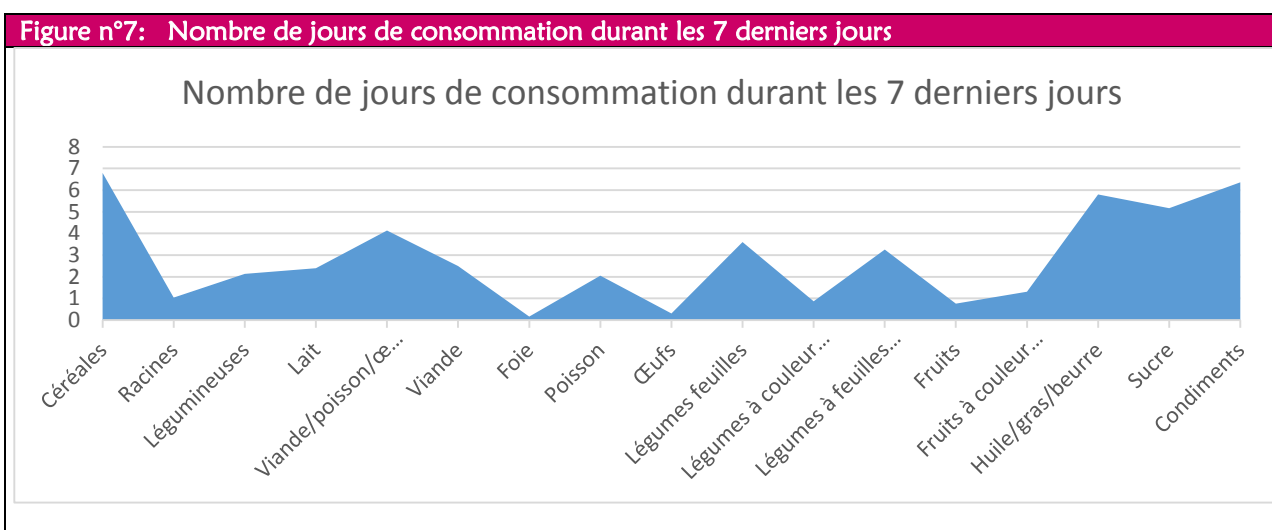
Groupes alimentaires	Moyenne des jours de la semaine			
	Sept.2014	Févr-15	Sept.2015	Février 2016

**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, FEVRIER 2016
(ENSA MALI)**

Céréales	7	7	7	7
Légumineuses	2	2	2	2
Légumes	4	5	3	3
Fruits	1	1	4	1
Protéines animales	4	4	4	4
Protéines laitières	3	2	1	2
Huile/Graisse	5	5	6	6
Sucres	6	6	6	5

La diversité alimentaire varie peu entre septembre 2014 et février 2016 même si l'on observe quelques différences de consommation pour les fruits et les protéines laitières, ceci pouvant s'expliquer par les effets de saisonnalité et de disponibilité de ces denrées alimentaires à la période de l'enquête.

Au niveau national, et comme le montre le graphique ci-dessous, la base des repas quotidiens est essentiellement composée de céréales, matières grasses, sucres et condiments, complétés dans la semaine par la consommation de protéines animales et de légumes feuilles.



2.4.4. Mode de préparation des repas

L'enquête s'est intéressée au mode de préparation et au type de repas consommé par les ménages.

Au niveau national, le repas principalement consommé le matin reste la bouillie de céréales (74,8% des ménages). Il existe des spécificités régionales : ainsi, à Mopti, le tô et le riz au gras et riz à la sauce sont également consommés le matin ; à Tombouctou, le riz au gras et la sauce à la viande ou au poisson sont également consommés pour le petit-déjeuner.

Pour le repas du midi, les principaux plats consommés sont par ordre d'importance le riz à la sauce (41,1% des ménages), le tô (38,5% des ménages), et le riz au gras (9%). Il est important de souligner les spécificités régionales : ainsi, 80% des ménages de la région Sikasso consomment du tô à midi ; dans la région de Kidal, les ménages consomment du riz au gras, du riz à la sauce et des pâtes à base de blé. A Bamako, 86,5% des ménages consomment du riz à la sauce.

Pour le repas du soir, on retrouve les mêmes tendances que pour le déjeuner, le tô (45,1% des ménages) puis le riz à la sauce (19,1% des ménages) sont les plats les plus consommés. A Kayes, près de la moitié des ménages consomment du couscous et à Kidal, les produits laitiers et les pâtes alimentaires sont les plus consommés par environ un tiers des ménages. A Bamako, le riz à la sauce reste le principal plat consommé au dîner (42,7% des ménages).

2.4.5. Nombre de repas

La fréquence des repas, quelle que soit la catégorie d'âge, évolue très peu depuis une année et reste équivalente. La fréquence des repas diffère également peu d'une région à l'autre pour les catégories d'âge des enfants entre 6 et 15 ans et des adultes de plus de 15 ans, avec une moyenne de trois repas par jour.

La moyenne du nombre de repas pour les enfants de 2 à 5 ans est de 4 repas par jour avec peu de disparités entre les régions. Au niveau cercle, les enfants de moins de 5 ans consomment entre 3 et 5 repas par jour.

2.4.6. Changement dans les habitudes alimentaires

Les résultats de l'enquête montrent qu'une minorité des ménages (6,8% des ménages) a changé leurs habitudes alimentaires pendant la période d'enquête, excepté dans les régions de Gao et de Tombouctou où un quart des ménages a déclaré avoir changé leurs habitudes alimentaires. Ce sont essentiellement les cercles d'Ansongo (29,7% des ménages), de Gao (39,4% des ménages), de Niafunké (28% des ménages) et de Tombouctou (45,2% des ménages) qui sont concernés. Le cercle de Douentza (25,7% des ménages), est également affecté par un changement dans les habitudes alimentaires.

Ces changements d'habitudes alimentaires sont principalement liés à la baisse des quantités alimentaires (60,8% des réponses), la baisse de qualité (50,5% des réponses) et la baisse de nombre de repas (30,4% des réponses).

Les raisons avancées à ces changements dans les habitudes alimentaires sont essentiellement liés aux difficultés d'accès aux denrées alimentaires (60,6% des réponses) et de faible disponibilité des denrées sur les marchés (49,4% des réponses). Ces raisons sont étroitement liées au faible pouvoir d'achat et les difficultés économiques pour accéder à la nourriture (manque de moyens financiers), ainsi que l'impact de l'insécurité dans certains cercles.

✓ Céréales et légumineuses préférées

Les céréales préférées sont par ordre d'importance le riz local (35,3% des réponses), le mil (24,7% des réponses), le riz importé (13,7% des réponses) et le sorgho (9,4% des réponses). Au niveau régional, certaines différences peuvent être notées : à Kidal, les céréales préférées sont le riz importé (29% des réponses) et le blé (27% des réponses). A Gao, le riz importé est préféré au riz local (30,2% des réponses). A Bamako, le riz local est de loin la céréale préférée (59,6% des réponses).

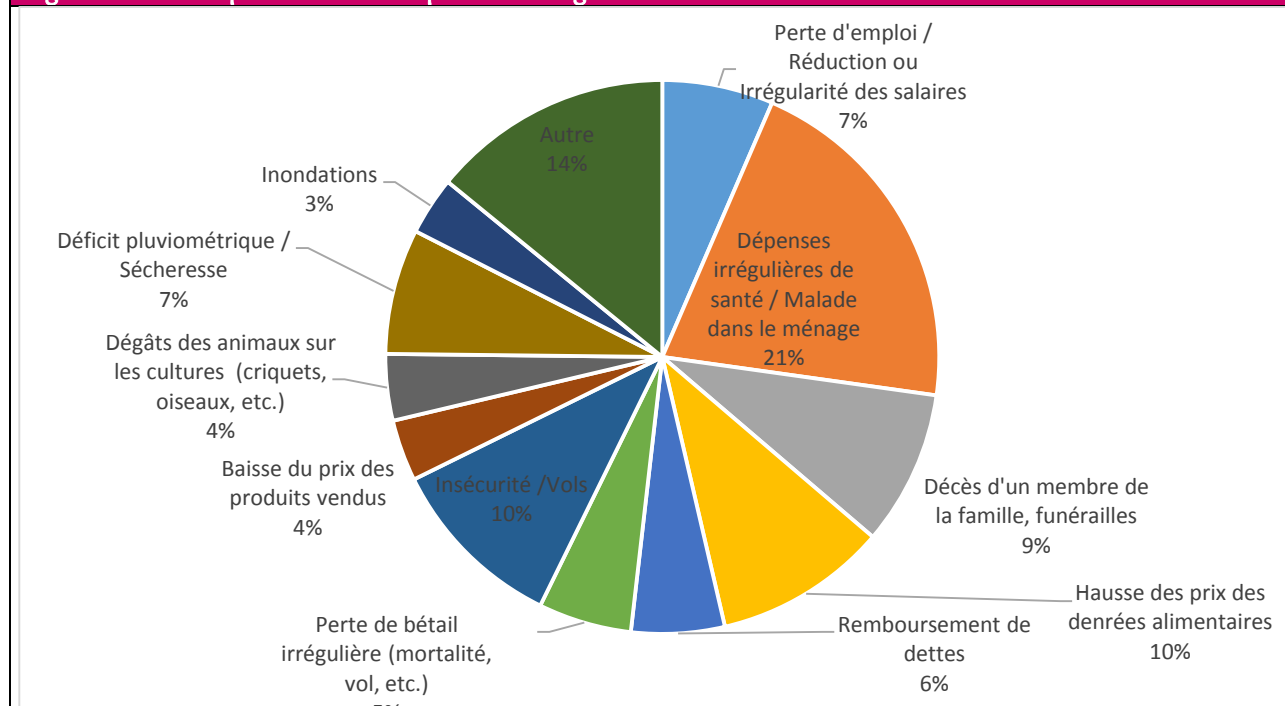
Les légumineuses préférées sont celles que soient les régions le niébé/haricot en première position (52,1% des réponses) et l'arachide en deuxième position (38,2% des réponses).

2.5. Chocs

Près d'un quart des ménages (26,5% des ménages) ont déclaré avoir subi un ou plusieurs chocs dans les six derniers mois ayant eu un impact négatif sur leur capacité à se procurer de la nourriture ou des produits non alimentaires essentiels. Les régions les plus affectées sont Tombouctou (70,5% des ménages), Gao (64,3% des ménages) et Kidal (44,7% des ménages). Les cercles les plus affectés sont par ordre d'importance Ménaka (92%), Tombouctou (89%), Gourma Rharous (83%), Goundam (77%), Ansongo (75%) et Kidal (73%)..

Les principaux chocs cités sont par ordre d'importance, les dépenses irrégulières de santé (20,7% des réponses), insécurité et vols (10,4% des réponses), la hausse des prix des produits alimentaires (10,1% des réponses) et décès d'un membre de la famille (9% des réponses). Les chocs subis par les ménages sont différents selon la zone géographique considérée : dans les régions du sud, les principaux chocs sont liés aux dépenses irrégulières et la cherté de la vie ; l'insécurité, le déficit pluviométrique et la perte de bétail constituent les principaux chocs dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal. Les cercles les plus affectés par les chocs ont en majorité cité l'insécurité, notamment le cercle de Ménaka (81,9% des ménages), le déficit pluviométrique (Gourma Rharous), la perte de bétail (Ansongo et Goundam), la hausse des prix des denrées alimentaires (Tombouctou) et l'irrégularité des revenus (Tombouctou et Goundam).

Figure n°8: Principaux chocs subis par les ménages dans les six derniers mois



Plus des deux tiers des ménages (72% des ménages) ressentent toujours les effets des chocs, d'intensité forte à moyenne pour la majorité des ménages.

Au niveau communautaire, près de la moitié des communautés enquêtées (42,8% des communautés) a déclaré avoir subi un ou plusieurs chocs dans les six derniers mois, notamment dans les régions de Gao (94% des communautés enquêtées) et Tombouctou (87,3% des communautés). Au niveau cercle, la totalité des communautés des cercles suivants ont déclaré avoir subi un choc dans les six derniers mois : Abeïbara, Ansongo, Gourma Rharous, Goundam, Kidal, Ménaka et Yélimané,

Les principaux chocs qui ont affecté les communautés sont la sécheresse (21% des réponses), les maladies des animaux (16,2% des réponses), les inondations (14,7% des réponses), les maladies et ennemis des cultures (10,6%) et les vols ou rackets (8,9% des réponses). Les résultats des discussions communautaires confirment ceux des enquêtes ménages pour les cercles les plus affectés par les chocs : les maladies des animaux et les pillages et vols sont cités majoritairement.

Selon les communautés, tous ces chocs sont récurrents et les affectent tous les ans ou tous les deux ans, notamment les sécheresses, les maladies des animaux et les vols.

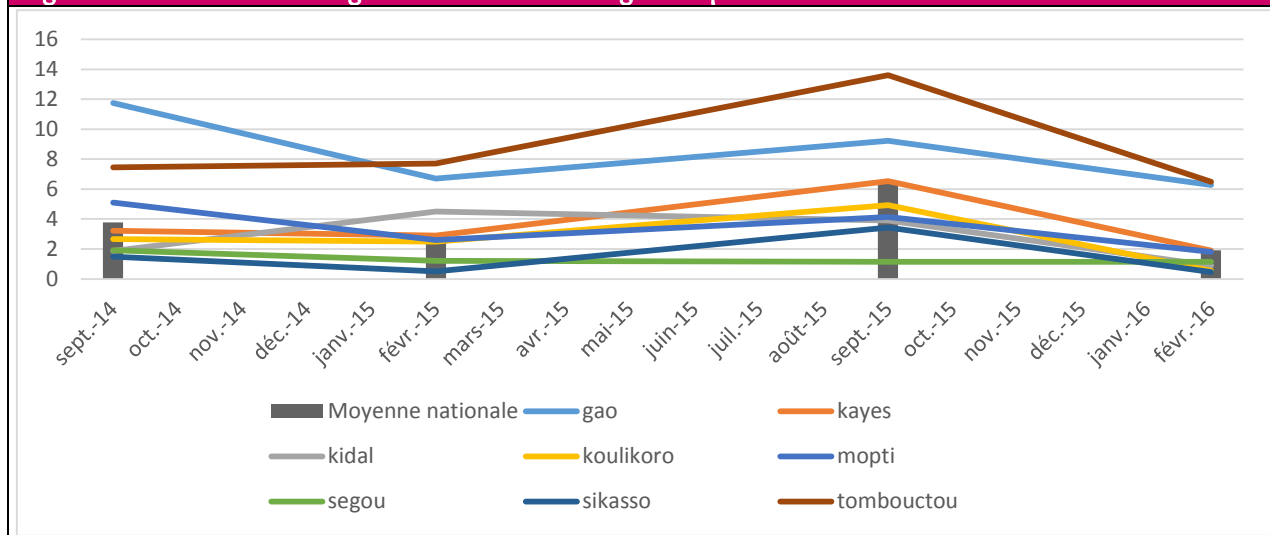
2.6. Stratégies d'adaptation

2.6.1. Stratégies d'adaptation alimentaires

Les stratégies qui concernent la sphère alimentaire sont mesurées avec l'indice des stratégies de survie simplifié (CSI) 12, qui apprécie la fréquence de cinq comportements du ménage : la consommation d'aliments moins préférés car moins chers, l'emprunt de la nourriture, la diminution des portions, la réduction de la consommation au profit des enfants et la réduction du nombre de repas par jour. Plus le score est élevé, plus les ménages ont recours à ces stratégies d'adaptation.

Au niveau national, l'indice des stratégies alimentaire est en février 2016 au plus bas avec un score de 1,9 point, ce qui dénote une amélioration de la situation de sécurité alimentaire. Cependant, on peut noter que les régions de Gao et de Tombouctou restent toujours vulnérables puisque leur indice de stratégies reste au-dessus de la moyenne nationale même s'il est en diminution par rapport aux enquêtes précédentes.

Figure n°9: Indice des stratégies de survie des ménages – Septembre 2014 – Février 2016



Au niveau des cercles, l'indice de stratégies de survie est très élevé dans les cercles de Ménaka (13,07), Tombouctou (11,11), Ansongo (10,59), Nifunké (11,85), Goundam (10,28).

Depuis l'année passée à la même période, une augmentation très importante de l'indice a été observée dans les cercles de Ménaka (+7,86), Goundam (+6,77), Tombouctou (+4,78) et Nifunké (+4,59), dénotant d'une détérioration de la situation alimentaire. En revanche, la situation alimentaire selon cet indicateur s'est nettement améliorée dans les cercles de Gourma Rharous (-14,76), Diré (-13,3), Tessalit (-8,29) et Bafoulabé (-5,87).

Tableau n°16: Indice des stratégies de survie des ménages Février 2016 –et comparaison par rapport à Septembre 2015, février 2015 et septembre 2014 par zone de moyens d'existence

ZME	CSI Réduit 02/2016	CSI Réduit 09/2015	CSI Réduit 02/2015	CSI Réduit 09/2014
Nomadisme et commerce transsaharien	12,38	5,49	5	8,55
Pastoralisme nomade et transhumant	5,39	8,41	7	4,20
Riz fluvial et élevage transhumant (agropastoral)	5,06	16,25	8	13,10
Mil et élevage transhumant	2,88	3,79	4	3,88
Plateau Dogon - mil, échalote, produits de cueillette, et tourisme	,69	2,53	2	1,35
Lacs/Delta du Niger - riz et élevage (agropastoral)	2,84	7,39	5	2,84
Office du Niger ¹ - riz irrigué	1,26	2,14	1	6,77
Nord-ouest transferts d'argent, sorgho, et élevage transhumant	1,69	8,82	2	3,73
Ouest et centrale mil/sorgho pluvial	,73	1,67	2	3,12
Sorgho, mil, et coton	1,22	3,10	0	1,68
Sud maïs, coton, et fruits	,68	5,19	2	1,71
Sud-ouest maïs, sorgho, et fruits	,27	3,89	1	,35

Par rapport aux zones de moyens d'existence et depuis l'année dernière, l'indice de stratégie de survie a nettement augmenté dans les zones agropastorales et pastorales. Ces résultats peuvent être liés aux effets de la mauvaise campagne pastorale de 2014/2015 qui a entraîné une forte mortalité du bétail et une perte de capital pour les éleveurs et agropasteurs ainsi que l'insécurité qui a entraîné des mouvements de population, une perte de capital et l'entrave aux activités économiques.

2.6.2. Stratégies d'adaptation non alimentaires

S'agissant du recours à des stratégies non alimentaires, les ménages ont été classés en 4 groupes :

- ⇒ Ceux n'ayant pas eu de recours à des stratégies (de type non alimentaires) au cours de la période de référence;
- ⇒ Ceux ayant eu recours uniquement à des stratégies dites de stress : les stratégies de stress conduisent à la diminution de la capacité à faire face à des chocs futurs (par ex. emprunter de l'argent ou dépenser son épargne). Dans le cadre de cette ENSAN, il s'agit de vendre des actifs/équipements non productifs du ménage; de dépenser son épargne ; d'emprunter ou d'acheter la nourriture à crédit ; d'emprunter de l'argent ; envoyer les membres du ménage manger ailleurs et la vente d'animaux (déstockage) ;
- ⇒ Ceux ayant eu recours à des stratégies de crise : les stratégies de crise affectent directement la productivité future. Dans le cas de cette ENSAN, il s'agit de vendre des actifs/biens productifs ou moyens de transport; de réduire les dépenses non alimentaires essentielles telles l'éducation, la santé ; de retirer les enfants de l'école ;
- ⇒ Ceux ayant eu recours à des stratégies d'urgence : les stratégies d'urgence affectent la capacité future de produire et sont plus difficiles à inverser que les précédentes. Il s'agit ici de recourir à la mendicité ; de vendre les dernière femelles productrices ; de vendre la maison, la parcelle de terrain ou le champ ; de s'engager dans des activités risquées ou illégales génératrices de revenus (vols, vente de la drogue, travail avec des groupes armés, prostitution, etc.).

Au niveau national, la moitié des ménages a fait appel à des stratégies d'adaptation non alimentaires au cours des trente derniers jours ou ont déjà eu recours à ces stratégies les douze derniers mois. Ceci dénote une dégradation de la situation depuis l'année dernière puisque 75% des ménages en septembre 2015 et 59,5% en février 2015 n'avaient pas recours à des stratégies.

Par rapport à février 2016, les résultats montrent que les ménages ont davantage utilisé de stratégies de stress et d'urgence.

Tableau n°17: Stratégies d'adaptation non alimentaires

Stratégies d'adaptation non alimentaires					
Période	N'a pas eu recours à des stratégies	A eu recours uniquement qu'à des stratégies de stress	A eu recours à des stratégies de crise	A eu recours à des stratégies d'urgence	Total
Février 2016	49,2%	30,5%	6,7%	13,7%	100%
Septembre 2015	75%	16%	3%	6%	100%
Février 2015	59,5%	25,6%	6,9%	8,0%	100%
Septembre-14	56,0%	24,3%	7,1%	12,6%	100%

Tableau n°18: Stratégie d'adaptation non alimentaire regroupée par région

Région	Stratégie regroupée				
	N'a pas eu recours à des stratégies	A eu recours uniquement qu'à des stratégies de stress	A eu recours à des stratégies de crise	A eu recours à des stratégies d'urgence	Total
BAMAKO	58,40%	27,50%	7,60%	6,40%	100,00%
GAO	21,30%	40,30%	13,20%	25,10%	100,00%
KAYES	50,00%	36,90%	5,40%	7,70%	100,00%
KIDAL	33,60%	34,80%	7,90%	23,80%	100,00%
KOULIKORO	68,40%	19,90%	5,10%	6,60%	100,00%
MOPTI	48,50%	29,50%	5,50%	16,50%	100,00%
SEGOU	56,00%	25,80%	6,40%	11,70%	100,00%
SIKASSO	58,60%	27,90%	4,60%	8,90%	100,00%
TOMBOUCTOU	17,90%	43,20%	10,60%	28,20%	100,00%
Total	50,10%	30,10%	6,80%	13,00%	100,00%

Au niveau régional, ce sont les ménages habitant dans les régions Gao, Tombouctou et Kidal qui font appel le plus aux stratégies d'adaptation de crise et d'urgence. La région de Tombouctou apparaît spécifiquement plus

affectée avec plus de trois quart des ménages faisant appel à des stratégies. Au niveau cercle, les ménages ont le plus recours aux stratégies d'adaptation d'urgence à Ansongo (53% des ménages), Tombouctou (50% des ménages), Ménaka (48% des ménages), Abeïbara et Niafunké (46% des ménages), Youwarou (44%) et Gourma Rharous (41%).

Les stratégies d'adaptation les plus utilisées par les ménages dans les trente derniers jours sont l'emprunt de l'argent (21,6%), l'emprunt et l'achat de nourriture à crédit (15%), plus de recours au travail occasionnel que d'habitude (12,5%) et dépenser l'épargne (11,8%).

Il existe des différences de stratégies d'adaptation utilisées au niveau régional, certaines posant des questions de protection. Ainsi dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal, entre 3,7% (Kidal) et 8% des ménages (Tombouctou) ont déclaré s'engager dans des activités risquées ou illégales génératrices de revenus.

Les femmes chefs de ménage ainsi que les chefs de ménage avec un faible niveau d'éducation sont les plus nombreux à faire appel à des stratégies d'adaptation non alimentaires.

Les stratégies utilisées selon 9% des ménages sont différentes de celles adoptées habituellement. Ce sont surtout les régions de Gao et de Tombouctou où respectivement 16,6% et 28,8% des ménages ont adopté des stratégies différentes de l'habitude.

2.7. Indice de la Faim

L'indice de la Faim est un Indice de privation alimentaire dans les ménages et utilise une approche expérientielle: l'expérience de la privation alimentaire dans les ménages provoque des réactions prévisibles qui peuvent être saisies grâce à une enquête et résumées dans un indice. Cet indice utilisé dans les contextes à forte insécurité alimentaire.

Au niveau national, 96,8% des ménages sont dans la classe « nulle ou faible » sur l'échelle de la faim, ce qui dénote une amélioration par rapport à février 2015 (93,9% des ménages) et septembre 2015 (93% des ménages). Au niveau régional, ce sont les régions de Gao et de Tombouctou qui comportent le plus de ménages classés en « faim modérée et sévère », respectivement 9,6% et 13,9% des ménages, ce qui est cependant en diminution par rapport à l'année dernière à la même période (25,6% des ménages dans la région de Gao et 18,6% des ménages dans la région de Tombouctou en février 2015).

Tableau n°19: Répartition des ménages selon l'indice domestique de la faim

Classe de faim dans les ménages			
Période	Nulle	Modérée	Sévère
Février 2016	96,8%	3%	0,2%
Septembre 2015	93%	7,5%	0,5%
Février 2015	96,4%	3,4%	0,3%
sept-14	90,1%	8,4%	1,4%

2.8. Assistance et programmes d'aide

12,3% des ménages ont reçu une assistance dans les 6 derniers mois contre 27% en septembre 2015 : ceci est effectivement lié au fait que l'assistance humanitaire a été très importante en 2014 et 2015 comparé à l'année 2016.

Les principales assistances reçues sont par ordre d'importance les soins de santé (22,9%), les distributions alimentaires gratuites (21% des réponses), les transferts d'argent (14,6%) et la nourriture pour les enfants malnutris et les femmes enceintes et allaitantes (6%). Les régions du Sud ont reçu davantage d'assistance en soins de santé, alors que les régions du Nord ont davantage bénéficié des rations alimentaires gratuites, les transferts d'argent/coupons et la nourriture pour enfants malnutris ou FEFA (hors Bamako).

Les principaux donateurs sont respectivement les ONG (29,2%), l'Etat (26,9%), les agences des Nations Unies (13,4%) et les familles (7,9%).

Les principaux bénéficiaires sont par ordre d'importance les ménages (46%), les enfants de 0 à 59 mois (10,1%), hommes adultes (9,5%).

L'utilisation de l'aide reçue est décidée en majorité conjointement par les hommes et les femmes (51% des réponses) et par les hommes (29,5% des réponses).

L'enquête s'est intéressée à l'assistance future dans les six prochains mois. Les principales assistances demandées sont par ordre d'importance l'assistance alimentaire (15,6% des réponses), les soins de santé (12,1% des réponses), l'appui en agriculture – semences et intrants gratuits (10% des réponses), l'appui à l'emploi (10%) et l'appui en transfert d'argent (9,9% des réponses).

2.9. Sécurité Alimentaire

2.9.1. Classe de sécurité alimentaire

L'appréciation de la situation de sécurité alimentaire des ménages s'est faite dans le cadre de cette ENSAN selon l'approche CARI (Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security) du PAM.

Cette méthodologie CARI prend en compte les deux dimensions clés de la sécurité alimentaire :

- i) l'état à court terme, pour lequel le score de consommation alimentaire est l'indicateur clé ;
- ii) l'accès aux aliments qui est mesuré par rapport à la vulnérabilité économique du ménage (part des dépenses consacrées à l'alimentation) ; et,
- iii) l'épuisement des actifs des ménages (recours à des stratégies d'adaptation).

Tableau n°20: Indicateurs du CARI (Approche consolidée du PAM pour le compte-rendu des indicateurs de la sécurité alimentaire)

Indicateurs	Sécurité alimentaire	Vulnérables à l'insécurité alimentaire	Modérément en insécurité alimentaire	Insécurité alimentaire
Score de consommation alimentaire	Acceptable	N/A	Limite	Pauvre
Part des dépenses alimentaires	< 50%	50% - 65%	65% - 75%	>= 75%
Indice de stratégie de survie	Aucune	Stratégie de stress (vente d'actifs non productifs)	Stratégie de crise (vente d'actifs productifs)	Stratégies d'urgence (vente d'actifs productifs majeurs)

Sur la base d'un algorithme incluant les indicateurs susmentionnés, les ménages sont classés en quatre groupes :

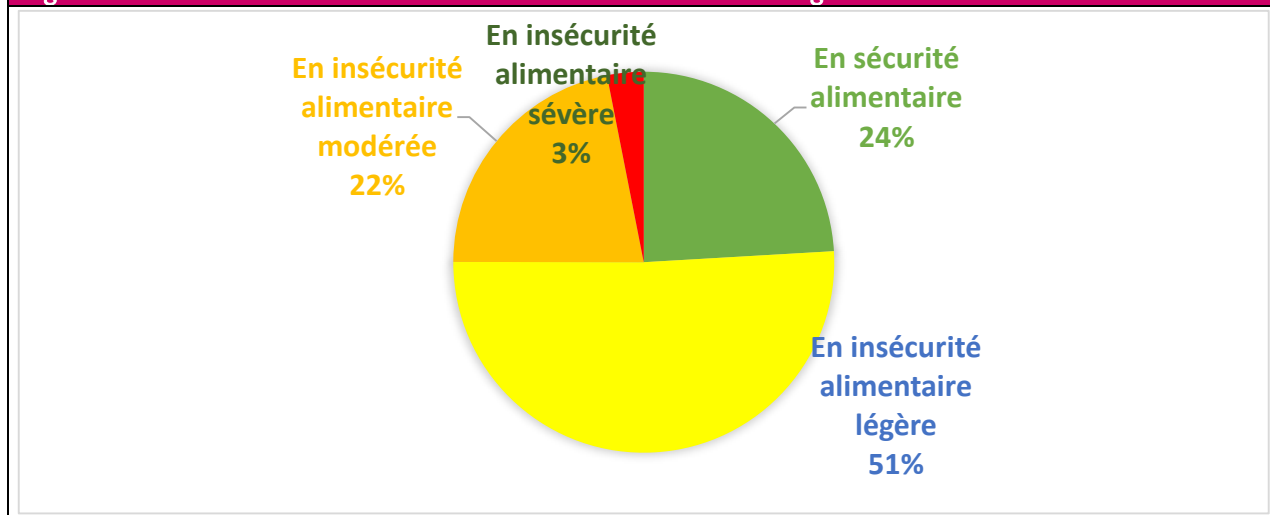
Tableau n°21: Classes d'insécurité alimentaire (approche CARI)

Classes de sécurité alimentaire	Conditions des ménages	Statut
En sécurité alimentaire	Capable d'assurer les besoins essentiels alimentaires et non alimentaires sans épuiser les moyens d'existence	En sécurité alimentaire
Insécurité alimentaire légère	Dispose d'une consommation alimentaire minimale, mais incapable d'assurer certaines dépenses essentielles non alimentaires sans épuiser les moyens d'existence	
Modérément en insécurité alimentaire	Déficience de consommation alimentaire, OU, Capacité marginale d'assurer les besoins alimentaires minimaux seulement à travers l'épuisement accéléré des moyens d'existence	En insécurité alimentaire
En insécurité alimentaire sévère	Importante déficience de la consommation alimentaire, OU, Perte extrême des moyens d'existence aboutissant à d'importantes déficiences de consommation alimentaire, OU pire	

La distribution des classes de sécurité alimentaire au niveau national est la suivante :

- ⇒ 24,1% des ménages sont en sécurité alimentaire ;
- ⇒ 51% des ménages en insécurité alimentaire légère ;
- ⇒ 21,9% des ménages sont modérément en insécurité alimentaire ; et,
- ⇒ 3,1% des ménages sont en insécurité alimentaire sévère.

Figure n°10: Distribution des classes de sécurité alimentaire des ménages au niveau national



De ce fait, la prévalence de l'insécurité alimentaire est de 25% des ménages dont 3,1% sont en insécurité alimentaire sous la forme la plus sévère.

Les régions avec le niveau le plus élevé d'insécurité alimentaire sont par ordre d'importance Gao (42% d'insécurité alimentaire), Mopti (31% d'insécurité alimentaire), Ségou et Koulikoro (25,3% et 25,1% d'insécurité alimentaire) et Tombouctou (24,5% d'insécurité alimentaire),

Tableau n°22: Niveau de sécurité alimentaire

REGION	Niveau de Sécurité Alimentaire			
	Sécurité Alimentaire	Vulnérables à l'Insécurité Alimentaire	Insécurité Alimentaire Modérée	Insécurité Alimentaire
Bamako	56,5%	35,4%	7,1%	1,0%
Gao	3,8%	54,1%	35,8%	6,3%
Kayes	23,7%	55,0%	19,4%	1,9%
Kidal	14,2%	69,6%	14,5%	1,8%
Koulikoro	26,8%	48,1%	22,5%	2,6%
Mopti	15,8%	53,2%	27,3%	3,8%
Ségou	21,4%	53,3%	22,3%	2,9%
Sikasso	33,1%	43,2%	21,5%	2,2%
Tombouctou	9,6%	65,8%	19,4%	5,1%
Moyenne Nationale (hors Bamako)	20,4%	52,8%	23,6%	3,3%
Moyenne Nationale	24,1%	51,0%	21,9%	3,1%

Les principaux facteurs expliquant ces niveaux d'insécurité alimentaire sont les suivants :

- ⇒ Régions de Mopti, Gao, Tombouctou et Kidal : les ménages ressentent encore les effets de la mauvaise campagne agropastorale combinés à l'insécurité et aux mouvements de population.
- ⇒ Région de Ségou et de Koulikoro : les ménages font face à une vulnérabilité économique et plus spécifiquement pour la région de Ségou, certains ménages ont subi des inondations affectant leur campagne agricole.

2.9.2. Profil des ménages en insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire touche principalement :

- ⇒ **Les ménages pauvres :**
- 43,5% des ménages en insécurité alimentaire pour le quintile d'indice de bien-être économique le plus pauvre

**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, FEVRIER 2016
(ENSAN MALI)**

- La proportion de ménages en insécurité alimentaire diminue en fonction de l'amélioration du bien-être économique (augmentation de la richesse) – 9,1% des ménages en insécurité alimentaire du quintile de richesse plus élevé dont 0,4% en insécurité alimentaire sévère

Tableau n°23: Quintile de richesse selon la classe de sécurité alimentaire des ménages

Quintile indice de richesse	Sécurité Alimentaire	Insécurité Alimentaire Légère	Insécurité Alimentaire Modérée	Insécurité Alimentaire Sévère
Le plus pauvre	4,3%	52,1%	35,3%	8,2%
Pauvre	14,9%	55,5%	25,7%	3,8%
Moyen	23,7%	52,5%	22,1%	1,7%
Riche	29,9%	51,5%	17,4%	1,2%
Le plus riche	47,6%	43,3%	8,7%	0,4%

⇒ **Les ménages dirigés par des femmes et des personnes à faible niveau d'éducation (aucun ou simplement alphabétisée) :**

- Les femmes chefs de ménages apparaissent davantage en insécurité alimentaire (31,5% contre 24,4% pour les hommes chefs de ménage)
- 32% des ménages sans aucun niveau d'éducation sont en insécurité alimentaire
- La proportion de ménages en insécurité alimentaire diminue à mesure que le niveau d'éducation du chef de ménage augmente.

⇒ **Les ménages en insécurité alimentaire sous la forme la plus sévère vivent essentiellement de :**

- Production agricole
- Production et vente de produits d'élevage
- Petits métiers
- Artisanat
- Ouvrier et travailleur journalier non agricole
- Transferts d'argent

⇒ **Les ménages modérément en insécurité alimentaire vivent de :**

- Production agricole
- Production et vente de produits d'élevage
- Petit commerce
- Petits métiers
- Ouvrier et travailleur journalier non agricole
- Artisanat

⇒ **Les ménages ruraux :**

La prévalence de l'insécurité alimentaire est de 27,7% en milieu rural contre 14,6% en milieu urbain

2.9.3. Evolution de la sécurité alimentaire des ménages au Mali

Par rapport à l'année dernière à la même période, la situation alimentaire s'est détériorée pour tous les niveaux de sécurité alimentaire. En effet, la situation en sécurité alimentaire, selon la méthode CARI, montre une fragilisation de la sécurité alimentaire en février 2016 puisque la majorité des ménages se trouvent vulnérables à l'insécurité alimentaire et modérément en insécurité alimentaire. On note cependant une stabilisation du niveau d'insécurité alimentaire sévère.

Tableau n°24: Evolution de la sécurité alimentaire des ménages par rapport de septembre 2015 à Septembre 2014

Classes de sécurité alimentaire	Février 2016*	Septembre 2015	Février 2015	Septembre 2014
En sécurité alimentaire	20,4%	40%	26,30%	25,40%
Vulnérables à l'insécurité alimentaire	52,8%	36%	48,30%	50,20%
Modérément en insécurité alimentaire	23,6%	20%	22,30%	20,30%
Sévèrement en insécurité alimentaire	3,3%	4%	3,10%	4,10%

* Données sans Bamako

**ENQUETE NATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, FEVRIER 2016
(ENSAN MALI)**

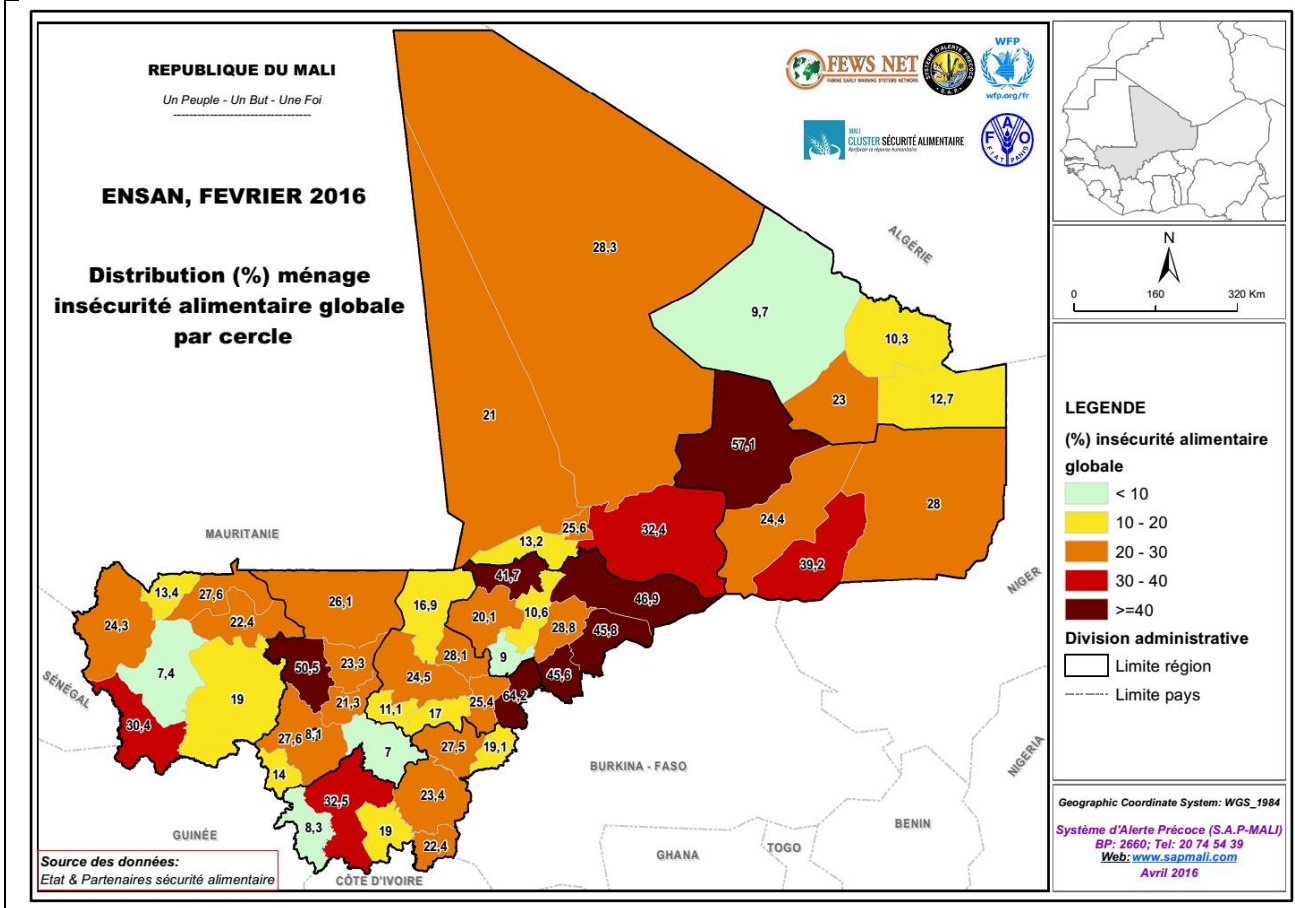
La situation de sécurité alimentaire des ménages, au niveau national, cache d'importantes disparités qui existent entre les différentes régions, cercles et zones de moyens d'existence.

Au niveau régional, la détérioration la plus importante de la sécurité alimentaire par rapport à février 2015 est observée dans les régions de Ségou et de Gao. A l'inverse, la situation s'est améliorée dans la région de Kidal et de Tombouctou même si le niveau d'insécurité alimentaire dans ces régions reste élevé.

Tableau n°25: Evolution de la sécurité alimentaire au niveau cercle par rapport à février 2015

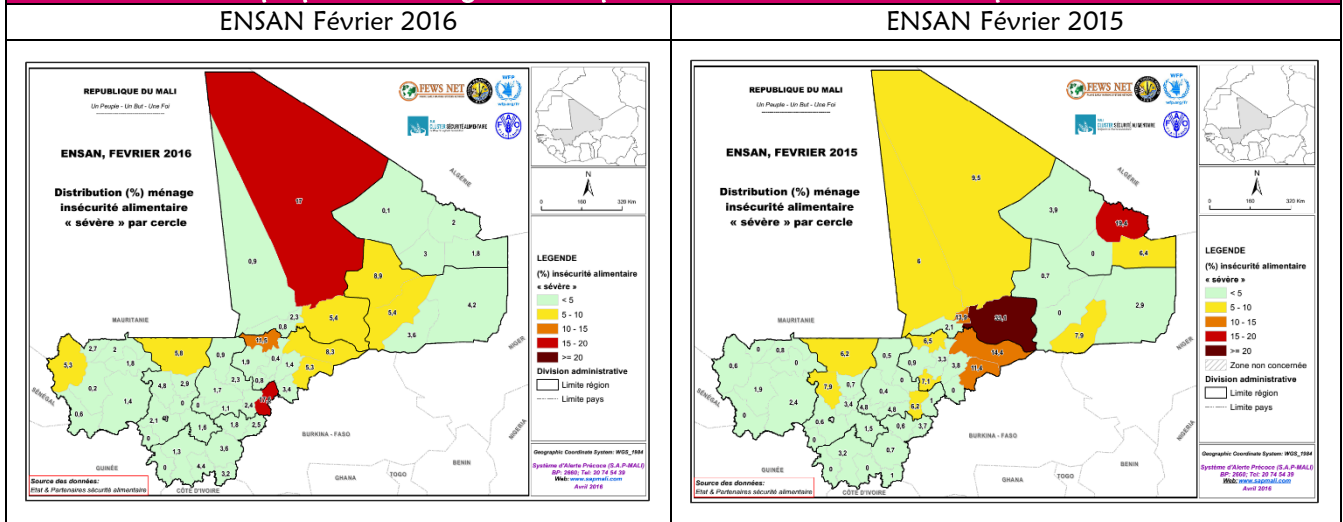
Evolution de la sécurité alimentaire	Cercles principalement concernés		
Détérioration	Différence pour 21 cercles	Bourem (+36, 4%) Kolokani (+27, 3%) Macina (+26, 2%) Bankass (+23, 9%) Kenieba (+20, 9%) Kidal (+20, 8%) Gao (+19, 3%) Tominian (+18, 8%) Diéma (+17, 8%) Nioro (+15, 3%)	Kayes (+14, 7%) Kati (+11, 7%) Koutiala (+11, 1%) Ténenkou (+10, 3%) Banamba (+9, 7%) Douentza (+9, 7%) Niono (+9, 2%) Yélimané (+8,8%) Youwarou (+7,4%) Kangaba (+6,4%) Niafunké (+6,4%)
Relative Stabilité	8 cercles		
Amélioration	Différence pour 20 cercles	Gourma Rharous (-39,3%) Abeïbara (-37,6%) Tin Essako (-32,9%) Bla (628,9%) Djenne (-23,5%) Nara (-23,4%) Kita (-18,2%) Dioïla (-17,4%) Dire (-15,8%) Goundam (-14,3%)	San (-13, 7%) Bafoulabé (-12, 9%) Bandager (-12, 2%) Kadiolo (-11, 8%) Barouéli (-10, 3%) Bougouni (-10,2%) Kolondièba (-10,1%) Sikasso (-10%) Ansongo (-9,7%) Tombouctou (-8,5%)

Carte n°8: Distribution (%) ménages en insécurité alimentaire globale (modérée + sévère) par cercle

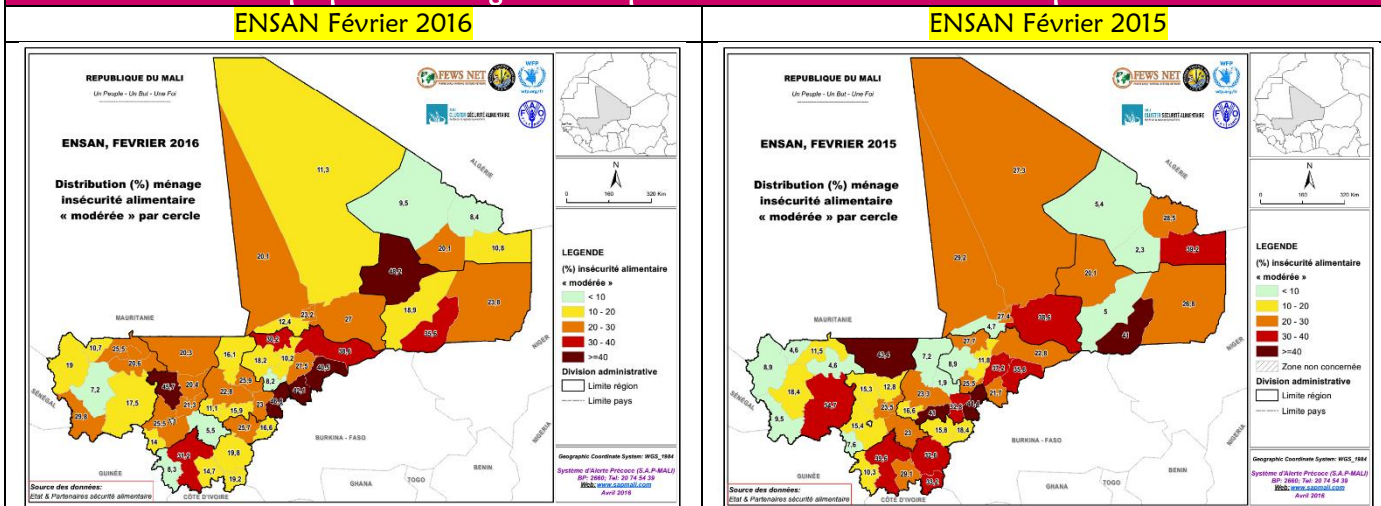


⇒ Evolution de l'insécurité alimentaire (selon le type) au cours de 6 derniers mois

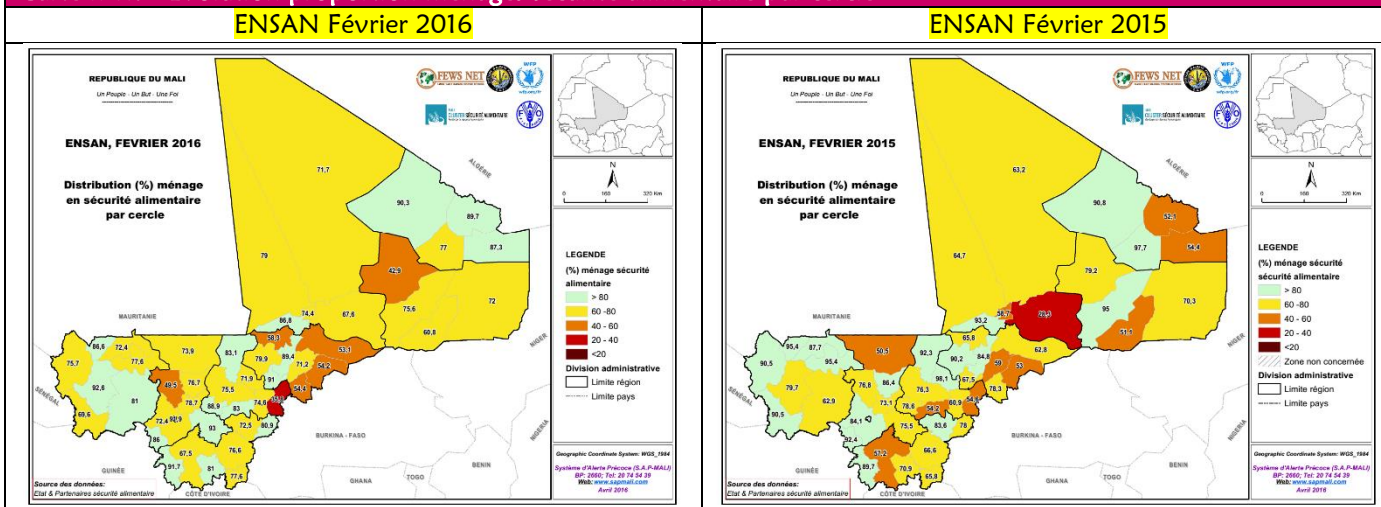
Carte n°9: Evolution proportion ménages touchés par l'insécurité alimentaire sévère par cercle



Carte n°10: Evolution proportion ménages touchés par l'insécurité alimentaire modérée par cercle



Carte n°11: Evolution proportion ménages sécurité alimentaire par cercle



2.9.4. Sécurité Alimentaire et moyens d'existence

L'analyse de la sécurité alimentaire en fonction des zones de moyens d'existence telles que définies par FEWSNET montre que les zones d'élevage sont les plus touchées par l'insécurité alimentaire, notamment la zone agropastorale d'élevage transhumant avec 36,5% des ménages en insécurité alimentaire, ainsi que la zone du plateau Dogon. Ceci tendrait à confirmer que ces zones de moyens d'existence subissent toujours les conséquences de la difficile campagne agropastorale de 2014/2015 ainsi que de l'insécurité qui affecte les régions du Nord du Mali.

Tableau n°26: Classes de sécurité alimentaire et zones de moyens d'existence

Zone de moyens d'existence	Sécurité Alimentaire	Vulnérables à l'Insécurité Alimentaire	Insécurité Alimentaire Modérée	Insécurité Alimentaire
Nomadisme et commerce transsaharien	4,5%	68,2%	25,8%	1,6%
Pastoralisme nomade et transhumant	5,8%	60,4%	27,8%	6,1%
Riz fluvial et élevage transhumant (agropastoral)	5,6%	57,9%	29,3%	7,2%
Mil et élevage transhumant	14,7%	50,2%	29,9%	5,2%
Plateau Dogon - mil, échalote, produits de cueillette, et tourisme	16,0%	51,7%	31,2%	1,1%
Lacs/Delta du Niger - riz et élevage (agropastoral)	15,0%	63,2%	18,3%	3,5%
Office du Niger' - riz irrigué	35,0%	51,2%	13,6%	,2%
Nord-ouest transferts d'argent, sorgho, et élevage transhumant	11,7%	60,4%	24,6%	3,3%
Ouest et centrale mil/sorgho pluvial	24,6%	50,8%	21,8%	2,8%
Sorgho, mil, et coton	23,8%	48,3%	25,7%	2,2%
Sud maïs, coton, et fruits	31,6%	46,6%	19,6%	2,2%
Sud-ouest maïs, sorgho, et fruits	24,8%	50,1%	23,9%	1,3%

2.9.5. Perspectives d'évolution de la sécurité alimentaire

L'enquête s'est intéressée aux perspectives d'évolution de la situation alimentaire sur la période mars-mai 2015 et sur la période juin-août 2016 à travers des discussions avec les communautés.

Globalement, 64,8% des communautés considèrent que la situation alimentaire va s'améliorer ou rester stable sur la période mars-mai 2016. Au niveau régional, plus de la moitié des communautés des régions de Tombouctou et de Ségou estiment que la situation alimentaire sera plus difficile que d'habitude.

Sur la période juin-août 2016, 55,7% des communautés pensent que la situation alimentaire va s'améliorer ou se maintenir. Au niveau régional, la majorité des communautés dans les régions de Tombouctou (70,4% des communautés), Gao (62,3%), Mopti et Ségou (54% des communautés) est moins optimiste et estime que la situation alimentaire va être plus difficile que d'habitude.

2.10. Nutrition des enfants de 6 à 59 mois

2.10.1. Sensibilisation et éducation nutritionnelle

Les résultats de l'ENSAN relatifs à la nutrition des enfants de moins de 5 ans se basent sur l'analyse des données collectées d'environ 14660 enfants de moins de 5 ans dont 47,7% des filles contre 47,2% lors de la précédente ENSAN de septembre 2015.

- ⇒ **Participation des membres des ménages à une séance d'éducation ou de sensibilisation nutritionnelle au cours des 3 derniers mois**

En moyenne dans 26,7% des ménages contre 35,4% en septembre 2015, au moins un membre avait participé à une séance de sensibilisation ou d'éducation nutritionnelle au cours des 3 mois ayant précédé cette enquête ENSAN Février 2016.

Les proportions de ménages ayant reçu les différents thèmes vont de 89,9% pour le lavage des mains et d'autres pratiques d'hygiène à 61,8% pour comment bien utiliser les aliments.

Figure n°11: Participation des membres des ménages à une séance d'éducation ou de sensibilisation nutritionnelle au cours des 3 derniers mois

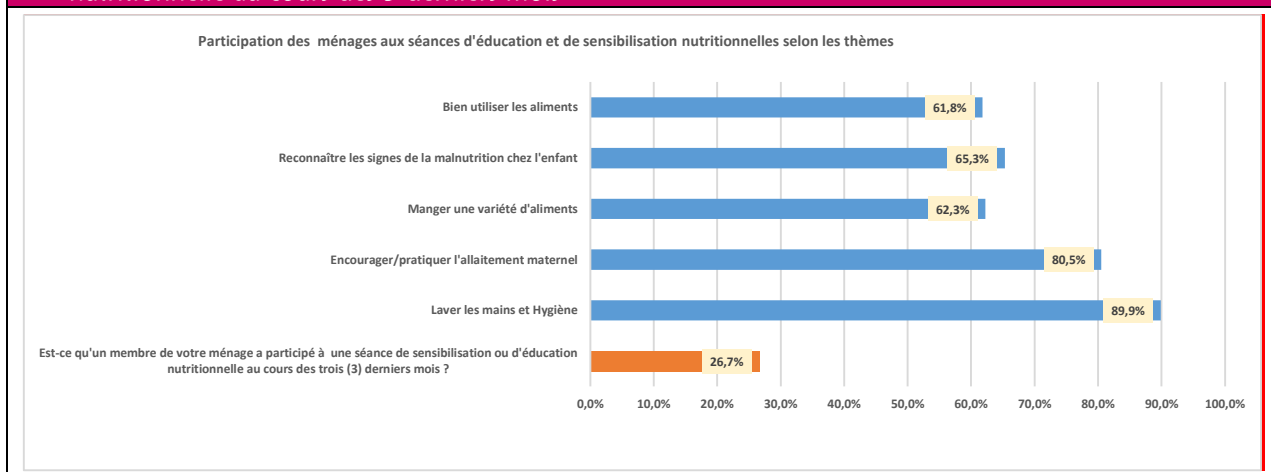


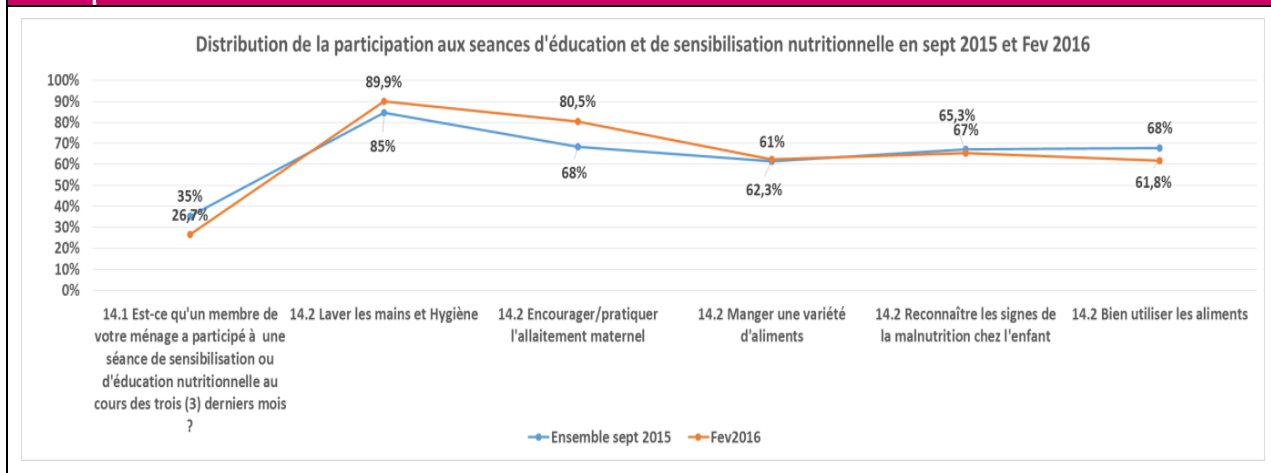
Tableau n°27: Participation des (membres) des ménages à une séance d'éducation ou de sensibilisation nutritionnelle au cours des 3 derniers mois

REGION	Est-ce qu'un membre de votre ménage a participé à une séance de sensibilisation ou d'éducation nutritionnelle au cours des trois (3) derniers mois ?	Laver les mains et Hygiène	L'agent de santé (Médecin, Infirmier, Sage femmes, ...)	L'Agent de santé communautaire ou relais communautaire	Les agents d'une ONG	Encourager/pratiquer l'allaitement maternel	L'agent de santé (Médecin, Infirmier, Sage femmes, ...)	L'Agent de santé communautaire ou relais communautaire	Les agents d'une ONG	Manger une variété d'aliments	L'agent de santé (Médecin, Infirmier, Sage femmes, ...)	L'Agent de santé communautaire ou relais communautaire	Les agents d'une ONG	Reconnaitre les signes de la malnutrition chez l'enfant	L'agent de santé (Médecin, Infirmier, Sage femmes, ...)	L'Agent de santé communautaire ou relais communautaire	Les agents d'une ONG	Bien utiliser les aliments	L'agent de santé (Médecin, Infirmier, Sage femmes, ...)	L'Agent de santé communautaire ou relais communautaire	Les agents d'une ONG
KAYES	24,0	94,4	39,5	63,7	27,1	81,7	61,5	64,5	28,0	59,7	55,9	66,0	28,9	49,3	46,3	79,1	33,7	67,3	51,9	61,9	30,2
KOULIKORO	24,4	83,2	43,0	38,3	79,9	58,3	32,7	60,8	48,6	33,1	73,2	56,5	36,6	54,8	41,7	28,6		54,8	41,7	28,6	
SIKASSO	23,8	87,7	50,3	57,4	48,0	79,8	55,1	58,1	45,7	72,0	50,8	61,1	50,4	73,7	55,5	57,9	47,1	75,5	55,3	56,9	50,8
SEGOU	25,9	92,4	64,8	72,6	54,0	92,9	69,7	74,4	38,7	66,1	63,8	64,1	31,3	65,1	59,2	59,2	63,5	53,6	76,9	89,2	39,7
MOPTI	25,1	87,6	73,5	83,4	72,7	80,6	81,8	81,6	71,9	64,1	86,5	89,0	74,9	73,5	81,4	92,2	76,7	67,1	77,5	86,0	81,8
TOMBOUCTOU	40,8	96,0	51,9	42,3	39,8	64,3	44,7	47,3	37,4	61,5	39,6	48,1	33,2	64,6	53,7	55,1	42,3	67,5	52,0	42,9	41,3
GAO	42,7	91,1	27,1	20,2	66,0		59,9	24,8	25,4		49,8	25,2	38,0	74,7	45,4	14,0	48,8		69,0	15,6	27,7
KIDAL	25,9	94,7	22,8	49,3	69,3		28,7	56,6	42,6		27,9	93,7	83,0		14,7	65,9	33,5		63,0	77,2	77,4
BAMAKO	27,9	88,6	73,3	65,5		84,8	81,1	61,2		60,9	77,0	66,2		50,6	76,1	64,0		59,9	79,4	66,8	16,9
Pays	26,7	89,9	54,9	60,4	42,9	80,5	65,7	61,2	36,9	62,3	60,9	61,5	37,2	65,3	60,5	61,3	46,4	61,8	62,3	62,8	41,5

Les régions de Kidal et Gao sont ceux dont les membres ont moins participé à une séance d'éducation ou de sensibilisation nutritionnelle au cours des 3 derniers mois. Cela s'explique essentiellement par la diminution et ou l'absence totale d'intervenants y compris les des services déconcentrés de l'Etat dans certaines localités de ces régions.

Les sources ou canaux par lesquels les messages ont été reçus sont essentiellement par ordre d'importance les agents de santé communautaires ensuite les agents de santé et enfin les agents des ONG. Le rôle des agents des ONG est surtout prépondérant dans les régions de Mopti et Kidal. Ce rôle est presque inexistant dans la région de Koulikoro* (?) et le District de Bamako peu couvert par les ONG surtout pour Bamako.

Figure n°12: Distribution de la participation aux séances d'éducation et de sensibilisation nutritionnelle en septembre 2015 et Février 2016



La participation des ménages aux séances d'éducation et de sensibilisation nutritionnelle entre septembre 2015 et Février 2016 est Presque supposable.

2.10.2. Caractéristique des enfants de 6 à 59 mois

Tableau n°28: Distribution des enfants selon le sexe et la classe d'âge et la région

REGION	Sexe (%)		Classe d'âge des enfants (%)					
	M	F	6 à 8 mois	9 à 11 mois	12 à 23 mois	24 à 35 mois	36 à 47 mois	48 à 59 mois
Kayes	52,9	47,1	4,8	4,2	20,7	22,4	27,3	20,5
Koulikoro	52,6	47,4	5,8	4,4	20,5	28,2	22,4	18,7
Sikasso	50,6	49,4	5,2	4,1	21,6	25,6	26,5	17,1
Ségou	52,1	47,9	6,5	3,6	22,3	28,3	22,1	17,1
Mopti	49,2	50,8	4,6	4,2	26,3	24,6	23,1	17,2
Tombouctou	58,7	41,3	6,0	7,7	19,2	20,3	24,2	22,4
Gao	58,6	41,4	5,4	5,0	23,5	23,7	24,1	18,2
Kidal	53,8	46,2	12,6	11,0	22,6	19,2	16,4	18,1
Bamako	54,0	46,0	6,4	4,3	20,2	23,2	27,9	17,9
Total	52,3	47,7	5,5	4,3	22,0	25,2	24,5	18,4

Les garçons étaient plus nombreux que les filles avec un sexe ratio 1.10 en faveur des garçons.

Les enfants de 6 à 59 mois représentaient 31,3% des enfants.

2.10.3. Consommation alimentaire des enfants de 6 à 59 mois

2.10.3.1. Alimentation du nourrisson et du jeune enfant

Tableau n°29: Distribution (%) des enfants selon certaines caractéristiques de la consommation alimentaire

REGION1	Est-ce que l'enfant est-il/elle actuellement allaité ?	14.3.5. Nombre de repas pris la veille par l'enfant ?	14.3.8. Présence des œdèmes bilatéraux ?	14.3.9. Est-ce que l'enfant est présentement inscrit dans un programme de nutrition ?					14.3.10. L'enfant a-t-il été malade au cours des deux dernières semaines ? (fièvre, toux, diarrhée)
	Oui	Moyenne	Oui	Non	URENAM	URENAS	URENI	Autre	Oui
Kayes	30,9	4	0,5	98,5	1,4	0,1	0,0	0,0	19,4
Koulikoro	27,5	4	0,4	99,6	0,3	0,0	0,0	0,1	16,7
Sikasso	32,4	4	0,1	97,9	1,8	0,0	0,1	0,2	21,3
Ségou	27,9	4	0,6	97,2	2,5	0,1	0,1	0,1	14,2
Mopti	33,5	4	0,7	97,8	1,2	0,8	0,1	0,1	12,8
Tombouctou	32,5	4	1,5	97,4	2,3	0,1	0,0	0,2	25,7
Gao	35,3	3	1,9	92,2	7,3	0,4	0,0	0,0	27,4
Kidal	38,3	3	0,7	97,8	1,9	0,0	0,0	0,4	46,3
Bamako	26,2	4	0,2	98,6	1,2	0,0	0,0	0,2	14,6
Total	30,4	4	0,5	98,0	1,7	0,2%	0,1	0,1	17,4

En moyenne, 30,4% des enfants de 11 à 15 mois continuaient à être allaité au passage des enquêteurs. Le nombre moyen de repas était de 4 trois respectivement pour les régions de Gao et Kidal.

Des cas œdèmes nutritionnels ont (malnutrition aiguë sévère) été observés dans toutes les régions.

Seulement 2% des enfants étaient pris en charge dans un programme de nutrition. Le plus fort taux était observé dans la région de Gao avec 7,3%.

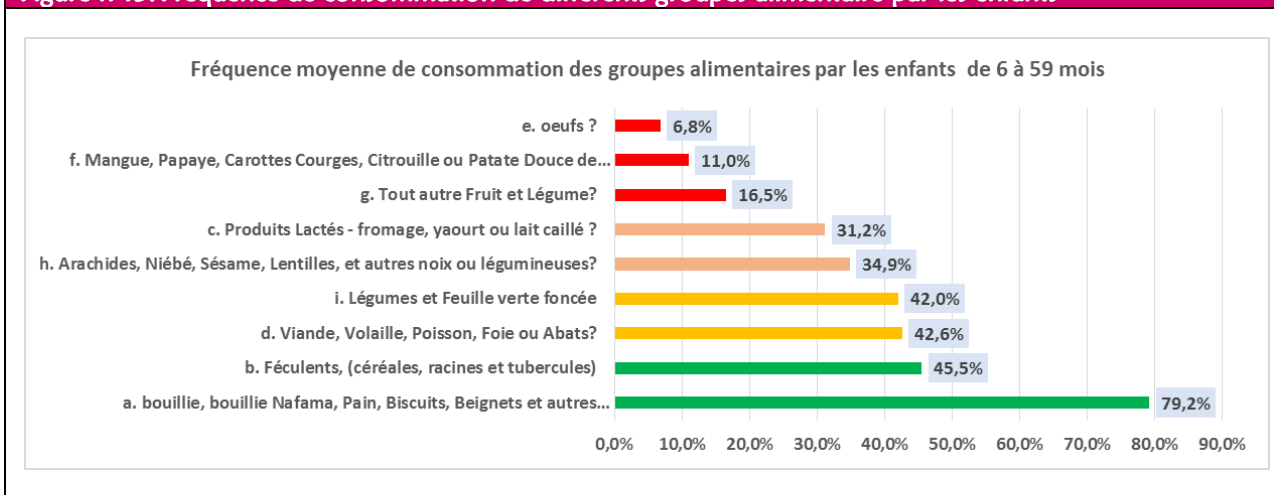
Au cours des deux semaines ayant précédé le passage des enquêteurs, 17,4% des enfants étaient tombés malades. Les régions de Kidal avec 46,3% d'enfants tombés malades, celle de Gao avec 27,4% et celle de Tombouctou avec 25,7% étaient les plus affectées.

2.10.3.2. Consommation de différents groupes alimentaire par les enfants

Tableau n°30: Fréquence de consommation de différents groupes alimentaire par les enfants

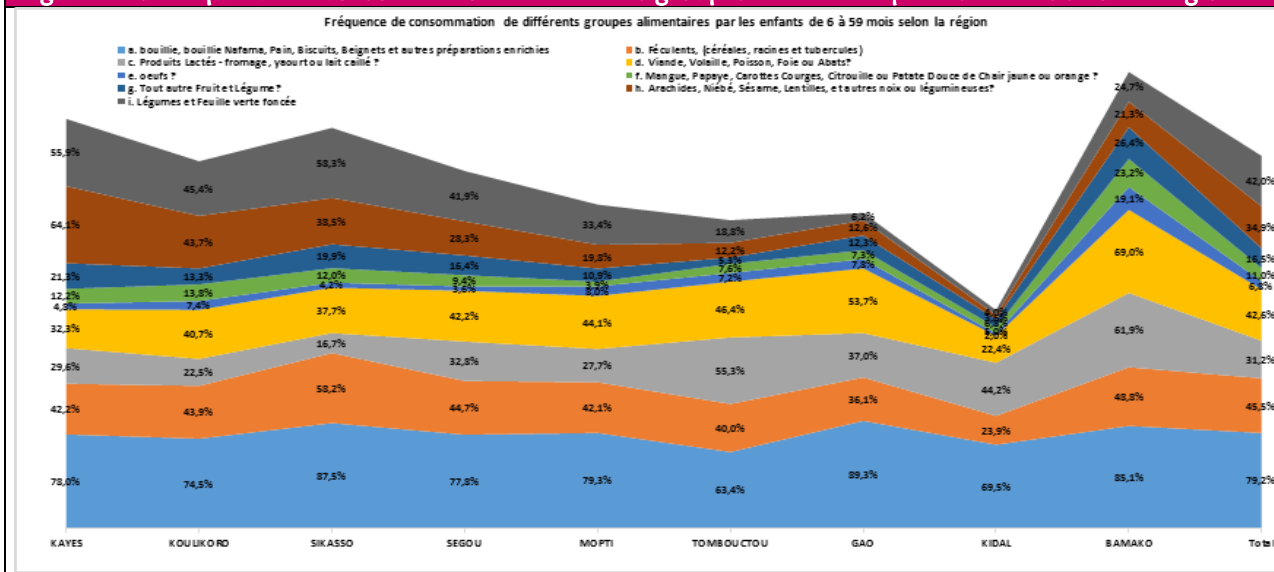
Region1	a. bouillie, bouillie N'affama, Pain, Biscuits, Beignets et autres préparations enrichies	b. Féculents, (céréales, racines et tubercules)	c. Produits Lactés - fromage, yaourt ou lait caillé ?	d. Viande, Volaille, Poisson, Foie ou Abats?	e. oeufs ?	f. Mangue, Papaye, Carottes Courges, Citrouille ou Patate Douce de Chair jaune ou orange ?	g. Tout autre Fruit et Légume?	h. Arachides, Niébé, Sésame, Lentilles, et autres noix ou légumineuses?	i. Légumes et Feuille verte foncée	14.3.5.2. Hier, durant le jour ou la nuit, combien de fois l'enfant a-t-il/elle été nourri(e) de purées ou d'aliments solides/semi-solides? Si 7 fois ou plus, prendre 7							
	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	0	1	2	3	4	5	6	7
Kayes	78,0%	42,2%	29,6%	32,3%	4,8%	12,2%	21,3%	64,1%	55,9%	7,0%	5,7%	8,1%	20,4%	38,8%	16,0%	7%	3,3%
Koulikoro	74,5%	43,9%	22,5%	40,7%	7,4%	13,8%	13,3%	43,7%	45,4%	5,4%	1,2%	13,5%	21,5%	25,1%	19,1%	6,0%	8,1%
Sikasso	87,5%	58,2%	16,7%	37,7%	4,2%	12,0%	19,9%	38,5%	58,3%	3,2%	2,4%	9,8%	15,9%	21,6%	26,2%	4,8%	15,9%
Ségou	77,8%	44,7%	32,8%	42,2%	3,6%	9,4%	16,4%	28,3%	41,9%	8,5%	8,7%	10,3%	18,5%	28,4%	8,9%	7,5%	9,3%
Mopti	79,3%	42,1%	27,7%	44,1%	8,0%	3,9%	10,9%	19,8%	33,4%	20,2%	7,5%	10,8%	16,0%	13,4%	9,5%	8,3%	14,3%
Tombouctou	63,4%	40,0%	55,3%	46,4%	7,2%	7,6%	5,3%	12,2%	18,8%	19,3%	28,0%	12,8%	13,9%	12,7%	2,9%	4,4%	6,2%
Gao	89,3%	36,1%	37,0%	53,7%	7,8%	7,3%	12,3%	12,6%	6,2%	15,3%	4,4%	14,4%	22,5%	28,4%	13,5%	1,4%	2%
Kidal	69,5%	23,9%	44,2%	22,4%	2,0%	5,0%	6,8%	3,6%	4,0%	44,4%	2,1%	11,5%	24,0%	3,8%	8,6%	1,3%	4,2%
Bamako	85,1%	48,8%	61,9%	69,0%	19,1%	23,2%	26,4%	21,3%	24,7%	9,4%	4,9%	11,5%	14,1%	26,6%	18,8%	4,4%	10,4%
Total	79,2%	45,5%	31,2%	42,6%	6,8%	11,0%	16,5%	34,9%	42,0%	9,9%	6,6%	10,8%	17,9%	25,1%	15,0%	5,2%	9,6%

Figure n°13: Fréquence de consommation de différents groupes alimentaire par les enfants



Les préparations pour enfants enrichies à base de céréales et les féculents sont les groupes alimentaires les plus consommés. Les autres groupes alimentaires (Viandes, volaille, poisson, foie ou abats) et les légumes et feuille verte foncée sont consommés par 42 à 43% des enfants et les autres groupes alimentaires par le tiers ou nettement moins.

Figure n°14: Fréquence de consommation de différents groupes alimentaire par les enfants selon la région



2.10.3.3. Score de diversité alimentaire individuel des enfants de 6 à 59 mois.

Tableau n°31: Score de diversité alimentaire individuel des enfants de 6 à 59 mois

Region1	Enfants de 6_23mois avec SDAI<4 groupes alimentaire	24_59mois avec SDAI<4 groupes alimentaire	Malnutrition Aiguë (avec MUAC)				Malnutritio n Aiguë
			MA Sévère	MA Modéré	Risqu e MA	Norma l	
Kayes	4,7%	22,9%	0,6%	2,5%	2,3%	94,7%	3,0%
Koulikoro	7,8%	18,4%	0,1%	1,1%	2,4%	96,4%	1,2%
Sikasso	8,2%	24,5%	0,2%	2,8%	5,1%	91,9%	3,0%
Ségou	6,2%	25,1%	0,3%	1,6%	3,8%	94,3%	1,9%
Mopti	9,2%	13,8%	0,3%	3,5%	1,9%	94,3%	3,8%
Tombouctou	4,3%	23,1%	0,8%	1,1%	2,8%	95,4%	1,9%
Gao	4,5%	18,4%	0,9%	8,5%	12,1%	78,5%	9,3%
Kidal	3,7%	6,6%	0,1%	8,1%	13,3%	78,4%	8,2%
Bamako	18,8%	47,0%	0,1%	2,8%	7,0%	90,1%	2,9%
Total	7,9%	23,3%	0,3%	2,5%	3,7%	93,5%	2,8%

En moyenne 7,9% des enfants de 6 à 23 mois et 23,3% de ceux de 24 à 59 mois avaient consommés moins de 4 groupes alimentaires la veille. Le taux le plus élevé est observé dans le district de Bamako avec 18,8% d'enfants de 6 à 23 mois et 47% de ceux de 24 à 59 mois ayant consommé moins de 4 groupes alimentaires.

2.10.4. Statut nutritionnel des enfants

Le statut nutritionnel des enfants a été évalué avec la bande de Shakir. La prévalence de la malnutrition aiguë était de 2,8% dont 0,3% de formes sévères. Les régions de Gao et Kidal avec respectivement 9,3% et 8,2% avaient les prévalences les plus élevées.

MESSAGES CLES A RETENIR DE L'ENSAN MALI DE FEVRIER 2016

- ✓ **Un quart (25%) des ménages maliens sont en insécurité alimentaire (essentiellement dans sa forme modérée 21,9% - vs 3,1% pour la forme sévère) au niveau national**
- ✓ **Hors Bamako, 26,9% des ménages maliens sont en insécurité alimentaire au niveau national, soit 1.5 point de plus.**

Cette évolution des chiffres de l'insécurité alimentaire cache d'importantes disparités de la situation de l'insécurité alimentaire qui existent entre les différentes régions, cercles et zones de moyens d'existence du Mali.

✓ **Profil des ménages en insécurité alimentaire.**

L'insécurité alimentaire touche principalement :

- les ménages pauvres ;
- les ménages dirigés par des femmes et des personnes à faible niveau d'éducation (aucun ou simplement alphabétisée) ;
- les ménages vivant des dons et assistance, du travail journalier agricole et non agricole, de l'artisanat, de l'emprunt et de la mendicité ;
- les ménages ruraux.

✓ **L'insécurité alimentaire touche plus de 40% des ménages dans sept (7) cercles.**

Il s'agit des cercles de Tominian (64%) ; Bourem (57%), Kolokani (51%), Douentza (47%), Koro (46%), Bankass (46%) et Youwarou (42%).

Ils apparaissent actuellement comme des zones d'interventions prioritaires pour la lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali. Il est important également d'inclure les autres cercles - principalement ceux dans les régions du nord et du sahel occidental- où la fragilité du contexte sécuritaire ainsi que les effets encore ressentis de la mauvaise campagne agropastorale de 2014/2015 ne sont pas de nature à permettre des améliorations rapides de la sécurité alimentaire malgré les importants efforts déployés par l'Etat, le PAM, la FAO et tous les autres acteurs humanitaires œuvrant dans cette zone.

✓ **Comparativement aux résultats de l'ENSAN de février 2015 ; l'insécurité alimentaire s'est significativement détériorée dans six (6) cercles**

Il s'agit des cercles de Bourem (+36,4%), Kolokani (+27,3%), Macina (+26,2%), Bankass (+23,9%), Kenieba (+20,9%) et Kidal (+20,8%).

✓ **Les causes de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages**

Avec une production record de 8.054.895 tonnes de céréales au cours de la campagne 2015-2016 (résultats définitifs), le Mali n'est pas globalement confronté à un problème de disponibilité alimentaire. D'ailleurs, le bilan céréalier dégage un excédent de 1.635.000 tonnes qui est de nature à favoriser un bon approvisionnement des marchés durant l'année alimentaire 2016⁸.

De ce fait, ce sont les difficultés d'accès aux aliments et les problèmes d'utilisation des aliments constituent les principales causes de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages.

Le caractère structurel de l'insécurité alimentaire au Mali est en partie lié à la pauvreté sachant que la situation alimentaire d'un ménage est aussi déterminée par le mode de vie ; l'accès à l'éducation et au crédit ; la pratique de l'agriculture, du maraîchage et de l'élevage ; la taille des superficies cultivées ; la proximité des services sociaux de base ; la taille de la famille ; le sexe ainsi que le statut matrimonial du chef de ménage.

A cette situation structurelle s'ajoutent les chocs qui viennent fragiliser la situation des ménages ainsi que l'affaiblissement de la résilience des ménages du fait de la récurrence importante de ces chocs, l'insécurité, les dépenses importantes, la hausse des prix, la perte de bétail, et le recours fréquent à des stratégies de stress, de crise voire d'urgence.

✓ **Evolution probable de la situation de l'insécurité alimentaire dans les prochains mois**

Du fait de la soudure pastorale (et agricole à venir) ; la situation de l'insécurité alimentaire des ménages pourrait se détériorer.

QUELQUES RECOMMANDATIONS POUR LES INTERVENTIONS ET LES PROGRAMMES

La réduction de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité passe par l'adoption d'une approche intégrée prenant en compte non seulement les besoins immédiats en nourriture mais aussi les problèmes structurels qui causent la vulnérabilité. Pour ce faire, il faudrait pour cela :

- ✓ Mettre en œuvre des programme d'assistance alimentaire immédiate en faveur des ménages en insécurité alimentaire sévère ;
- ✓ Les types d'aides les plus souhaitées par les ménages étant, entre autres, les rations alimentaires gratuites ; les soins de santé/médicaments gratuits ou les semences et intrants agricoles gratuits/subventionnés.
- ✓ Poursuivre les appuis humanitaires en cours et procéder à des actions de reconstitution des moyens d'existence à l'endroit des populations déplacées et des réfugiés de retour.
- ✓ Poursuivre et renforcer les actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition qui demeure un problème préoccupant.
- ✓ Mettre en œuvre des actions de résilience (cash transfert, Vivres Contre Travail, Vivres Contre Actifs, Vivres Contre Formation, reconstitution de cheptel, aménagements de proximités, etc.) en faveur des populations en insécurité alimentaire modérée.

⁸ Fiche de communication du Cadre Harmonisé du Mali - Mars 2015.

Pour plus d'informations sur ce rapport de synthèse, contacter les auteurs :

SAP, Bamako, Mali

Mamy **COULIBALY**, Coordinateur National Adjoint

mpaara1@gmail.com

Ogoyo **DOLO**, Chef de la Division Technique

ogoyodolo@yahoo.fr

Guidière **DOLO**, Chef Cellule Informatique

dolog4@yahoo.fr

Dr Soumaïla **DIARRA**, Responsable des enquêtes

dibanka2@gmail.com

Ichiaka **BENGALY**, Chargé SIG

ichbeng@yahoo.fr/ichsimb@gmail.com

FEWS NET

Adama **THERA**, National Technical Manager

athera@fews.net

INSTAT Seydou **DOUMBIA**, Chef Division Statistiques Agricoles

seydou_doum@yahoo.fr

Bureau de pays du PAM, Bamako, Mali

Nanthilde **KAMARA**, VAM Officer

nanthilde.kamara@wfp.org

Abdoulaye **SINAYOKO**, Spécialiste national des marchés

abdoulaye.sinayoko@wfp.org

Amadou **IBRAHIM**, GIS Officer

amadou.ibrahim@wfp.org

Bureau FAO

Ousmane **SYLLA**, Agro économiste, MPH-nutrition, Analyste Sécurité alimentaire

ousmane.sylla@fao.org